

LA LUTTE DE CLASSES

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

JUILLET 1930

SOMMAIRE

AUTOUR DU XVI^e CONGRES DU P. C. RUSSE

- L. TROTSKYVers le capitalisme ou vers le socialisme? (*fin*).
L. TROTSKYCraquements dans l'appareil.

LE DEVELOPPEMENT DE L'OPPOSITION COMMUNISTE DE GAUCHE ITALIENNE

1. BLASCOLes problèmes de la révolution en Italie et nos divergences.
2. Lettre de la FRACTION DE GAUCHE italienne au Secrétariat International provisoire de l'opposition communiste.
3. L. TROTSKYLettre ouverte à la rédaction du journal communiste *Prometeo*.
4. Réponse de la FRACTION DE GAUCHE à la lettre ouverte du camarade Trotsky.
5. L. TROTSKYNouvelle lettre aux camarades de la fraction de gauche (*Prometeo*).
6. L. TROTSKYRéponse aux camarades de la nouvelle opposition du P. C. Italien.

La vie de la revue.

Rédaction et administration
45, Boulevard de la Villette
PARIS X^e.

Vient de paraître :

Bibliothèque
de l'Opposition Communiste

■ ■ ■

**La "troisième période" d'erreurs
de l'Internationale Communiste**

par L. TROTSKY

64 pages — Prix : 3 francs

Par 20 exemplaires : 2 francs.

Rappel :

L. TROTSKY : *La défense de l'U.R.S.S. et l'Opposition.*

Prix : 3 fr.

EN VENTE A

LA VÉRITÉ, 45, Bd de la Villette, Paris X^e.

LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, rue de Sambre-et-Meuse,
Paris X^e.

LA LUTTE DE CLASSES

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

45, Boulevard de la Villette. Paris X^e. Prix du numéro 3 frs.

ABONNEMENTS :

France et Colonies : 1 an : 30 fr. — 6 mois : 15 fr.

Etranger : 1 an : 40 fr. — 6 mois : 20 fr.

Compte chèque postal : Naville — 1333-80 — Paris.

Envoyer toute la correspondance à

Pierre Naville, Secrétaire de la rédaction.

3^e année.

Juillet 1930.

Numéro 23.

AUTOUR DU XVI^e CONGRES DU P. C. RUSSE

	PAGE
L. TROTSKY Vers le capitalisme ou vers le socialisme? (fin)	451
L. TROTSKY Craquements dans l'appareil	461

LE DEVELOPPEMENT DE L'OPPOSITION COMMUNISTE DE GAUCHE ITALIENNE

1. BLASCO Les problèmes de la révolution en Italie et nos divergences	478
2. Lettre de la FRACTION DE GAUCHE italienne au Secrétariat International provisoire de l'opposition communiste	503
3. L. TROTSKY ... Lettre ouverte à la rédaction du journal communiste <i>Prometeo</i>	510
4. Réponse de la FRACTION DE GAUCHE à la lettre ouverte du camarade Trotsky	511
5. L. TROTSKY ... Nouvelle lettre aux camarades du groupe <i>Prometeo</i>	516
6. L. TROTSKY ... Réponse aux camarades de la nouvelle opposition du P. C. I.	520
LA VIE DE LA REVUE	460

Vers le capitalisme ou vers le socialisme ?

(FIN)

3. EN QUOI CONSISTE L' « EXAGÉRATION »

Dans sa « réponse aux camarades des kolkhozes », tellement longue et, à dire vrai, tellement ignare, Staline ergote au sujet de « certains » qui s'y sont mal pris avec le paysan moyen, et de « certains autres » qui se sont mal pénétrés du code des kolkhozes (code soit dit en passant, publié après les « exagérations ») — et sur le chagrin qui en est résulté pour la docte direction. Tout cela est fort intéressant et par endroit même touchant. Mais Staline ne dit cependant pas par quel moyen 40 0/0 de la classe paysanne (car sur les 60 0/0 collectivisés, avoués en mars, Staline fait déjà — ô ! sans nulle concession ! — une réduction de 20 0/0 !) arriveront à diriger d'énormes entreprises agricoles dépourvues de ce cheptel qui, seul, justifierait l'importance de pareilles entreprises, sans parler de leur forme sociale. Aussi grand que soit l'« individualisme » du paysan, devant des faits économiques aussi irréductibles, il est bien forcé de battre en retraite. On en trouve la preuve au cours de l'histoire du développement des coopératives paysannes même dans les pays capitalistes. Précisément le morcellement du processus de production mène à l'unification indispensable des fonctions de commerce et de crédit. Après la révolution de 1905, la coopération engloba dans la Russie des tzars des millions d'entreprises paysannes, mais cette coopération ne se bornait qu'aux opérations d'achat, de vente, de crédit et d'épargne, mais pas du tout de production. La cause de ce morcellement dans la production ne doit pas du tout être attribuée à des raisons psychologiques mais au caractère de l'outillage paysan et de ses méthodes de production : là l'git le nœud de son individualisme.

Lorsque, préparé par la situation impossible due au morcellement des entreprises paysannes et fouetté par le triple knout de la bureaucratie, le rythme inattendu de collectivisation démontra l'abîme qui existait entre les moyens de production et l'élan de collectivisation, on inventa une théorie justificative de secours, selon laquelle il fallait désormais considérer les grandes entreprises à base d'ancien cheptel comme étant des *manufactures socialistes*. Cela vous a un

petit air scientifique — mais la scolastique savait déjà que le changement de nom d'une chose n'en changeait pas la nature.

La « manufacture » agricole n'eût pu se justifier que par l'avantage pour la production des méthodes manufacturières de l'exploitation agricole, et non par la forme « collectivisée » des kolkhozes. Reste à savoir alors pourquoi jusqu'à ce jour cet avantage ne s'est pas manifesté? On peut, évidemment, toujours prouver, à force de combinaisons statistiques adroites, que même la collectivisation du primitif cheptel paysan peut avoir des avantages.

Cette pensée est actuellement ressassée sans fin dans les discours, les articles et les circulaires, mais on a bien soin de ne pas la confronter avec l'expérience vivante. La famille paysanne nombreuse est la forme la plus « naturelle » de toutes les collectivités. Or ce fut elle précisément qu'on s'acharna à détruire après Octobre. Est-il possible d'imaginer qu'on puisse sur les mêmes bases de production édifier une collectivité solide faite de familles qui ne se connaissent pas entre elles?

La coopération productive en grand et basée cependant sur un cheptel paysan fut déjà expérimentée dans le passé : ce fut le cas des propriétés seigneuriales données en exploitation aux paysans moyennant redevance en nature. Que vit-on? En règle générale ces propriétés étaient encore moins bien gérées que les propriétés paysannes. Après la révolution de 1905 ces propriétés se liquidèrent en masse et la Banque Paysanne les vendait par parcelles aux paysans. Ainsi la « coopération » de production basée sur la fusion des terres seigneuriales avec le cheptel paysan fut démontrée comme absolument inconsistante au point de vue économique.

Tout au contraire, la grande propriété basée sur l'exploitation par les machines et des assolements réguliers, etc., sortit indemne des secousses de 1905 et des années suivantes. Il fallut que la révolution d'Octobre vînt, qui la nationalisa. Il est vrai de dire que dans les cas précédents il ne s'agissait que des terres *seigneuriales*. Mais le danger consiste en ceci que lors d'une formation artificielle, c'est-à-dire trop précipitée, de grands kolkhozes où le travail de chaque paysan sera noyé dans le travail de dizaines et de centaines d'autres paysans comme lui et qui, comme lui, se servent d'un cheptel individuel — il se pourrait que l'exploitation de la terre, privée de l'initiative personnelle, fut encore inférieure à celle des exploitations paysannes individuelles.

Un kolkhoz basé sur la simple fusion de cheptels paysans est à l'exploitation agricole socialiste comme l'exploitation seigneuriale confiée au paysan moyennant redevance en nature est à la grande exploitation capitaliste. Cela équivaut à une condamnation impitoyable pour la malencontreuse idée de « manufacture socialiste ».

Echangeant la base matérielle des kolkhozes contre une « théorisation » de fantaisie, Boukharine explique qu'étant donné le re-

lèvement des rythmes agricoles sur ceux de l'industrie, « la reconstruction socialiste de l'économie rurale était la seule issue possible ».

Ainsi donc la collectivisation généralisée ne serait plus une étape qui prépare matériellement au développement des rapports de production au sein de l'économie rurale, mais l'unique « issue » des difficultés présentes. La question se trouve ainsi posée sous l'angle du finalisme administratif pur.

Boukharine a évidemment raison lorsqu'il dit que le processus actuellement en cours n'est pas un simple retour au « communisme de guerre ». Ce n'est en général d'aucune façon un retour au passé. Le tournant actuel est gros de conséquences importantes pour l'avenir. Mais toute la question est de savoir si les proportions, les rapports sont justes. Or en même temps que des promesses d'avenir socialistes, ce tournant comporte aussi des dangers directs et mortels. Boukharine ne fait que les effleurer en passant : « Par suite du développement des kolkhozes et des sovkhozes la demande gigantesque en machines compliquées, tracteurs, engrais chimiques, etc..., dépasse l'offre et nous voyons ici les « ciseaux » grandir et même très rapidement ». Ces lignes extraordinaires sont encadrées dans le texte d'un article triomphal sans aucun autre commentaire. Or l'augmentation de l'ouverture des « ciseaux » entre les fondations et la toiture ne peuvent rien signifier d'autre qu'un prochain effondrement de tout l'édifice.

Mettant en évidence l'importance d'une conception sous forme de plan préétabli pour la collectivisation agricole, et l'importance aussi d'un accord intime entre le kolkhoz de rayon, l'industrie et l'appareil soviétique administratif local, Boukharine dit : « Nous avons là dans sa forme naissante l'extinction future du bureaucratisme ». Oui, dans sa forme *naissante*. Mais malheur à celui qui prendra cette forme naissante pour une forme d'enfance, et la forme d'enfance pour une forme d'adolescence. Lorsqu'il n'est pas justifié par une base technique suffisante, le kolkhoz mène à la formation inévitable d'une bureaucratie économique parasitaire qui est la pire de toutes. Le paysan qui est, souvent, au cours de l'histoire, apparu comme le soutien passif de toutes sortes de formes du bureaucratisme étatique, ne supporte absolument pas l'ingérence de ce bureaucratisme dans l'économie de son exploitation individuelle — on ne devrait jamais perdre cela de vue.

La collectivisation doit avoir raison de la nature du paysan, dit Boukharine. C'est indiscutable. Mais pour cela il faut le tracteur, la charrue, mécanique et non leur « représentation idéologique ». L'amour platonique en matière de politique de production n'a jamais rien valu. Certes, la quantité de tracteurs, à l'heure actuelle absolument insuffisante, doit, conformément au plan, croître de plus en plus vite. Mais l'on ne peut édifier le kolkhoz présent sur des tracteurs futurs.

De plus les tracteurs exigent un carburant. Il est juste de leur destiner des espaces illimités, et c'est là un problème gigantesque à la fois de production, d'organisation et de transport. Mais le tracteur avec son carburant n'est encore que peu de chose par lui-même; il n'est fort qu'en tant que partie intégrante de toute une chaîne dont les autres chaînons sont faits des progrès généraux du développement technique. Tout cela d'ailleurs est réalisable. Tout cela sera réalisé. Mais encore y faut-il un « calcul exact des délais » — sans quoi l'opération économique fera faillite comme une simple opération militaire. Dans des conditions intérieures et extérieures favorables, les conditions matérielles et techniques de l'économie rurale durant les 10 ou 15 années à venir pourraient changer du tout au tout et assurer une base productive à l'œuvre de collectivisation. Seulement durant ces mêmes 10 ou 15 ans qui nous séparent d'un tel résultat il se pourrait aussi qu'on eût plusieurs fois l'occasion de renverser le pouvoir soviétique...

Hélas! à quoi servirait d'établir les responsabilités de Boukharine? Repoussant cette fois du pied gauche les mots réalistes, il s'élance en une « folle galopade » vers les hautes sphères de la spéculation métaphysique et nous nous attendons à le revoir bientôt répondre de la casse des pots staliniens; — mais Boukharine ne nous intéresse que peu.

La presse bourgeoise mondiale, du moins la plus perspicace, c'est-à-dire celle qui se trouve être la plus capable d'une provocation à long terme, avait répété sur tous les tons pendant que la collectivisation battait son plein, que cette fois-ci il n'y avait plus de retraite possible : ou bien l'expérience allait être tentée jusqu'au bout ou bien la dictature soviétique allait être tentée jusqu'à l'expérience « jusqu'au bout » ne pouvait être perdue; d'ailleurs, son point de vue, d'autre que la perte. De son côté la presse officielle soviétique, dès les débuts de la campagne de collectivisation, claironnait sans cesse le triomphe d'une avance ininterrompue, sans se retourner.

Staline appelait ouvertement les paysans pauvres à « exterminer sans pitié » le koulak... en tant que classe. Seule l'opposition de gauche apportait une note discordante, proclamant dès l'automne passé que dans le mélange des rythmes mal accordés gisait la cause d'une inévitable crise dans l'avenir le plus rapproché. Les événements ne tardèrent pas à démontrer que seules la presse capitaliste à un pôle, et la presse communiste de gauche à l'autre, savaient exactement ce qu'elles voulaient.

L'offensive, sur le front paysan, décéla bientôt ses antinomies, les poussant immédiatement à un degré extrême. Vinrent alors les accusations d'« exagération », les facilités d'abandon des kolkhozes, et, en fait, l'arrêt de la « dékoulakisation », etc... En même temps

défense absolue de nommer cette retraite — « retraite ». Et personne ne sait encore ce que demain nous réserve.

Or il faudra bien un jour établir le bilan. Si le parti qui domine ne le fait pas, cela se fera de soi-même, sur le dos de la dictature. Plus tôt, plus largement et plus hardiment aura lieu cette revision des « plans » — plus exactement : plus vite on affrontera un plan collectif général de mise en ordre de tout ce chaos de « succès » menaçants, moins douloureuse sera l'opération de redressement de toutes les erreurs commises, moins monstrueuses seront les proportions entre le développement de la ville et de la campagne et plus aisé sera-t-il d'atteindre des « délais » se rapprochant davantage des « délais » de la révolution européenne.

La retraite actuelle masquée de fables et de grandiloquence bureaucratiques est ce qu'il y a de pire. Le parti est inquiet — mais il se tait. Là réside tout le danger.

4. LE PARTI SEUL PEUT TROUVER UNE ISSUE

C'est dans une lutte constante entre différents partis et courants que la bourgeoisie a conquis le pouvoir et présidé aux destinées de la société; lutte qui prit souvent figure de guerre civile. Certes, le prolétariat est beaucoup plus homogène que la bourgeoisie, mais cette homogénéité n'est toutefois pas absolue. La bureaucratie ouvrière, outre qu'elle constitue un pouvoir qui permet l'influence du prolétariat sur les autres classes, constitue également un pouvoir d'influence des autres classes sur le prolétariat. C'est ici que viennent se placer les complications des rapports mondiaux qui diront leur mot décisif en dernière analyse. Tout cela au total explique suffisamment comment à la base de la révolution prolétarienne peuvent naître et se développer au sein du parti dirigeant de profondes discussions qui finissent par se transformer en véritables fractions. Une simpliste interdiction ne ferait rien à l'affaire.

Les méthodes de lutte inévitable — pour autant qu'elle soit guidée par l'intérêt sincère de la révolution — doivent réduire au strict minimum la dépense d'énergie en vue de déterminer la bonne voie à suivre. Or la bureaucratie stalinienne a cherché à se débarrasser tout simplement de tout l'effort politique qui résulte de l'existence d'un parti. Il se trouve que malheureusement la plus grande déperdition d'énergie résulte désormais d'une politique de zig-zags bureaucratiques. Ces derniers sont inséparables du régime de l'appareil qui échappe au contrôle du parti et esquive les responsabilités de ses propres fautes. Il serait faux de s'imaginer que la dictature prolétarienne ait droit à une quantité infinie de zig-zags. Au contraire, ce « crédit » historique est strictement limité.

Le congrès du parti ne s'est plus réuni depuis deux ans et demi durant lesquels la politique a brutalement varié à plusieurs reprises

et dans les questions les plus fondamentales. Et le congrès actuel, convoqué contre la volonté « d'en haut » n'est pas du tout considéré par l'appareil comme une échappatoire des difficultés internes mais comme un contre-temps fâcheux et un réel danger. Comment expliquer que lors de la guerre civile les congrès étaient convoqués chaque année et quelquefois deux fois l'an, tandis que maintenant, en période de paix, après les incontestables succès de l'industrie socialiste et après que — comme le prétend l'appareil — « la marche de la paysannerie au socialisme est chose assurée », comment expliquer que la vie interne du parti est arrivée à une telle tension qu'un congrès devient une charge, un mystère et un danger?

On pourra répondre que l'ennemi principal n'est point la bourgeoisie de l'intérieur mais celle de l'extérieur et qui, depuis la guerre, est devenue encore plus puissante. Et ce ne sera que la vérité. Mais le danger *extérieur*, alors que la base socialiste à l'intérieur s'est réellement consolidée, n'explique d'aucune façon la bureaucratisation du régime. Le régime socialiste pourrait fort bien lutter contre les ennemis extérieurs sur la base de la démocratie la plus large et la plus illimitée. Non; le fait que le régime intérieur empire systématiquement ne peut avoir que des causes *internes*. La pression extérieure ne s'explique que pour autant qu'elle s'exerce sur les rapports intérieurs entre les classes.

Quiconque explique et justifie la dépression du régime intérieur par la nécessité de lutter contre l'ennemi intérieur avoue implicitement par le fait même que le rapport des forces a évolué dans un sens qui n'est pas favorable au prolétariat et au parti. Serait-il possible qu'aujourd'hui le koulak présente un danger plus grand que n'en présentait jadis au temps de la guerre civile la bourgeoisie avec et y compris les mêmes koulaks, lorsque les vieilles classes possédantes n'avaient pas encore perdu leur assurance, escomptaient d'un moment à l'autre la chute du bolchévisme et possédaient encore leurs armées?

Ce point de vue serait complètement contradictoire avec l'évidence même. Et en tout cas la doctrine officielle qui règne actuellement lui serait tout à fait opposée, elle qui prétend ne rien voir d'autre tout autour d'elle que le rafermissement continu du secteur socialiste et l'évincement du secteur capitaliste.

On comprend d'autant moins alors pour quelle raison *tout* désaccord actuel avec la direction, c'est-à-dire avec la fraction stalinienne militarisée, tout essai de critique, toute proposition non prévue « en haut lieu » mène inmanquablement à une destruction organisatoire qui s'effectue en silence comme une pantomime; après quoi succède une liquidation « théorique » qui ressemble surtout à un enterrement rituel avec chants de prêtres et desservants pris dans les rangs des professeurs rouges. Avouer que le régime du parti actuel est le seul possible, c'est avouer la mort du parti et par consé-

quent de la révolution. Faudrait-il changer encore beaucoup pour décréter maintenant que les congrès du parti ne se réuniront plus désormais que lorsque « la nécessité s'en fera sentir » ?

Qu'apporterait de neuf cette mesure au sein du régime actuel ? Presque rien. Mais un appareil qui se voit forcé de trouver en son propre sein des sanctions contre soi-même ne peut échapper à la domination d'un seul. La bureaucratie a besoin d'un super-arbitre et en cette qualité elle délègue celui qui répond le mieux à son besoin de conservation. C'est en quoi consiste le *stalinisme* en tant que préparation au sein du parti du *bonapartisme*. Si le *centrisme* bureaucratique commence sa carrière en tant que courant entre deux eaux — entre les extrêmes du parti qui reflètent l'un la ligne petite-bourgeoise, l'autre la ligne prolétarienne — le *bonapartisme*, lui, est un appareil d'Etat ayant ouvertement rompu toutes attaches traditionnelles, y compris celles du parti, et qui évolue désormais « librement » entre les classes en tant qu'« arbitre » impérieux. Le *stalinisme* est une préparation au *bonapartisme*, d'autant plus dangereuse qu'elle en est plus inconsciente. Il est nécessaire de s'en rendre bien compte. Il en est surtout grand temps.

Où sont alors ces facteurs qui, malgré les succès économiques, ont contribué à aggraver la situation politique et forcé la tension du régime de la dictature ?

Ces facteurs sont de deux sortes : les uns ont leurs racines dans la masse, les autres dans les organismes du parti. Les philistins ont souvent répété que la révolution d'Octobre était le produit des « illusions » des masses. Ceci est vrai en ce sens que ni le féodalisme, ni le capitalisme n'ont éduqué les masses dans l'esprit d'une interprétation matérialiste de l'histoire. Mais il y a illusion et illusion. La guerre impérialiste qui a ruiné et saigné l'humanité eût été impossible sans les illusions patriotiques dont la social-démocratie fut le principal soutien. Les illusions des masses quant à la révolution d'Octobre consistèrent en ceci qu'elles exaspèrent les espoirs d'un rapide changement de leur sort. Mais vit-on jamais se faire quoi que ce soit de grand dans l'histoire sans ces sortes d'illusions créatrices ?

Il est cependant incontestable que la marche réelle de la révolution amène une usure de ces illusions des masses et défalque du compte total ce crédit *supplémentaire* que les masses ont ouvert en 1917 au parti dirigeant. En échange il s'ajoute par contre un acquis en fait d'expérience et de compréhension des forces réelles du processus historique.

Mais il ne faut jamais perdre de vue que la perte des illusions se réalise beaucoup plus rapidement que l'accumulation d'une compréhension théorique. C'est en cela que consiste une des causes principales des succès contre-révolutionnaires dans le passé, pour autant que l'on recherche ces causes dans les changements psychologiques qui surviennent au sein même des classes révolutionnaires.

Un autre élément de danger consiste dans la dégénérescence de d'appareil dictatorial.

La bureaucratie a reconstitué de nombreux caractères de la classe dirigeante et c'est bien ainsi que les considèrent les masses laborieuses. La lutte de la bureaucratie pour sa propre conservation étouffe la vie spirituelle des masses en lui inspirant des illusions nouvelles qui ne sont plus du tout révolutionnaires, et empêche de la sorte le remplacement des illusions perdues par une compréhension réaliste de ce qui se passe. Du point de vue marxiste, il est clair que la bureaucratie soviétique ne peut se transformer en une nouvelle classe dirigeante. Son adaptation et l'augmentation de son rôle social en tant que commandement, mène inmanquablement à une crise de la dictature qui ne pourra se résoudre que par une renaissance de la révolution sur des bases plus élevées ou par une restauration de la société bourgeoise. C'est précisément l'approche de cette alternative, ressentie par tous bien que non consciente dans tous les esprits, qui donne au régime actuel cette extrême tension.

Il est incontestable que dans la recrudescence de la bureaucratie viennent se refléter les contradictions générales de l'édification socialiste dans un seul pays.

En d'autres termes, même sous une direction saine, le bureaucratisme menacerait encore *dans telles ou telles autres limites*. Toute la gravité est dans ces limites et dans leurs délais. Admettre l'existence du capitalisme mondial et surtout européen durant de nombreuses années encore, signifierait que la chute du régime soviétique conduit à des écarts et des renversements contre-révolutionnaires du type thermidorien ou même directement bonapartiste.

Il ne faut jamais perdre de vue la possibilité de pareilles perspectives si l'on veut bien comprendre ce qui se passe. Toute l'importance est dans les *délais* que l'on ne peut cependant prévoir car ils dépendent du rapport des forces vives. S'il n'y avait eu la hon-teuse défaite de la révolution en Allemagne et en Chine, la situation mondiale serait aujourd'hui toute autre. Ainsi les conditions objectives nous ramènent toujours au problème de la direction. Et il n'y a pas seulement d'une question de personne ou de groupe (bien que cette questions soit loin d'être sans importance). Le problème est de la classe.

C'est précisément sous cet angle que se pose la question du régime du parti communiste russe et de l'Internationale Communiste. On nous communique une nouvelle théorie de quelques éléments errants de l'opposition (Okoudjava et autres), selon laquelle de la politique stalinienne de « gauche » actuelle devra « éclore » tout seul un régime plus sain. Ce fatalisme optimiste est la pire des caricatures du marxisme. La direction actuelle n'est pas une feuille de papier blanc. Elle a son histoire intimement liée à sa « ligne gé-

à propos de la
Bureaucratie
soviétique

nérale » et dont on ne peut la séparer. L'histoire du régime stalinien consiste en l'histoire de ses fautes sans précédent et des ravages qu'elles ont causées dans le prolétariat. Le tournant à « gauche » de la direction actuelle est entièrement fonction du cours à droite d'hier. Plus brusque fut ce tournant, plus impitoyable se fit la pression bureaucratique, de manière à ne pas laisser au parti le temps de s'y reconnaître dans les contradictions qui surgissaient entre hier et aujourd'hui.

Le développement stérilisant de l'appareil du parti n'est pas tout simplement le produit des contradictions objectives mais le résultat de l'histoire concrète de cette direction *bien précise* à travers laquelle ces contradictions sont venu filtrer. C'est dans cette direction avec sa sélection artificielle des individus dans le haut et dans le bas que se trouvent cristallisées toutes les fautes du passé et enfermées toutes les fautes futures. Et principalement c'est à la base de cette direction que se trouve sa dégénérescence bonapartiste.

C'est sur cette voie que se trouve le danger le plus menaçant, le plus aigu et le plus immédiat pour la révolution d'Octobre.

Les zig-zags de gauche ne signifient aucunement que la direction centriste est en mesure de se transformer en direction marxiste par la vertu de ses seuls efforts bureaucratiques intérieurs. Les zig-zags de gauche signifient toute autre chose : tant dans les conditions objectives présentes que dans l'esprit qui règne solidement au sein de la classe ouvrière, une profonde résistance au courant thermidorien se fait jour ; le passage vers ce cours thermidorien n'est pas possible sans véritables soulèvements contre-révolutionnaires. Bien qu'elle tienne le parti à la gorge, la direction ne peut s'empêcher de se pencher sur lui car par son canal — aussi incomplètement et sourdement que ce soit — viennent des avertissements et des rappels de la part des forces de classe. La discussion des problèmes, la lutte idéologique, les conférences et les congrès ont fait place à une agence de renseignements à l'intérieur du parti, à l'espionnage des communications téléphoniques et la censure des correspondances. Mais même par ces voies détournées la pression de classe se fait sentir. Cela signifie que les sources du tournant de gauche et les causes de sa brusquerie se trouvent hors de la direction. Cette dernière ne conditionne que l'irréflexion, le suivisme et le manque de sérieux de ce tournant de gauche.

Faire la paix avec la direction tout simplement parce que, n'ayant point reconnu ni compris ses fautes, elle a tourné sur son axe sous la pression des événements extérieurs et va accumuler de nouvelles fautes dans une nouvelle direction — c'est prouver qu'on n'est qu'un misérable habitant incapable même de se hausser au grade de fonctionnaire et qu'on n'est en tout cas pas un révolutionnaire. Mais peut-être que vraiment il n'existe pas « d'autre voie », comme le prétendent Radek, Zinoviev, Kamenev, Smilga et autres

idéologues? Leur désillusion ne peut être interprétée que comme une conviction de ce que la révolution est quand même perdue et que puisqu'il faut mourir, autant vaut mourir avec le « peuple ». Nous ne pouvons rien avoir de commun avec une mentalité défaitiste aussi pourrie.

Il n'est nulle part écrit ni démontré que le parti actuel, inexistant en ce moment précis en tant que parti, mais cependant capable de faire faire à la direction une volte-face de 180° ne pourrait pas, doué même d'un certain esprit d'initiative, se régénérer intérieurement au moyen d'une profonde réorganisation des forces à base d'une analyse collective du chemin parcouru. Des organismes beaucoup plus vieux et plus desséchés que le parti communiste ont déjà montrés dans l'histoire leur capacité de résurrection et de renouvellement par la voie d'une profonde crise interne.

Voilà comment — et seulement de cette façon — se pose pour nous le problème à l'échelle nationale et internationale. Le point de vue de l'opposition n'a rien de commun avec la métaphysique satisfaite du camarade Okoudjava et d'autres, car elle présuppose une lutte vive des tendances et conséquemment une activité supérieure de l'opposition de gauche. Seuls les banqueroutiers politiques se débilitent de leur poste aux heures critiques, endossant les responsabilités à la marche objective des événements et cherchant une consolation dans des oracles optimistes. L'esprit grégorien et le suivisme caractérisent à merveille les périodes de dépression et de transformation. C'est en luttant contre eux qu'est né le bolchévisme. L'opposition de gauche continue sa ligne historique. Son devoir est non point de se diluer dans le centrisme mais de renforcer son activité sur toute la ligne.

L. TROTSKY.

Prinkipo, 25 avril 1930.

Un craquement dans l'appareil

(Une explication populaire des droites et des gauches)

Dans la *Pravda* du 30 Mars, on trouve un article de Yaroslavsky intitulé « De la Gauche à la Droite ». L'article est consacré au « passage » de l'opposition de gauche... dans le camp de la social-démocratie. Comment des gens qui depuis plus de deux ans ont été emprisonnés et exilés pour activité « contre-révolutionnaire » et même pour « la préparation d'une lutte armée contre le gouvernement soviétique » (motif officiel de l'exil de Trotsky), comment ces « contre-révolutionnaires » d'autrefois peuvent-ils, seulement aujourd'hui commencer à « passer » dans le camp social-démocrate, cela reste un problème. Mais, ce qui est clair, c'est que Yaroslavsky doit encore s'exténuer à trouver une explication scientifique pour l'article 58 du Code criminel qui sert de base à la persécution de l'opposition. Cette recherche d'une explication prend maintenant un caractère particulièrement bruyant car il y a un craquement dans l'appareil et il doit être étouffé.

Ce n'est pas par hasard qu'on a lancé Yaroslavsky contre l'opposition alors qu'il y a dans le Parti des gens plus qualifiés. Mais à présent, les plus savants, les plus intelligents, les plus consciencieux non seulement ne veulent pas être les suiveurs de Yaroslavsky mais encore ne peuvent pas ou, en partie, n'osent pas exprimer leurs idées à haute voix, ou autrement sont simplement troublés. Les Yaroslavsky ne sont pas troublés car il n'y a rien de troublé en eux. Voici pourquoi la défense de la politique stalinienne est confiée à Yaroslavsky et il donne, notons-le en passant, un exemple remarquable de la pourriture dont se nourrit maintenant le parti.

Si, par exception, nous nous arrêtons cette fois à l'article de Yaroslavsky, c'est parce qu'avec toute son insignifiance, il est symptomatique et montre très bien à quel endroit, selon une expression allemande, la chaussure de Staline le blesse.

LE RYTHME DE L'INDUSTRIALISATION

Il y a plusieurs mois, nous écrivions à des camarades en URSS que les indices d'une trop grande allure de l'industrialisation se multipliaient. Citant notre *Bulletin*, Yaroslavsky écrit que cette appréciation « n'est en aucune façon différente de ce qu'écrivent les mencheviks ». En aucune façon différente! Yaroslavsky ne soupçonne pas que la question des rythmes justes ou faux, réels ou non réels existe en elle-même, indépendamment de ce qu'en disent les men-

cheviks, et est résolue en liaison avec des facteurs matériels et d'organisation et non des citations de journaux, par dessus le marché falsifiées. Au moment où les oppositionnels combattaient pour un rythme plus grand de l'industrialisation (1923-1929), la presse bourgeoise du monde entier, alliée à la social-démocratie, suivait les traces de Staline, répétant l'accusation que les oppositionnels étaient « romantiques », « fanatiques » et « superindustrialistes ». En 1923-25, nous prouvions que même après l'épuisement des moyens de production d'avant la Révolution, l'industrie soviétique pourrait avoir une augmentation annuelle de 20 %. Nous soutenions cette thèse par des considérations économiques que nous ne citerons pas ici (voir *Vers le socialisme ou vers le capitalisme?* Librairie du Travail, 1928). Une année après, le Gosplan (Commission du plan d'Etat) accouchait du plan de cinq ans. Selon ce plan, le développement de l'industrie devait aller de moins en moins vite, de 9 à 4 % par an. L'opposition condamna impitoyablement ce plan. Elle fut accusée de « démagogie ». Une année après, le Bureau Politique approuva un nouveau projet de cinq ans avec une augmentation annuelle de 9 %. Le 15^e Congrès du Parti approuva la correction du taux d'augmentation et condamna l'opposition pour « manque de foi » et « scepticisme ». Cela n'empêcha pas l'opposition de condamner formellement le nouveau plan quinquennal. Une année et demie plus tard, le Gosplan sortit un troisième plan quinquennal avec un accroissement annuel de 29 %. Celui-ci coïncidait, beaucoup plus étroitement qu'on aurait pu le croire, avec les prévisions hypothétiques de l'opposition en 1925 et réfutait pleinement la clameur précédente sur le romantisme et la démagogie industrielle. Telle est le bref résumé de la question. L'augmentation actuelle de l'industrie à la première année du plan quinquennal (1928-29) dépassait le plan d'environ 10 %. Immédiatement, la direction décida, se basant sur ce succès, d'achever le plan quinquennal en quatre ans. Contre cela l'opposition émit un avis de « droite » cette fois. Quelles étaient nos raisons?

a) Il est impossible qu'il n'y ait pas de disproportions dans le projet du plan quinquennal. Avec la réalisation du plan, elles s'accumuleront et pourront se manifester promptement sinon dans la première, du moins dans la seconde ou troisième année du plan qui auront pour résultat l'arrêt de l'accroissement. Avant que l'industrie n'acquière une vitesse supplémentaire, nous devons, parlant en termes militaires, examiner attentivement toutes les limites et connexions avec toutes les branches de l'industrie qui s'interpénètrent.

b) La diminution inévitable de la qualité des produits qui est extrêmement basse, est un grand danger non seulement pour le consommateur mais pour l'industrie, car elle est, elle-même, le principal consommateur de produits. De la basse qualité doit inévitablement résulter un grand déclin dans la quantité de la production.

c) La question du rythme du développement industriel ne doit pas être séparée de la question du niveau de vie des masses travailleuses, parce que le prolétariat est la principale force de production et seul un niveau de vie matériel et culturel du proléta-

riat suffisant peut garantir un rythme futur élevé de l'industrialisation. Nous considérons cette question comme étant d'une importance suprême.

Voilà les trois principales considérations qui poussèrent l'opposition à élever une protestation motivée contre la téméraire poursuite de rythmes qui remplaçait la lenteur économique de la période antérieure. Si, en 1923-28, le Bureau Politique du Parti, ne comprenant pas les *prodigieuses possibilités* inhérentes à l'industrie nationalisée et aux méthodes régularisées de production, était prêt à adopter l'idée d'un accroissement de 4 à 9 %, maintenant, ne comprenant pas les limites matérielles de l'industrialisation, il fait sans réflexion un saut de 20 % à 30 %, essayant aventureusement de transformer chaque réussite partielle et temporaire en une règle absolue et négligeant complètement l'interdépendance des différentes phases du processus industriel.

Quand nous réclamons un abandon de la course formelle à la quantité et une amélioration actuelle de la qualité, cela signifie-t-il que nous voulons reculer la portée des succès actuellement accomplis? Quand nous demandons l'utilisation d'une partie de l'accumulation pour les besoins actuels des travailleurs, cela signifie-t-il que nous mettons en danger l'industrialisation? Quand nous demandons qu'avant de changer en une loi d'airain les 30 % d'augmentation annuelle, on examine les relations entre les différentes branches de l'industrie et de l'économie nationale, considérées comme un tout du point de vue de la productivité du travail, des coûts de production, cela signifie-t-il que nous exigeons une retraite sur l'ancienne position de Staline?

Si la question est vraiment si simple, pourquoi alors s'arrêter à 30 %. 50 % sont encore plus. Quiconque ne désire pas tirer « en arrière » doit inscrire sur son drapeau au moins 75 %. Ou peut-être 30 % est-il destiné à être la règle? Destiné par qui? Destiné comment? Les malheureux dirigeants sont arrivés simplement à ce règlement en se livrant à lui aveuglement au début de l'accomplissement du plan de 20 % qu'eux mêmes combattaient avec becs et ongles depuis plusieurs années. Maintenant il apparaît que 30 % est le léninisme. Quiconque dit à des opportunistes effrayés : ne perdez pas la tête, ne jetez pas l'industrie dans une crise sévère n'est, ne le voyez-vous pas, « en aucune façon différent de la social-démocratie ». En aucune façon différent! Ces gens ne sont-ils pas bouffons?

COLLECTIVISATION

Les choses vont encore plus mal si possible avec la politique paysanne. Depuis un certain nombre d'années le Bureau Politique fondait sa politique agraire sur l'idéalisation du puissant paysan moyen et en général sur l'économie paysanne individuelle. On négligeait simplement le koulak, on le déclarait insignifiant jusqu'à ce qu'il ait concentré dans ses mains 40 % du froment pour le marché et, en plus, acquis la domination sur le paysan moyen. Ayant créé ses propres liaisons et canaux économiques il refusa le blé à l'in-

dustrie étatique. Ensuite (pour être exact, après le 15 février 1928), la direction, attardée et apeurée, frappa le koulak avec la tempête des répressions administratives qui entravèrent immédiatement la circulation des marchandises paysannes, liquidèrent pratiquement la NEP et chassèrent dans une impasse le paysan moyen. Quand nous disons que cette impasse fut le point de départ d'un nouveau chapitre dans la collectivisation nous ne découvrons ou n'inventons rien de nouveau. Nous répétons simplement ce que la presse officielle soviétique a admis de nombreuses fois. Si Yaroslavsky gémit que « pas un réactionnaire n'en est venu à penser à une explication aussi abominable » cela montre simplement, qu'étant absorbé par la lecture de la correspondance oppositionnelle, le pauvre homme ne lit pas les articles économiques dans la presse soviétique. Yaroslavsky s'agite particulièrement quand nous disons que les paysans moyens ont flotté entre la collectivisation et la guerre civile. Il appelle ça un « reniement complet » (le vocabulaire de ce mouchard n'est pas très riche). Mais la presse soviétique entière est pleine d'informations annonçant que les paysans, les paysans moyens, exterminent avec rapacité et vendent leur bétail inventorié. Tous les dirigeants nomment « menaçante » cette situation. Les journaux expliquent le cas par l'influence des koulaks. Cela ne signifie certainement pas une influence idéologique mais des liens économiques entre le koulak et le paysan moyen, une certaine interdépendance de toute l'économie paysanne, marché aussi bien que marchandises et finances. Dans la vente massive des bestiaux, phénomène général, nous ne voyons rien d'autre qu'un sabotage, l'aspect calme d'une guerre civile. D'autre part, le mouvement des fermes collectives (kolkhozes) a aussi un caractère de masse. N'est-il pas clair que la double nature du paysan moyen, combinant en lui-même un travailleur et un marchand a atteint dans l'étape présente son expression la plus contradictoire? Le paysan moyen oscille entre la collectivisation et la guerre civile et à un certain degré les combine. C'est là que repose la difficulté de la situation et son danger. Il décuclera si nous ne le comprenons pas à temps.

LA PLATE-FORME DE L'OPPOSITION

Dans les années où les trois quarts du Bureau Politique et les 90 % de l'appareil gouvernemental s'orientaient sur le « paysan puissant », — c'est-à-dire sur le koulak — l'opposition demandait des mesures énergiques pour la collectivisation de l'agriculture. Rappelons que dans la plate-forme de l'opposition ces demandes trouvaient l'expression suivante :

« Aux tendances grandissantes du fermier au village, nous devons opposer une marche plus rapide de la collectivisation. Il est nécessaire de rendre systématiques les avances pour l'aide aux paysans pauvres organisés collectivement ». (*Plate-forme de l'Opposition Russe*, p. 24).

Et plus loin :

« Nous devons investir de plus grands moyens dans les Sovkhoz et Kolkhozes (fermes soviétiques et collectives). Nous devons

donner le maximum de privilèges aux kolkhoz nouvellement organisés et autres formes de collectivisation. Aucune personne privée de droit électoral ne peut être membre d'un kolkhoz. Tout le travail de coopération doit se pénétrer de la tâche qu'il faut transformer la petite production en une production collective à grande échelle. Il est nécessaire de faire triompher une ligne de classe stricte dans l'approvisionnement de machines, surtout d'engager une lutte contre les groupes propriétaires, par fraude, de machines ». (*Plate-forme*, p. 26).

Nous ne déterminions pas à l'avance le rythme de la collectivisation, parce que c'était pour nous (cela le reste encore) une proposition secondaire en relation avec le rythme de l'industrialisation et une série d'autres facteurs économiques et culturels.

Le plan du Bureau Politique, deux ans plus tard, fixa la collectivisation à un cinquième des paysans durant le plan quinquennal. Nous supposons que ce chiffre n'est pas simplement apparu en rêve à Krijanovsky, mais fut basé sur des considérations technique et économiques. En fut-il ainsi ou non?

Néanmoins, durant la première année et demie, 3/5 de la paysannerie furent collectivisés. Même si nous affirmons que ce mouvement de collectivisation est un complet triomphe du socialisme, nous devons simultanément déclarer la complète banqueroute de la direction, car l'économie de plan présuppose que la direction prévoit dans une certaine mesure les processus économiques fondamentaux.

Néanmoins, il n'y a pas même une suggestion de cela. Boukharine, le nouveau, reconstruit, complètement collectivisé et industrialisé Boukharine, admet dans la *Pravda* que la nouvelle étape de la collectivisation se développait hors des mesures administratives dans la lutte pour le pain et que cette étape n'était pas prévue par la direction « dans toute sa réalité ». Cela n'est pas trop mal établi. Les erreurs de rythme qu'ils firent dans les considérations sur le résultat du plan, se chiffrent en tout et pour tout à 1.000 %. Et dans quelle sphère? Non dans la production des dès à coudre, mais dans la question de la transformation socialiste de l'agriculture toute entière. Il est clair que Staline et Yaroslavsky ne prévirent pas, réellement, grand'chose de cette « réalité ». Boukharine a raison ici. Comme on le sait bien, nous ne suspectâmes jamais la présente direction d'avoir trop de perspicacité, mais jamais ce genre d'erreur n'aurait pu voir le jour si la collectivisation était née de la conviction des paysans, acquise par l'expérience des avantages d'une grande économie collective sur l'économie individuelle.

COLLECTIVISATION ET AVENTURISME

Bien entendu, nous ne doutons pas un moment du sens profondément progressiste et créateur de la collectivisation. Nous sommes prêts conditionnellement à prétendre que dans ce but, cela correspond à l'essor du plan quinquennal. Mais d'où est sorti le succès supplémentaire de 1.000 %? Cela doit être expliqué. Prétendons-nous que le travail des kolkhozes durant les douze années précé-

dentes fut si brillant que cela pût convaincre la paysannerie entière non seulement des avantages mais encore de la possibilité d'une collectivisation générale? Il est clair qu'un tel genre de conviction ne peut se développer qu'au moyen de kolkhozes établis sur des tracteurs et autres machines. Il est permis de prétendre que l'écrasante majorité des paysans moyens reconnaît aujourd'hui les avantages du travail de la terre à l'aide des tracteurs. Mais de ce fait on ne peut encore procéder à une complète « tractorisation » car nous avons besoin non seulement de la conviction, mais du tracteur lui-même. Les autorités ont-elles prévenu les paysans des possibilités actuelles de la technique? Non! Au lieu de restreindre une collectivisation panique, ils l'ont étendu par leur folle pression. Il est vrai que maintenant, afin de défendre l'erreur du rythme de 1.000 %, on a créé une nouvelle théorie qui fait des ressources techniques une question de dixième ordre et proclame que l'agriculture socialiste (« du type de la fabrique ») peut être créée sans égard aux moyens de production. Nous sommes, cependant, déterminés à rejeter cette théorie mystique. Nous ne croyons pas à une telle conception du socialisme. De plus, nous déclarons une guerre sans merci à cette mythologie parce que la déception inévitable des paysans menace de créer une réaction sévère contre le socialisme en général et cette réaction peut aussi embrasser des couches considérables de travailleurs.

Staline inaugure sa dernière retraite — qu'il prévoyait aussi peu qu'il a prévu la complète collectivisation une année et demie plus tôt — quand il fut occupé avec sa « théorie » triviale de l'inopportunité d'un régime socialiste pour la basse-cour des paysans. Les dernières dépêches annoncent que Staline a réussi à parcourir une distance considérable — non en avant (ô, sage Yaroslavsky) mais en arrière. D'une collectivisation à 60 %, à une autre à 40 %. Nous ne doutons pas qu'en fin de compte il aura encore à retirer un considérable pourcentage de plus — toujours à la fin du processus actuel. Prévoyant cela il y a plusieurs mois — en pleine fureur de la poussée de collectivisation — nous mettions en garde contre les conséquences de l'aventurisme bureaucratique. Si le Parti avait lu nos avertissements tels qu'ils étaient vraiment, et non dans les déformations tardives de Yaroslavsky, beaucoup d'erreurs auraient été, sinon évitées, du moins grandement réparées.

NOTRE MOT D'ORDRE DE COLLABORATION AVEC L'UNION SOVIÉTIQUE

L'approche de la crise dans l'économie soviétique coïncide avec la crise grandissante du monde capitaliste. Cette coïncidence a en dernière analyse des causes communes. Le capitalisme mondial a survécu, lui-même, mais l'entrepreneur n'est pas encore prêt pour ce travail. La crise de l'économie soviétique, si nous laissons de côté les erreurs de la direction, est la conséquence économique de l'isolement de l'U.R.S.S. Cela tient réellement au fait que le prolétariat mondial n'a pas encore balayé le capitalisme. Le problème de la révolution prolétarienne est le problème de l'organisation d'une

économie socialiste à l'échelle mondiale. Pour l'Europe, dont le capitalisme est trop mûr et malade, la révolution prolétarienne signifie d'abord l'unification économique du continent. Le seul chemin auquel nous pouvons et devons préparer, pour la prise du pouvoir, les ouvriers européens est de leur révéler les incommensurables avantages d'une économie socialiste justement dirigée pour toute l'Europe et, plus tard, pour le Monde. Le mot d'ordre des Etats-Unis soviétiques d'Europe qui est plus impérieux que jamais n'est cependant pas adopté dans sa forme politique abstraite. Ce mot d'ordre doit avoir un contenu économique concret. L'expérience économique de l'Union soviétique est pleinement suffisante pour créer un exemple de plan basé sur la collaboration de l'U.R.S.S. avec les pays industriels d'Europe. Dans l'analyse historique finale, c'est la seule issue pour l'U.R.S.S. de ses contradictions internes croissantes. L'Europe n'a pas non plus d'autre voie hors de la crise (chômage, oppression grandissante des Etats-Unis et perspective de guerre).

Le problème de la collaboration dans son ensemble ne peut être résolu que par une révolution prolétarienne et à travers la création des Etats Unis soviétiques d'Europe qui, grâce à l'Union soviétique, seront reliés à l'Asie libérée. Les ouvriers Européens doivent être conduits par cette perspective. On doit la présenter avec un plan clair et large de collaboration économique fondé sur les coefficients d'augmentation exceptionnellement élevés obtenus même dans une Russie isolée et arriérée. C'est la signification révolutionnaire immense du mot d'ordre de collaboration économique avec l'U.R.S.S., s'il est amené correctement, c'est-à-dire d'une manière révolutionnaire.

Dans les circonstances présentes, ce mot d'ordre est par dessus tout une des armes les meilleures pour la mobilisation des chômeurs et des ouvriers qui leur sont liés. Il n'exprime pas simplement une possibilité de commercer avec l'Union soviétique, aussi importante que cette question soit en elle-même, mais la porte de sortie de l'impasse historique et la possibilité d'une Europe unifiée. Avec cette sorte de plan « supra-national » concret, basé sur notre propre expérience, les ouvriers communistes peuvent et doivent approcher des ouvriers social-démocrates. Dans les conditions de la crise, c'est le rapprochement le plus important du problème de la reconstruction socialiste de l'Europe. Avec l'application juste de la politique du front unique, le mot d'ordre de collaboration avec l'U.R.S.S., et de transformation économique de l'Europe, on approfondit la brèche qui séparerait de larges couches d'ouvriers socialistes de leurs leaders actuels.

Mais pour cela, nous devons avant tout liquider, rejeter et condamner la théorie du socialisme dans un seul pays. Nous devons faire comprendre au prolétariat mondial que les Russes ne construisent pas une maison socialiste pour eux-mêmes et qu'une telle construction à l'échelle nationale est généralement impossible. Ils construisent un mur national pour la maison socialiste d'Europe et plus tard du Monde. Le plus dur sera, ultérieurement, de lever ce mur, car il peut s'effondrer sans la construction, en temps utile, d'autres murs. Il ne peut pas être question d'élever un toit

sur le mur national. Nous devons débiter avec le travail simultané dans d'autres pays suivant un plan commun. Ce plan doit être proposé par le gouvernement des Soviets, à tout prix, dans ses lignes principales, comme un plan de croissance puissante matérielle et spirituelle des peuples d'Europe et du monde entier.

Voilà ce que signifie le mot d'ordre de collaboration économique avec les Soviets, et sa forme développée dans les circonstances historiques présentes. Mais une telle politique présuppose une révision radicale de la théorie et de la politique de la direction soviétique. Les Yaroslavsky sont très peu qualifiés pour une telle politique.

DE LA GAUCHE OU DE LA DROITE

Comme il n'était pas difficile de le prévoir, Yaroslavsky « prouve » maintenant que l'opposition de gauche a tourné vers la droite. Quand nous avons bataillé contre le taux de 4 % d'élévation du développement industriel, pour un taux de 20 % — nous étions des « ultra-gauches ». Lorsque nous demandons que l'on ne dépasse pas le taux de 30 % qui diminue la qualité de la production et demande un effort trop grand aux travailleurs, nous sommes... des « droitiers ».

Quand nous demandions, contre la politique thermidorienne de confiance envers la forte paysannerie moyenne, une politique de collectivisation, — on nous dénonça comme des « ultra-gauches ». Quand, sous forme d'une propagande anti-religieuse, nous dénonçons le mythe d'un début du socialisme sans faux pas, nous sommes... des « droitiers ».

Surtout depuis que les pieds de Molotov sont devenus la mesure de toutes choses, les questions sont très simplement tranchées.

Tous les mencheviks, piaille Yaroslavsky, s'élèvent contre le rythme actuel de l'industrialisation et de la collectivisation. Il est donc clair que l'opposition partage le point de vue menchevik. Yaroslavsky veut effrayer quelqu'un. Est-ce nous? Nullement, — il essaye d'intimider son propre peuple — parce qu'il entend un craquement dans l'appareil.

Le menchevisme est pour le retour de l'U.R.S.S. au capitalisme, qui devrait, pour la satisfaction des mencheviks, être couronnée par une démocratie bourgeoise. C'est ainsi que les mencheviks ont défendu le programme stalinien d'hier pour l'industrialisation contre la plate-forme de l'opposition, voyant dans ce programme les éléments d'un « réalisme » économique et déclarant notre plate-forme « romantique ». Voilà la vérité historique. Il va de soi que les mencheviks sont, aujourd'hui aussi, pour une diminution des rythmes de l'industrialisation. Cela veut-il dire que du point de vue marxiste, les rythmes de l'industrialisation n'ont, d'une manière générale, aucunes limites?

Il est remarquable que dans le même article, Yaroslavsky cite avec grande satisfaction le vieux socialiste révolutionnaire Minor, qui, dans un récent meeting à Paris, a parlé avec sympathie de la collectivisation en U.R.S.S. En se plaçant à un point de vue personnel,

il est certain que la déclaration de Minor lui fait honneur, parce qu'elle révèle en lui une conscience socialiste et un effort de compréhension des événements, affranchi des méchants préjugés d'un petit bourgeois offensé. Mais au point de vue politique, on ne doit pas oublier un instant que Minor est un des plus anciens populistes (Narodniki) et que tout son passé est un passé de lutte contre les idées marxistes.

Combien de lances les marxistes n'ont-ils pas rompues dans leur lutte contre les utopistes du populisme au sujet de la construction du socialisme sur la base de la commune agricole primitive et de la charrue ancestrale. Le socialisme agraire a un cachet aventuriste chez « les socialistes révolutionnaires » de gauche et un caractère bureaucratique avec leur droite. La politique stalinienne joint l'aventurisme à la bureaucratie. Rien d'étonnant à ce que Minor trouve dans le Stalinisme nouveau-genre des reminiscences de son passé.

Une des définitions possibles du bolchévisme, c'est qu'il a mis en pratique la plus remarquable synthèse de la réforme et de la révolution. La social-démocratie était d'abord pour les réformes, contre la révolution. Maintenant elle est aussi contre les réformes par peur de la révolution. De toutes façons, elle est toujours contre la révolution. En résulte-t-il que la négation du caractère révolutionnaire de la situation à un moment donné soit du menchevisme? Les mencheviks étaient opposés à la révolution d'Octobre, en même temps que Zinoviev, Kamenev, Rykov, Milioutine et consorts. Les mencheviks étaient opposés à l'offensive révolutionnaire en Allemagne, en 1923 (en même temps que Staline). Les mencheviks étaient opposés à la rupture avec le Kuomintang et à l'édification des Soviets en Chine en 1925-27, soutenant ouvertement Staline contre nous. Notre revendication d'une déclaration de guerre au Conseil général des Trade-Unions pendant la lutte minière en Angleterre en 1926, les mencheviks en même temps que Staline, l'interprétaient comme une « aventure ».

Mais d'un autre côté les mencheviks étaient contre l'insurrection en Esthonie en 1924, contre l'aventure terroriste en Bulgarie, contre le soulèvement de Canton en 1927. S'ensuit-il que nous devrions défendre les soulèvements aventuristes ou les fomenter?

Dans notre ouvrage sur « la troisième période » nous avons démontré par les faits et par les chiffres la criminelle imbécillité de Molotov et compagnie, déclarant la France au seuil de la révolution. Les réformistes et les capitalistes peuvent essayer de s'agripper à nos chiffres en guise de consolation. S'ensuit-il que nous devions ignorer les faits et les chiffres, que nous devions souffler notre lanterne et errer dans les ténèbres?

Par cette revue brève et incomplète, nous pouvons voir à tous les moments critiques des treize dernières années les mencheviks, en même temps que les épigones, nier le caractère révolutionnaire de la situation toutes les fois qu'il en était vraiment ainsi. Dans tous ces cas ils nous trouvèrent contre eux. D'un autre côté leur jugement de façon purement épisodique et formelle, vint à « coïncider » accidentellement avec le nôtre, dans des cas où les menche-

viks condamnaient une insurrection, tandis que nous étions amenés à nier l'existence de conditions favorables pour le succès de cette insurrection. C'est ce qui arrive maintenant dans la question des rythmes d'industrialisation et de collectivisation.

QUEUISME OU AVENTURISME

Quelques camarades sont troublés par notre accusation lancée contre le présent cours stalinien d'être un *aventurisme d'ultra-gauche*. Un de nos amis prouve que la collectivisation totale de la part de la direction n'a pas eu un caractère aventuriste mais un caractère purement « queuiste » (que ce fut une politique à la remorque des événements). Il n'y a pas ici de contradiction. Le « queuisme » toujours et inévitablement aboutit à l'aventurisme d'ultra-gauche, c'est-à-dire comme son supplément.

La régénération du bolchévisme a pour but la séparation absolue des éléments opportunistes et du pur « révolutionnisme ».

Il ne faut pas oublier qu'il y a deux sortes d'aventurisme. L'un exprime l'impatience révolutionnaire de l'avant-garde et consiste à aller de l'avant trop précipitamment, le second exprime le désespoir politique de l'arrière-garde nonchalante. Dans les manifestations d'avril et de juillet 1917, certains bolchéviks introduisirent certainement un élément aventuriste. Les mêmes tendances exprimées bien plus fortement et ayant des conséquences bien pires peuvent être observées dans le soulèvement des Spartakistes de 1919, lorsqu'ils tentèrent d'assaillir l'Assemblée Constituante. D'autre part, la tactique de la direction allemande pendant les journées de mars 1921 fut la tentative d'établir l'insurrection sur une vague déclinante. La tactique de la direction ultra-gauche allemande en 1924 fut un supplément aventuriste du queuisme de 1923. Le soulèvement de Canton de 1927 fut une transformation aventuriste de l'opportunisme de 1925-27 et en liaison avec celle-ci l'exemple classique du désespoir de l'arrière-garde.

Le mouvement des paysans vers les exploitations collectives, résultant de la combinaison de motifs économiques et administratifs, a acquis un caractère de masse. La politique de la bureaucratie fut, au fond, un exemple de queuisme. Mais la bureaucratie non seulement proclama cette politique comme sa plus grande victoire — trop vite est trop vite! s'écria le perroquet, lorsque le chat le tira par la queue — mais elle déploya en plus une pression folle sur la paysannerie sous le mot d'ordre de la liquidation des classes. Le queuisme se transforma directement en aventurisme.

Cet aventurisme peut-il être appelé de l'ultra-gauchisme et peut-on dire que nous, l'opposition, l'attaquons de droite? Stratégiquement cela n'aurait, évidemment, aucun sens, car les zig-zags tactiques de Staline sapent la stratégie révolutionnaire de classe. Mais tactiquement nous avons néanmoins, du côté des Stalinistes cette fois, non pas un zig-zag de droite, mais d'ultra-gauche — on ne peut pas l'appeler autrement.

Au troisième Congrès de l'I. C., lorsque nous élaborions notre ligne tactique et stratégique, nous rejetâmes l'aventurisme ultra-

gauchiste de Zinoviev, Bela-Kun, Maslov et autres. Lénine ne craignait pas du tout de dire qu'il les critiquait cette fois de la droite. Certains de nos amis en furent déconcertés. Le fétichisme des paroles est une fâcheuse maladie.

Le cours de droite en tant que *ligne stratégique* c'est la confiance en l'élément représenté par le fermier capitaliste du village — c'est le capitalisme en cours d'instauration. Pendant les premières années Staline s'aventura très avant dans cette voie. A présent Staline se meut dans une direction exactement opposée. Le mot d'ordre de la liquidation administrative du koulak est une caricature ultra-gauchiste de la ligne révolutionnaire. *Tactiquement* nous sommes en ce moment pour la droite du zig-zag. *Stratégiquement* nous continuons à rester sur la ligne révolutionnaire fondamentale.

En juillet 1929, lorsque le tournant officiel vers la gauche commença à se faire sentir, j'écrivis à Ch. Rakovsky et à d'autres exilés: «Après que les queuistes ont laissé passer la situation révolutionnaire en Allemagne en 1923, il y eut, en Allemagne, un zig-zag d'ultra-gauche très profond en 1924-25. Ce zig-zag d'ultra-gauche se développa dans les sentiers droitiers: la lutte contre l'industrialisation, les coquetteries avec La Follette et Raditch, l'Internationale Paysanne, le Kuomintang, etc. Lorsque l'ultra-gauchisme se brisa le crâne sur le chemin de droite, un cours de droite se développa. Il n'est donc pas du tout inconcevable que nous ayons affaire à la reproduction amplifiée du même phénomène à un nouveau stade, c'est-à-dire, à l'ultra-gauchisme s'appuyant sur des bases opportunistes. Cependant les forces économiques présentes peuvent détruire cet ultra-gauchisme dès le début et donner immédiatement à tout le cours une direction décisive vers la droite».

L'activité principale de Yaroslavsky consistant à s'occuper à voler la correspondance des oppositionnels il peut facilement s'appuyer sur cette citation. Ni l'ultra-gauchisme staliniste, ni le dernier tournant vers la droite ne furent inattendus pour nous. En tant que marxistes nous devons nous orienter non pas sur la psychologie des bureaucrates, mais sur les «forces économiques en présence».

CE QUE NOUS PREVOYONS

Devons nous demander la «retraite»? Le camarade mentionné plus haut exprime la pensée que le mot d'ordre «Arrière!» ne nous va pas. D'ailleurs, dit-il, Staline va continuer à battre en retraite. Cela vaut-il la peine que nous ajoutions nos voix aux appels de ces politiciens d'arrière-train? Si nous étions en présence d'une situation d'Etat bourgeois, une telle critique serait juste. Nous ne sommes pas du tout obligés de donner des conseils même à la bourgeoisie la plus démocratique et social-démocrate afin de l'aider à sortir de ses difficultés. Au contraire, nous devons profiter impitoyablement de toutes ses difficultés, afin de dresser la classe ouvrière contre l'Etat capitaliste. La position d'Urbahns à l'égard de l'U.R.S.S. est la caricature de la politique marxiste à l'égard d'un

Etat bourgeois. Mais, malgré les mille et mille mensonges de Yaroslavsky nous considérons et nous considérons toujours l'Etat Soviétique comme un Etat prolétarien. Même lorsque Yaroslavsky « reproduit » du *Bulletin* des paroles qu'il nous attribue, au sujet de « la mort inévitable de la Révolution d'Octobre », cet honorable mouchard ment. Nous n'avons jamais dit cela, nous n'avons jamais écrit cela et nous ne l'avons jamais pensé, bien que nous ne voillions ni à nous-mêmes, ni au Parti les dangers terribles dont approche la Révolution d'Octobre, résultat des erreurs monstrueuses de la dernière période. L'Opposition n'identifie l'Etat Soviétique ni avec Yaroslavsky, ni avec Staline. Elle considère l'Etat Soviétique comme étant *son propre Etat* et elle le défendra non seulement contre ses ennemis de classe déclarés, mais aussi contre les dangers intérieurs, parmi lesquels Yaroslavsky n'occupe pas la dernière place.

Dans le même article « Sur l'évolution du Trotskysme », Yaroslavsky répète une fois de plus que « L. D. Trotsky était convaincu il y a un an, que notre parti serait forcé de le rappeler pour qu'il lui vienne en aide ». Dans ce même sens on prétendait que Trotsky aurait averti ceux qui « l'accompagnaient (agents de la G. P. U.) que selon toute probabilité il serait rappelé dans quelques mois, afin de sauver la situation ». *Yaroslavsky ment!* Ce n'est pas là ce que je disais. Ce n'est pas ainsi que je parlais. En même temps que l'opposition entière je disais que le pays entrait dans une période de nouvelles difficultés sur une base historique plus élevée; que la direction ne voit rien et qu'elle ne prévoit pas que ces difficultés peuvent amener une crise grave dans deux ans, dans un an ou même dans plusieurs mois. Alors, disais-je, on verra que l'appareil gouvernemental aussi bien que le Parti est submergé de bureaucrates, d'arrivistes, de traîtres politiques, etc... Mais l'opposition combattra avec dévouement, avec le noyau révolutionnaire du parti. Ce serait une honte pour vous, disais-je à cet « accompagnement » si vous aviez à rappeler pour vous aider dans ces moments difficiles des oppositionnels retour en ligne droite de la prison et de l'exil. Ce pronostic demeure aujourd'hui encore dans toute sa force. La vérité, c'est que c'est maintenant qu'il prend un caractère d'acuité et de réalité.

COMMENT ON FLATTE LA PAYSANNERIE

La manière grossière et absurde au point de vue économique de plumer la paysannerie est compensée par Yaroslavsky par une inconcevable flatterie politique. En regard de mes paroles fermes du marché se « rue » dans la direction de la collectivisation, Yaroslavsky écrit : « Trotsky, gardant ses vues du passé sur la paysannerie comme étant une force ennemie, ne peut imaginer la paysannerie autrement que comme du bétail qui « se rue » dans la direction de la collectivisation là où elle trouve les portes ouvertes ». Je n'ai pas comparé la paysannerie à du bétail. Pour de telles comparaisons, il faut la psychologie de laquais de Yaroslavsky. A aucun moment je n'ai considéré la paysannerie comme une force

ennemie, pas plus que je ne la considère comme une force socialiste consciente. Il y a une contradiction dans la paysannerie. Se référant à la dépendance extrêmement étroite où elle se trouve à l'égard des forces élémentaires de la nature, à son terrible morcellement et à sa situation économique sans issue, Marx et Engels ont parlé dans leur temps « de l'idiotie de la vie rurale ». Les populistes ont prononcé à ce sujet bon nombre de paroles pitoyables et ils ont déduit du « Manifeste Communiste » une prétendue hostilité des marxistes contre la paysannerie. Quelle est la différence entre eux et Yaroslavsky ? Dans la mesure où le paysan est réaliste pour les questions qui le touchent de près, il devient victime de son instinct aveugle dans les grandes questions. Toute l'histoire de la paysannerie est telle qu'après des décades et des siècles de lourde immobilité, elle fonce tantôt dans l'une, tantôt dans l'autre direction. Les soldats paysans ont écrasé la révolution de 1905. La paysannerie a élu en 1917 les socialistes-révolutionnaires à la Constituante mais a aidé les bolcheviks à les chasser. Combien de fois ne s'est-elle pas ruée d'une direction à l'autre pendant la guerre civile avant de lier fermement son destin à celui du pouvoir soviétique. Pour libérer le paysan des forces élémentaires qui pèsent sur sa conscience, il faut le « dépayser ». Là est la tâche du socialisme. Mais ce qui est décisif alors, ce n'est pas une collectivisation formelle mais une révolution dans la technique agricole. Le paysan avancé comprendra tôt ou tard que les oppositiionnels voient beaucoup plus loin dans la question de l'économie paysanne que les bureaucrates dirigeants. Evidemment, le sort s'amuse au dépens de Yaroslavsky. Dans le même numéro de la *Pravda* (30 mars) où ce méchant et misérable article est imprimé, on trouve un compte-rendu du discours de Bullat au plenum de la conférence de district de Moscou. Bullat déclare que dans une des sections « la droite à l'intérieur de l'organisation du parti était très forte. Le comité de district congédia un certain nombre de fonctionnaires dirigeants, Du coup, toute l'organisation fonce vers la gauche, exécutant un *retournement complet* ». Voici ce qui est dit littéralement. Il ne s'agit pas ici de la masse paysanne mais d'une organisation du parti qui est censé personnifier la conscience de la classe laborieuse. Le leader officiel nous dit comment, après avoir chassé quelques droitiers, l'organisation a foncé vers l'ultra-gauche. Voilà qui n'est pas très loin du « bétail » pour faire usage du vocabulaire de laquais de Yaroslavsky.

Cependant, le tableau brossé par Bullat symbolise tout le destin du parti, ces deux dernières années. Après le cours ultra-droitier auquel le théoricien Boukharine fut obligé de mettre une sourdine par l'appareil stalinien, il y eût une ruée vers la collectivisation complète. Si pour la paysannerie « la ruée » est un malheur historique, pour le parti en tant que sélection consciente, une telle condition n'est plus du malheur, mais de la disgrâce. C'est le régime stalinien où Yaroslavsky accepte une place honteuse mais non la dernière, qui a conduit le parti à cette disgrâce.

Cependant, sur laquelle de mes anciennes opinions sur la paysannerie en tant que force ennemie, Yaroslavsky s'étend-il ? Ne

s'agit-il pas des opinions que j'ai exprimées, disons, il y a trente ans, pendant mon premier exil et dont Yaroslavsky fit un récit démesurément enthousiaste au printemps de 1923? « Autour de lui », nous dit Yaroslavsky, « Trotsky ne vit que le village. Il était chagriné par ses besoins. Il était déprimé par son isolement et son manque de droits », etc. Yaroslavsky jugeait nécessaire non seulement de glorifier l'attention exceptionnelle que j'apportais à la paysannerie et ma connaissance de toute la vie paysanne, mais il demandait encore que l'on fasse une compilation de mes articles de jeunesse sur la paysannerie pour en faire un manuel d'étude pour la jeune génération. Textuel!

J'ai cité dans mon Autobiographie cette réponse grossièrement flatteuse, jetant à la face de Yaroslavsky et de beaucoup d'autres de mes critiques leurs propres paroles d'hier. En relation avec cela Yaroslavsky parle maintenant de « l'éloge que fait Trotsky de lui-même » dans son Autobiographie. Il oublie seulement d'ajouter que ces « éloges de soi-même » consistent en citations empruntées à ceux qui ont dirigé la campagne de calomnies empoisonnées — dont les dimensions sont sans exemple — développée pendant les sept dernières années. Cela ne nous fait aucun plaisir d'agiter tout ce rebut. Je serai cru en cela non seulement par tout révolutionnaire, mais par tout être pensant, qui n'est pas pourri par l'esprit dégradant d'un bureaucrate de carrière. J'ai simplement exécuté ce que je considérais comme mon devoir révolutionnaire. Staline et ses Yaroslavsky m'attaquent précisément parce que je représente un ensemble de vues qu'ils méprisent.

Pour mener à bien cette lutte ils considéraient qu'il était nécessaire de mettre sens dessus dessous toute l'histoire du parti et de la révolution sans laisser intact un seul point. Repousser leur offensive calomnieuse n'était pas seulement œuvre de défense personnelle mais nécessité politique. C'est ce que j'ai fait dans plusieurs livres. Dans la « Révolution défigurée », l'« Autobiographie » et, enfin, dans le livre sur « La révolution permanente ». Dans tous ces ouvrages, je révélais sur la base de données historiques exactes, de documents et de citations, la toile de mensonges tissée par l'école stalinienne où Yaroslavsky occupe une place honteuse qui n'est pas la dernière. En ce qui concerne ces livres, publiés déjà en plusieurs langues, qui continuent à être traduits et réédités, les stalinistes ont choisi l'attitude du complet silence. Qu'ils essaient de rejeter mon exposé, qu'ils essaient de se défendre contre les contradictions dans leurs calomnies, ces falsifications, ces mensonges dont je les accuse sur la base des documents indéniables et le plus souvent sur la base de leurs déclarations précédentes. Qu'ils récusent au moins une des citations ou au moins le moindre iota de ce que j'avance avec évidence. Il ne le peuvent pas. Ils sont convaincus par leurs propres forfaits. Ils sont cramponnés par leurs propres contradictions, compromis par leurs propres démentis, leur impuissance idéologique est mise à nu par l'inconsistance de leurs propres mensonges. Mais la vie n'est pas une eau stagnante. La vie suit son cours portant avec elle la critique et les prévisions de l'opposition.

POURQUOI LA NOUVELLE POLEMIQUE?

Pourquoi après les précédentes liquidations, les écrasements, les enterrement de l'opposition, Yaroslavsky est-il forcé ou, plus exactement, pourquoi Yaroslavsky a-t-il reçu l'ordre d'entamer une si haute polémique de principes avec l'opposition. Malgré les plus grossières déformations, le mouchard était obligé de citer le *Bulletin* de Paris de l'opposition (bolchéviks-léninistes) et de donner des informations désagréables à la faction stalinienne en partie par nécessité, en partie par sottise.

Si nous examinons de plus près les articles de Yaroslavsky nous ne pouvons qu'arriver à cette conclusion qu'il écrivait d'abord pour effrayer les derniers rangs de l'appareil stalinien. Prenant des citations du *Bulletin*, tout à fait désagréables pour Staline, Yaroslavsky leur disait : « Vous voyez ce qu'écrit l'opposition, tâchez de ne pas répéter des choses comme ça ». Sous la pression de la base, l'alarme grandit dans l'appareil, les doutes sur la direction grandissent ainsi que les voix qui condamnent le dernier zigzag. C'est précisément dans ce but que Yaroslavsky parle de façon si mattendue des espoirs de Trotsky d'être appelé pour sauver la révolution. Yaroslavsky légèrement ému courut trop en avant et manifesta une alarme exagérée. On entend un craquement dans l'appareil et Yaroslavsky « effraie » qui? Les siens? Filez droit, silence, que vous croyiez ou non au génie de la direction, silence, n'élevez pas vos doutes, ne voilà-t-il pas que l'appareil est menacé par « une intervention » du trotskysme! Tel est le sens de l'article de Yaroslavsky, voilà ce que chante sa musique politique.

Mais cette musique ne pourra pas longtemps assourdir le craquement dans l'appareil. Comme le montrent les dernières expériences qui font voir que la direction tourne en rond comme un animal sans cervelle, la différenciation croîtra dans de vastes proportions. Les droitiers vont connaître un nouveau renforcement qui mettra en avant de nouveaux chefs, peut-être avec des noms moins retentissants, mais plus solides et plus persévérants. Il faut prévoir ce danger. Mais le noyau prolétarien du parti va se réveiller et certainement se réveille déjà.

De jour en jour, le besoin de comprendre la connexion du dernier saut à gauche avec la ligne générale qui, hélas, n'existe pas en fait, grandira. Il est tout à fait probable que la désunion d'avant le congrès ne sera pas aussi calme que le souhaiteraient les éléments bonapartistes. Les nouvelles d'après lesquelles Staline essaierait, une fois de plus, de remettre le congrès à l'automne, c'est-à-dire au nouveau « retournement » complet, le cent et unième, et que son propre comité central fait de la résistance, sont tout à fait dignes de foi et très symptomatiques. C'est le signe d'un réveil du parti.

Un nouveau chapitre s'ouvre devant l'opposition, gros de responsabilités. En dehors de l'opposition personne ne donnera au parti un tableau clair de ce qui se passe maintenant, en connexion indissoluble avec la politique de toute la période depuis la mort de

Lénine. Personne, sauf l'opposition, n'est capable d'assurer au parti une orientation correcte de principe.

Le mouchard cite de nouvelles déclarations de repentir et des voix sceptiques d'oppositionnels isolés. Par les forces combinées de la famine et des mesures du G. P. U., des avertissements de Yaroslavsky et des élucubrations théoriques des professeurs dont le rouge tire sur le jaune, on prépare pour le 16^e Congrès un nouveau groupe de capitulards. Mais Yaroslavsky passe sous silence les cent nouvelles arrestations d'oppositionnels à Moscou seulement, le renouveau de l'activité de l'opposition dans les rangs du parti et la montée de l'opposition internationale.

Isolément et par groupes des oppositionnels étourdis par la collectivisation sont amenés par la logique de l'inertie à se repentir au 16^e Congrès, au moment où commence le difficile retour au sang-froid. C'est bien, il faudra ajouter un nouveau groupe de réputation révolutionnaires broyées. A leur place plusieurs centaines viennent déjà, selon les statistiques du G. P. U.; demain des milliers et des dizaines de milliers suivront. Ce ne sont pas les Yaroslavsky qui peuvent briser et jeter l'Opposition loin du Parti. Non, aujourd'hui encore moins qu'hier.

Prinkipo, 13 avril 1930.

LEON TROTSKY.

La Vie de la Revue

Quelques remarques au sujet de ce numéro :

1) L'importance de la crise que traverse actuellement le P. C. Italien et le développement nouveau de son aile gauche, sur quoi la presse officielle de l'I. C. étend un silence angoissé, a nécessité la publication intégrale des documents réunis dans ce numéro. Mais l'étendue de ces documents nous a obligé à repousser au prochain numéro plusieurs textes déjà prêts sur la situation politique en France et en Allemagne.

2) Nous publions la fin de l'article de Trotsky : *Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme?* ainsi que son article *Craquements dans l'appareil*. Bien que ces deux articles datent d'avant le 16^e Congrès du parti bolchévik, ils conservent toute leur valeur. Nous conservons aussi au marbre un important article de Dingelstedt : « Entre le 15^e et le 16^e Congrès du P. C. R. », qui passera au prochain numéro, avec la documentation postérieure au 16^e Congrès.

3) La question centrale qui devra être à l'ordre du jour du prochain numéro est le profond revirement opportuniste qui se produit dans le mouvement communiste français et international. Nous publierons la documentation nécessaire à ce sujet.

4) Avec ce numéro nous reprenons le rythme régulier d'un cahier par mois, du prix de 3 francs. L'expérience du mois précédent, où la vente au numéro s'est maintenue malgré un prix exceptionnel de 5 frs, montre que 3 francs sera un prix raisonnable que chaque camarade peut dépenser mensuellement pour la revue théorique du communisme.

LA REDACTION.

Le développement de l'Opposition Communiste de Gauche Italienne

Depuis six mois le P. C. Italien traverse une nouvelle crise qui met en lumière, d'une façon crue, d'une part les problèmes révolutionnaires posés au mouvement prolétarien italien, d'autre part la position de la gauche devant ces problèmes. La presse centriste tâche d'étouffer cette crise née de la philosophie de la « 3^e période » appliquée à un parti dont les principales forces vivent dans l'émigration, et dont chaque erreur des centres dirigeants se répercute avec plus de gravité que partout ailleurs dans les noyaux de lutteurs prolétaires en Italie fasciste.

Jusqu'à présent le parti italien, émigré ou illégal, n'avait pas échappé à la crise de dégénérescence de l'I. C. Dans son sein et sur son flanc gauche, luttait la « Fraction de gauche », appelée bordigiste du nom de son chef Bordiga, qui publie le journal Prometeo. Cette gauche remonte à la fondation du P. C. Italien, qu'elle a créé, et au 2^e et 3^e Congrès de l'I. C. où elle s'est déjà trouvée en opposition, sur des problèmes de tactique (front unique, gouvernement ouvrier et paysan), avec la majorité de l'Internationale. La droite du P. C. I. n'a pas de fraction organisée, pour la bonne raison que la plupart des centristes actuels (Ercoli, Garlandi, etc...) sont au fond eux-mêmes des droitiers avérés. Tasca, exclu pour avoir soutenu Boukharine et Brandler en 1928-29, est resté isolé, et a maintenant glissé ouvertement vers le maximalisme.

Au début de 1930 une nouvelle opposition s'est créée dans le P.C.I., en réagissant à la fois contre les erreurs de la droite (Tasca) et du centre (majorité stalinienne). Cette nouvelle opposition, qui a collaboré régulièrement depuis le mois de mai à La Vérité, est venue se placer sur la position de l'opposition de gauche internationale (cf. sa lettre ouverte aux membres du P.C.I. dans La Vérité du 25 juin). L'article de Blasco publié ici exprime son point de vue.

Le développement des événements devait donc amener la nouvelle opposition à chercher un contact, et, si possible, une unification avec l'ancienne fraction de gauche italienne (Prometeo), sur le terrain de la théorie et de la tactique internationales.

Les différentes lettres que nous publions ci-dessous sont à envisager sous cet angle. Nous publions d'abord un article du camarade Blasco, qui pose dans toute son ampleur les divergences entre la nouvelle opposition de gauche et la direction centriste du P. C. I. Ensuite nous publions (n° 6) une réponse de Trotsky à une lettre de la nouvelle opposition qui reproduisait les arguments contenus dans l'article de Blasco.

Ensuite nous imprimons les lettres ouvertes échangées entre l'ancienne fraction de gauche et Trotsky et le Secrétariat International : ce sont (2) une réponse de la fraction de gauche à l'invitation du Secrétariat International provisoire de l'opposition à participer à son travail (3), une lettre ouverte de Trotsky pour amener la fraction à préciser sa position (4) la réponse de la fraction (5) et une nouvelle réponse de Trotsky à cette réponse.

La voie est maintenant ouverte à une discussion auprès de tous les travailleurs communistes italiens pour l'unification de l'aile gauche italienne en accord avec l'opposition internationale. Plus que jamais maintenant il faut démasquer le centrisme par une lutte ardente, à laquelle l'opposition française doit participer activement pour la régénération du communisme au moyen de son aile gauche. — LA REDACTION.

direction du P. C. I., — comme, du reste, dans toutes les autres sections de l'I. C., — plutôt que la cause, est l'effet de la façon dont, depuis plusieurs années, est dirigée l'I. C. La direction de l'I. C., et les directions officielles de ses différentes sections, sont poussées aujourd'hui, par la bureaucratie régnante, à résoudre les problèmes du Parti et de la classe ouvrière en fonction des formations instables de majorités et de minorités : la méthode parlementaire et la méthode bureaucratique l'emportent sur la méthode marxiste-révolutionnaire.

Or, c'est précisément à travers une sévère application de cette dernière méthode que l'opposition communiste est arrivée à une complète séparation d'avec l'opportunisme aventuriste qui règne aussi dans le P. C. I. Et à cette méthode l'opposition communiste restera fidèle.

Sa tâche, actuellement, n'est pas des plus faciles. Des difficultés considérables barrent son chemin. Elle a pourtant quand même l'orgueil de pouvoir affirmer que *les faits* ont tout de suite prouvé combien sa critique contre l'opportunisme des dirigeants du P. C. I., masqué par des phrases de gauche, était entièrement justifiée, et combien cette critique était indispensable au Parti.

Cette critique devra être continuée avec fermeté, sans fléchir. Non seulement la base du Parti devra être clairement informée sur les combinaisons sans principes en honneur au sommet, mais elle devra être appelée partout et de toutes les manières à intervenir pour faire cesser ces combinaisons, pour que le Parti Communiste italien ait à nouveau une direction ferme, révolutionnaire, digne de lui et digne de l'esprit de sacrifice du prolétariat italien.

LA SITUATION ITALIENNE

Première cause de divergences entre nous et la majorité du C.C. du P. C. I. : l'appréciation différente que nous faisons de la situation italienne. Nous résumons ici en quelques lignes comment, pour accorder son jugement sur la situation italienne (nous disons *accorder!*) avec les décisions du X^e Plénum, la majorité prétend voir aujourd'hui la situation italienne :

a) La crise du capitalisme italien est arrivée à un stade extrêmement aigu, et va *rapidement empirant, de semaine en semaine*. Cette crise n'est pas seulement une crise de conjoncture, mais elle est essentiellement une crise organique qui débouchera *directement* dans la guerre ou dans la révolution. La crise de conjoncture qui se vérifie aujourd'hui dans tous les pays est particulièrement grave pour l'Italie où manquent les matières premières, où manquent les capitaux pour renouveler rapidement les installations industrielles; où l'on est dans l'impossibilité de réduire comme il faudrait le prix des produits pour résister à la concurrence étrangère et la vaincre; où le problème des débouchés s'aiguise de jour en jour; où la rationalisation est réalisée essentiellement par une réduction des salaires ouvriers; où le marché intérieur s'appauvrit constamment, où il existe une crise agraire ruinant les petits propriétaires et les petits colons par milliers; où il existe une armée

permanente d'environ un million de chômeurs entre industrie et agriculture.

b) Le bloc révolutionnaire ouvrier-paysan est déjà réalisé. Au Parti communiste ne se pose plus le problème de gagner soit une partie du prolétariat, soit les alliés de la révolution (paysanne et en particulier les millions de paysans pauvres, misérables, du midi de l'Italie, et les minorités nationales) : mais l'unique tâche qui se pose aujourd'hui est de « se mettre à la tête des masses en mouvement ».

c) Les partis intermédiaires (républicains, démocrates, populistes-catholiques, l'Eglise elle-même, et la social-démocratie) n'ont plus aucune importance dans la société italienne. Le fascisme a détruit (à part l'organisation de l'Eglise catholique) par la violence les organisations des partis intermédiaires, leurs sièges, leurs journaux; donc le Parti communiste n'a plus à se préoccuper de ces partis. La social-démocratie, dont une partie est exilée à l'étranger, « fait rire », elle « ne pourra pas, malgré ses bonnes intentions, être le bourreau du prolétariat italien ». Les bases sociales de ces partis (paysans, journaliers agricoles, techniciens d'industrie, employés et petits commerçants, une partie des intellectuels) sont tellement « radicalisées » qu'elles se placent déjà sous la direction du Parti Communiste. « Aujourd'hui, en Italie, le prolétariat en entier et les larges masses travailleuses se posent le dilemme : Fascisme ou Communisme ! »

d) Les larges masses des ouvriers et des paysans sont sorties de la passivité dans laquelle elles étaient plongées à la fin de 1927; elles ont repris énergiquement la lutte, les armes à la main. D'après l'affirmation des « majoritaires », aujourd'hui en Italie nous avons les « masses des paysans qui se battent contre les Podestats »; les « colonnes de chômeurs manifestant pour révéndiquer du pain et du travail en mettant en déroute les miliciens fascistes »; les « groupes d'ouvriers qui, avec des manifestations violentes de rue, ont réussi à arracher quelque chose, à arracher la reconnaissance totale ou partielle de leurs droits ». Puis encore : « avec leur essor, leur décision, leur esprit d'offensive, ils ont réussi à neutraliser, à briser, (même seulement pour un moment) l'appareil de répression fasciste ! »

Comme conséquence de cette vision toute arbitraire de la situation italienne, la majorité affirme, — bien entendu avec les habituelles ambiguïtés de langage destinées à permettre aux opportunistes du calibre d'Ercoli de se retirer à tout moment en bon ordre, — que les tâches du Parti sont essentiellement les suivantes :

a) Mobiliser les masses pour la grève politique et pour l'insurrection armée. Tout ce qui n'est pas directement lié à ce but immédiat, devient tout de suite d'importance secondaire, est négligé, sinon bafoué. Sur le papier, par un dernier reste de pudeur, on parle encore de revendications économiques et aussi de revendications politiques partielles; mais on ajoute tout de suite que sans la lutte armée des travailleurs il n'y aura pas d'amélioration, pas de soulagement même transitoire dans la situation actuelle. Bref : la position sur le terrain de l'agitation est la suivante : « Ou bien vous,

les travailleurs, vous êtes capables de vous battre les armes à la main contre les fascistes, ou bien votre lutte est inutile! » Il est clair, qu'une agitation menée d'une telle façon, bien qu'enveloppée dans des phrases ultra-extrémistes, mène directement à la passivité des masses et favorise cette passivité, pour la simple raison que les masses ont conscience de leur actuelle impossibilité de se battre sur le terrain de la lutte armée contre le fascisme, et que, par conséquence, elles devraient rester les bras croisés!

Le premier pas pour la réalisation de la mobilisation des masses en vue de la grève politique et de l'insurrection armée, est celui qui consiste à « épurer le Parti des opportunistes! » Il suffit de se rappeler que cette « épuration » est effectuée sous la direction d'Ercoli pour savoir tout de suite quels seront les « opportunistes » à éliminer des postes responsables et du Parti. En réalité la lutte est livrée aux meilleurs militants, à ceux qui possèdent la plus grande expérience politique et d'organisation, qui sont toujours restés à leurs postes responsables, mais qui n'acceptent pas de s'incliner, ni devant l'opportunisme tel qu'il a été pratiqué jusqu'à hier encore par le Centre dirigeant du P. C. I., ni devant l'aventurisme qui est en honneur aujourd'hui et qui, d'autre part, n'est autre chose qu'un déguisement de l'opportunisme ancien.

b) La lutte contre la social-démocratie, et, en général, contre la Concentration Antifasciste qui a son centre dirigeant à Paris, est une lutte purement académique, à mener simplement pour garder sa bonne humeur. Il est clair en effet qu'aucune lutte sérieuse ne peut être menée contre un adversaire que l'on estime ridicule et incapable de devenir le bourreau du prolétariat. Dans cette question aussi le centre du Parti passe de l'opportunisme le plus dégoûtant à l'extrémisme le plus ridicule. Jusqu'au VI^e Congrès de l'I. C., le centre dirigeant du P. C. I. considérait que la social-démocratie italienne avait une nature différente de celle de la social-démocratie internationale. En particulier, tandis qu'il reconnaissait que la social-démocratie des autres pays devenait une force toujours plus réactionnaire, et évoluait vers ce qu'aujourd'hui on appelle « social-fascisme », il affirmait, qu'au contraire, la social-démocratie italienne avait creusé un abîme entre elle et le fascisme; qu'aucun accord n'était désormais possible entre les deux, et que la social-démocratie italienne se radicalisait chaque jour plus, comme le prouvaient ses formules politiques (remplacement par la formule « République démocratique des Travailleurs » des précédentes formules plus générales revendiquant un retour aux libertés constitutionnelles et au Statut de Charles Albert).

Aujourd'hui, au contraire, sous l'aiguillon de l'I. C. et en particulier pour racheter les péchés opportunistes d'hier, le Centre de notre Parti ne voit dans la social-démocratie italienne autre chose qu'un instrument du fascisme, qu'un collaborateur du régime fasciste; il nie que la social-démocratie, (toujours dans l'intérêt de la bourgeoisie) pourra lutter contre le fascisme; et il affirme que cette social-démocratie italienne est la social-démocratie des cafés de Montparnasse et de la débâcle.

Ainsi, tandis que jusqu'à hier on avait une obsession de la

société-démocratie et de la Concentration Antifasciste, et qu'on la combattait en masquant la solution communiste et les mots d'ordre liés à cette solution, — aujourd'hui on tombe dans une faute qui conduit aux mêmes conséquences pratiques. Que ce soit comme hier, lorsque, pour combattre la social-démocratie, on abaissait le Parti au niveau de la social-démocratie, ou comme aujourd'hui, lorsqu'on affirme que la social-démocratie « fait rire » — on empêche, en réalité, le Parti de combattre à la manière bolchévique un ennemi qui, malheureusement, n'est ni mort, ni pourri, et possède encore une influence considérable dans de larges couches de travailleurs italiens.

c) Les revendications économiques et partielles, comme nous l'avons dit, demeurent encore, en partie, sur le papier, mais dans la réalité elles sont complètement négligées. Au lieu de considérer la grève générale politique comme le résultat du développement de toute une série de luttes de caractère économique et politique, luttes que le Parti a comme tâche de susciter, d'élargir, de coordonner jusqu'à ce qu'on puisse arriver à la grève générale politique, à l'insurrection armée du prolétariat et des larges masses, — la direction, comme cela se passe désormais dans toutes les sections de l'I. C., fait de la grève politique une espèce de prémisse à toute autre affirmation du prolétariat. Tandis qu'on rencontre d'énormes difficultés pour mettre en mouvement les ouvriers pour des revendications de caractère économique immédiat, telles, par exemple, que la lutte pour une aide plus large aux chômeurs, contre l'augmentation des loyers ou pour la défense et l'augmentation des salaires, — la « majorité » fait des grandes proclamations pour la grève générale politique, sans, d'ailleurs, indiquer les objectifs concrets pour lesquels la grève générale politique devrait être déclenchée. Par suite, elle porte la plus grande confusion non seulement parmi les « masses » influencées par le Parti, mais parmi les membres du Parti eux-mêmes.

L'opposition, au contraire, soit sur la situation italienne, soit sur toute une autre série de problèmes, a exprimé des idées bien différentes.

L'opposition a été la première à souligner les signes de la gravité de la situation italienne. Cette gravité apparaît par maints indices. La balance commerciale italienne se solde avec un passif de plus que 6 milliards. Dans les dernières années, l'industrie italienne a largement recouru aux emprunts à l'étranger afin d'effectuer sa rationalisation. Mais aujourd'hui, presque toutes les branches de l'industrie italienne sont frappées par une crise de surproduction à laquelle correspond une sous-consommation vraie et propre. Les industriels du textile, de l'automobile, les mécaniques, les constructions navales, les constructions de matériel pour les chemins de fer sont particulièrement frappées. Toutes ces industries sont frappées par la concurrence sur les marchés étrangers. Mais elles le sont aussi, malgré la haute protection douanière dont elles sont l'objet, sur le marché intérieur, au moins pour une grande partie.

La crise est très grave aussi dans l'agriculture. Le problème

qui est à la base de la crise agraire en Italie aussi, est le problème des prix de revient. Suivant un économiste bourgeois, tandis que les prix, par rapport à l'avant-guerre, avaient augmenté de 49 0/0, le prix de revient de la production agricole a augmenté de plus de 120 0/0. La presse fasciste a exalté, il y a un an, les résultats de la « bataille du blé » pour le fait que la récolte de blé en Italie avait atteint environ les 70 millions de quintaux de blé : à savoir, dix millions de quintaux en plus de la production *moyenne* des années précédentes. Ce résultat, suivant la presse fasciste, découle du développement de la technique agraire et des engrais chimiques.

Il faut, au contraire, affirmer, qu'un tel résultat est dû essentiellement à la saison favorable, ce qui est prouvé par le fait, que presque tout le surplus de blé obtenu, provient des régions du midi, où, justement, la technique agraire et les engrais chimiques sont, aujourd'hui encore, à un niveau très bas. Quoi qu'il en soit, cette augmentation de la production du blé, qui s'est vérifiée parallèlement à l'allure favorable de la production de blé dans presque tous les pays producteurs, n'a nullement été favorable à l'économie italienne. Au contraire, elle a provoqué l'aggravation des conditions et la ruine de nombreux petits paysans. En effet, la chute des prix intérieurs du blé, malgré l'augmentation continuelle des tarifs douaniers, a été très sensible; et de nombreux petits et moyens producteurs de blé en ont été et en sont encore frappés. Par dessus le marché l'augmentation de la quantité de blé à l'intérieur, a diminué la nécessité de l'importation du blé étranger, ce qui provoque un déséquilibre assez sensible dans le budget de l'Etat, qui perd le prix des taxes douanières sur le blé correspondant aux millions de quintaux qui ne sont pas importés.

En plus de la crise du blé, nous avons en Italie la crise de l'olivier, la crise dans la production du vin, la crise dans la production du chanvre, etc., etc... Les hommes d'Etat se consolent et cherchent à consoler les autres en affirmant que la crise industrielle ou agricole ne frappe pas seulement l'Italie, mais encore plus durement les autres pays.

Crise industrielle donc, et crise agricole. Crise de surproduction et crise de sous-consommation. Ruine de petits commerçants, des petits industriels, des petits cultivateurs. Concentration puissante : bancaire, industrielle, commerciale, et aussi agricole. Réduction des salaires (les salaires actuels sont en moyenne inférieurs de 40 et même 50 0/0 aux salaires conquis par les ouvriers en 1919-1920); augmentation des heures de travail (dans plusieurs industries on doit travailler 12 heures par jour, dans l'agriculture on travaille même 13 à 14 heures par jour), augmentation des impôts : sur les ouvriers, sur les paysans, les petits commerçants; un chômage ouvrier et agricole qui atteint au moins le chiffre d'un million de chômeurs, dont moins de la moitié bénéficie de l'aide de chômage de 3,25 livres par jour. *Les perspectives immédiates sont les perspectives d'une aggravation ultérieure de la situation*, même si la reprise des travaux agricoles réussit, en partie, à atténuer le phénomène du chômage parmi les travailleurs des champs. Mais la question n'est pas de « photographier » la situation économique

actuelle : le problème est de savoir si *cette* crise sera la dernière du capitalisme italien, ou bien si, à la faveur de circonstances déterminées (intérieures ou internationales) le capitalisme ne pourra éventuellement pas se ressaisir encore pour une période plus ou moins longue.

Concrètement : si nous nous représentons la crise actuelle comme une ligne, aurons-nous un segment qui aboutit tout droit à la guerre ou à la révolution, ou bien aurons-nous une ligne en zig-zag, ce qui montrerait que, bien qu'en allant toujours plus vers un empirement général de la situation, le capitalisme italien aura encore quelque répit ? La majorité du centre dirigeant est d'avis que le capitalisme italien se précipite *directement* et *rapidement* vers sa chute finale. Nous pensons, au contraire, qu'on ne peut pas exclure la possibilité que cette crise aussi puisse être provisoirement surmontée.

Il existe déjà des facteurs objectifs qui tendent à rendre moins lourde au capitalisme italien la situation actuelle. Tandis qu'au commencement de l'hiver le capitalisme italien était tenaillé par l'impossibilité de donner du travail au moins à une partie des ouvriers chômeurs, à présent, les travaux d'été à la campagne lui donnent la possibilité de considérer le problème avec moins de préoccupation. En outre, le krach boursier américain, — provoqué par une crise profonde de surproduction, a libéré une certaine quantité de capitaux qui affluent à présent avec plus d'abondance sur le marché européen. Le taux d'escompte a été abaissé, ce qui soulage les industriels et les propriétaires agraires (et aussi les petits commerçants et les petits cultivateurs), qui entrevoient la possibilité de produire à un prix de revient inférieur et, par conséquent, d'augmenter la vente. Il s'agit pour le moment d'éléments très faibles qui servent plus à retarder la précipitation de la crise, qu'à la surmonter. Mais en politique — retarder une crise, reculer l'aggravation, — *signifie souvent aussi la possibilité de surmonter cette crise*, même si cela implique un approfondissement et un élargissement des causes générales de la crise et qui lui donneront, plus tard, un caractère plus aigu et plus difficilement surmontable. A ces facteurs plus faibles, il faut ajouter le facteur principal : la faiblesse révolutionnaire du Parti et l'esprit de lutte des masses.

Pour ce qui est de la capacité d'intervention du Parti dans la situation italienne, notre avis n'est pas seulement basé sur les forces numériques dont le Parti dispose, forces très faibles comme effectifs ; ni sur les conditions pénibles où son centre dirigeant est réduit maintenant, — mais il est basé surtout sur les conditions politique et d'organisation dans lesquelles se trouve aujourd'hui la base du Parti, et sur les difficultés que cette base rencontre pour se frayer un chemin parmi les masses. La majorité de nos membres actuels possèdent une capacité politique très limitée. Plusieurs dirigeants actuels de nos Fédérations, de nos secteurs, de nos cellules, sont des camarades hier encore incapables de diriger même une petite cellule. Nos meilleurs cadres, nos anciens (anciens par l'expérience politique et l'ancienneté dans le Parti, mais jeunes d'âge) secrétaires fédéraux, nos secrétaires de Régions, les secrétaires

de nos cellules de rue et d'usine qui ont vécu l'expérience du Parti dès sa naissance et de toute la lutte contre le fascisme, sont aujourd'hui en prison ou surveillés très strictement. Nous les avons remplacés une, deux, trois, quatre fois, jusqu'à ce que nous ayons été obligés de placer comme dirigeants des organisations des camarades disposant certainement d'une très grande bonne volonté et d'esprit de sacrifice, mais qui en réalité, étaient, auparavant, un peu la « réserve » de l'armée prolétarienne. A cette capacité affaiblie des camarades de base correspond une augmentation, bien que relative, des difficultés du travail parmi les masses; difficultés dues à la chasse impitoyable de la police, au manque de moyens techniques, à la terreur qui règne encore parmi les masses.

Pour ce qui est de l'esprit de lutte des masses, nous sommes aussi en désaccord avec la direction du Parti. Elle voit « les larges masses dans la rue ». Pour elle la tâche consiste seulement à porter le Parti « à la tête de ces masses déjà en mouvement ». Elle voit, comme nous l'avons déjà dit, les « masses » de paysans luttant les armes à la main contre les Podestats », « contre les fascistes »; les « colonnes de manifestants mettant en fuite les miliciens fascistes »; « la milice en déroute devant les masses en mouvement ». Et tout cela non seulement comme des faits importants, mais épisodiques, mais comme un phénomène général, se produisant, journellement, d'un bout à l'autre de l'Italie. Malheureusement toute cette vision n'est, pour 90 0/0, que pure fantaisie. Celui qui, à l'étranger, lit aujourd'hui la presse illégale de notre Parti, reçoit d'emblée l'impression qu'en Italie nous sommes en plein mouvement révolutionnaire des masses. Ce qui ne sert qu'à satisfaire Piatnitsky à Moscou. La réalité est que les masses ouvrières italiennes en sont, aujourd'hui encore, aux premières tentatives pour sortir de la passivité. Elles sont mécontentes. Elles ridiculisent le fascisme et, lorsqu'il est possible, en disent grand mal. Mais de cet état effectif de mécontentement sourd à l'action ouverte des larges masses, il y a un grand pas à franchir. Les masses ne sont pas encore actives pour plusieurs raisons : 1) parce que notre Parti n'est capable de développer qu'une activité très limitée de propagande et d'agitation parmi les masses; 2) parce que les masses sont privées de toute organisation légale qui ne soit directement contrôlée par le fascisme; 3) parce que les masses ont encore peur du Tribunal Spécial et surtout du chômage. En outre les masses sont encore idéologiquement dispersées. Non seulement il est faux, ce que la majorité affirme, qu'en Italie le bloc révolutionnaire ouvrier-paysan soit un fait accompli; non seulement il est faux que « le prolétariat en entier et les larges masses travailleuses se posent aujourd'hui le dilemme : Fascisme ou Communisme » — mais il est vrai, au contraire, que même des ouvriers, même des camarades militant depuis plusieurs années dans le Parti, espèrent que le salut viendra de la social-démocratie, du Pape, ou du Prince héritier... Sur le terrain syndical, par exemple, le fascisme n'a pas réussi à s'attacher les ouvriers, pas plus qu'il n'y a réussi sur le terrain idéologique général, ou sur le terrain politique. Les ouvriers sont contre le fascisme. Et, en général, un

ouvrier se considère comme cruellement offensé si on l'appelle fasciste... Mais malgré tout les fascistes sont à même de contrôler très strictement les masses ouvrières. A travers toute une série d'institutions (sportives, éducatives, d'amusement), ils enrôlent des millions d'ouvriers. Dans une ville comme Turin, par exemple, où notre Parti a des traditions très enracinées, où les luttes révolutionnaires du prolétariat ont été très âpres, chaque samedi, toutes les demi-heures, partent des trains bondés d'ouvriers (jeunes hommes, femmes), qui vont faire des petits voyages d'agrément sous le contrôle du « Dopolavoro » fasciste. Un autre phénomène est la renaissance du sentiment religieux. Toujours à Turin, pour nous borner à cette ville, dans un quartier où notre Parti avait jadis été puissant, quartier strictement ouvrier où, en 1919-1920, pas un chien n'allait à l'Eglise, tous les dimanches matin l'église est littéralement bondée et les personnes qui écoutent la messe débordent dans la moitié de la rue.

Cet aperçu de la situation qui, peut-être, pourrait être jugé un peu sombre, correspond à la réalité. Cela n'empêche pas qu'il y ait des épisodes de lutte, et une certaine reprise parmi les masses.

Et si ces épisodes et cette reprise sont confrontés avec la situation italienne, on voit tout de suite qu'ils sont extrêmement importants.

1) En novembre dernier les paysans de Sulmona (petite ville des Abruzzes en Italie centrale) ont fait une démonstration spontanée au cri de « Hors les autrichiens ! » et contre l'octroi. La manifestation, bien que notre Parti n'ait pas eu la possibilité d'avoir des informations directes, doit avoir été très importante car la presse fasciste elle-même, quelques mois après, a été forcée de reconnaître cette importance. En réalité les dispositions adoptées récemment par le gouvernement fasciste d'abolir l'octroi dans toutes les villes italiennes, signifient l'acceptation des remontrances des paysans, remontrances qui ont eu leur explosion dans les « faits de Sulmona »;

2) A Turin, à la « Fiat » (usine la plus importante de la ville) un ouvrier fasciste a giflé un contremaître, lui aussi fasciste. Et ceci comme signe de protestation contre l'attitude des entrepreneurs qui, faute de travail, envisageaient la fermeture de quelques ateliers de l'usine.

3) A Carpi, en Emilie, a eu lieu une démonstration d'ouvriers chômeurs (1.500 environ); manifestation toute pacifique, tellement pacifique qu'elle s'est dissoute tranquillement et sans un cri lorsque le Podestat fasciste a prié les manifestants de regagner leurs maisons, leur assurant qu'on allait envisager le moyen de donner à manger aux plus misérables;

4) A Faenza (Romagne), un ouvrier, sympathisant communiste, a tué deux fascistes pour des raisons, au fond, politiques. Les fascistes ont été immédiatement mobilisés et ils se sont livrés aux violences habituelles (bâtonnades, dévastations et pillages des maisons des éléments connus comme anti-fascistes, etc.; un ouvrier a été tué). Comme ces violences atteignaient aussi les antifascistes de la campagne, la famille Sangiorgi, sympathisante communiste,

s'est barricadée dans sa maison et s'est défendue les armes à la main contre les fascistes. La reddition a eu lieu seulement lorsque la milice fasciste a été retirée et que les gendarmes (carabinieri) sont arrivés sur place. Ce fait est très important, car, depuis plusieurs années, en Italie, on n'avait plus d'épisodes de résistance armée par un groupe d'ouvriers ou par une famille, aux violences fascistes.

5) Récemment encore on a eu les faits de Martina Franca.

Mais bien d'autres épisodes d'importance moindre pourraient encore être énumérés. Ceux que nous indiquons sont pourtant les plus caractéristiques, les plus importants, ceux qui servent le mieux à éclairer la situation. Comme l'on voit, il s'agit à présent seulement d'épisodes de réaction spontanée des masses contre quelques-uns des aspects les plus hideux de la domination fasciste et contre quelques dispositions adoptées par des industriels à la suite du manque de travail. Mais nous sommes encore très loin des larges mouvements de masse dont parle la presse illégale du Parti, et aussi la presse légale éditée à l'étranger. En plus, tous ces épisodes de lutte se sont déroulés en dehors de l'intervention directe du Parti. Le Parti en a eu connaissance seulement après. Ce qui prouve d'un côté que la situation italienne est grave et que le mécontentement des masses est aigu, car si ces masses cherchent à se mettre en mouvement spontanément c'est parce qu'elles jugent la situation désormais intolérable; et de l'autre côté cela prouve la faiblesse extrême de notre Parti qui ne réussit pas à se trouver présent dans toute la mesure où l'exige la situation.

Or, si l'essor des masses vers la lutte est encore si faible, si des couches très larges de la population travaillante italienne, et même de nos camarades, espèrent que l'affranchissement de l'esclavage fasciste viendra du Pape, de la social-démocratie, ou du Prince héritier, ou de l'Armée rouge, ou de la révolution chinoise ou hindoue victorieuse; bref, de tout, sauf de ses propres forces et de sa propre lutte, si, en même temps, la faiblesse du Parti est telle qu'il est dans l'impossibilité de bien orienter même ses membres — comment est-il possible de nier que le capitalisme italien a, peut-être, encore la possibilité de surmonter la crise actuelle comme il a surmonté les précédentes? Pour que le capitalisme italien n'ait plus de possibilité de surmonter la crise actuelle deux choses au moins sont nécessaires: 1) que le Parti soit réellement capable de se mettre à la tête des masses; à savoir: que le Parti réussisse, au cours de la lutte, à conquérir et à organiser les masses et, avant tout, les couches décisives du prolétariat; 2) que les masses interviennent dans la lutte avec un tel essor que les rapports de force actuels en soient renversés. Si ces deux conditions ne se vérifient pas (et elles se conditionnent mutuellement), alors le capitalisme italien aura la possibilité de surmonter et la crise actuelle, et encore d'autres crises qui se présenteront à l'avenir. Croire autre chose, ne signifie que s'amuser avec des phrases et être bien convaincu, au fond, que la révolution victorieuse nous sera donnée comme un cadeau par le développement spontané des

événements; tout comme ce même développement spontané nous aurait fait cadeau en Italie de la formation toute prête du bloc révolutionnaire ouvrier-paysan.

SUR LA NATURE DU FASCISME

Ercoli, Tasca et Cie., ont toujours considéré le fascisme essentiellement comme un mouvement des masses petites-bourgeoises de la ville et de la campagne. Ils considèrent le fascisme comme l'expression politique d'intérêts qui ne sont pas les intérêts de la bourgeoisie, ni les intérêts du prolétariat, mais les intérêts des couches moyennes. D'après eux, le fascisme était, à l'origine, un mouvement politique « autonome » s'opposant aussi bien au prolétariat qu'à la bourgeoisie, et, en particulier, aux grands intérêts financiers. Il en aurait été ainsi jusqu'à la Marche sur Rome. Avec la prise du pouvoir le fascisme aurait subi une espèce de métamorphose, de changement dans sa propre nature. Il aurait cessé, peu à peu, d'être l'expression des intérêts des couches moyennes de la ville et de la campagne pour devenir toujours plus l'élément unificateur des intérêts du capital financier, de la grande industrie, des grands propriétaires fonciers.

En partant de cette manière de considérer la nature et le développement du fascisme, le centre dirigeant de notre Parti est arrivé à la formule : « Fascisme équivaut Capitalisme », ce qui signifie que le fascisme est *devenu* (auparavant il ne l'était pas), l'équivalent du capitalisme. Sur la base de cette appréciation de la nature et du développement du fascisme, le Centre dirigeant de notre Parti en est arrivé à toute une série de positions complètement opportunistes.

Au moyen d'un procédé logique très compliqué, la première conclusion à laquelle notre Parti est arrivé, en plein accord avec l'Internationale Communiste, a été la suivante : en Italie, à l'ordre du jour, il n'y a pas une révolution prolétarienne à accomplir, mais une « révolution démocratique bourgeoise ». Cette perspective, que nous estimons en frappant contraste avec tout le développement historique de la société italienne, et qui aboutit à faire reculer la société italienne jusqu'aux années précédant 1870, trouve son expression parachevée dans une résolution adoptée à Moscou en janvier 1927 où elle est résumée dans la formulation synthétique de la « Révolution populaire ». Donc : première erreur capitale, fondamentale : la confusion de deux périodes historiques essentiellement différentes, et l'erreur de confier à une classe la tâche de refaire une révolution qui a été déjà faite par une classe qu'il faut actuellement enterrer. De cette erreur en découle une autre : celle de la « période de transition ». De l'opinion qu'à l'ordre du jour en Italie il y a la révolution démocratique-bourgeoise (au lieu de la révolution prolétarienne) on est arrivé à l'affirmation, (qui, au point de vue politique, a une grande importance, bien qu'elle puisse apparaître un lieu commun étant donné certaines prémisses), qu'entre la chute du fascisme et l'instauration de la dictature du prolétariat nous aurons en Italie une « période de transition » plus ou

moins longue, caractérisée par des luttes plus ou moins profondes suivant les rapports de force qui s'établiront et la capacité des masses, sous la direction de notre Parti, de transformer la « Révolution populaire » qui renversera le fascisme, en une révolution prolétarienne.

Comme on voit tout de suite, la « période de transition » a ici un caractère très précis : elle est donnée par la « Révolution Populaire » qui renversera le fascisme et qui constituerait le passage nécessaire pour arriver après à la Révolution prolétarienne.

Or, nous jugeons tout cela comme une véritable salade confectonnée au four opportuniste, incapable de saisir les faits tels qu'ils sont et tels qu'ils se développent.

Nous repoussons la conception selon laquelle le fascisme aurait été essentiellement le mouvement et l'expression des intérêts des couches moyennes des villes et des campagnes jusqu'à la conquête du pouvoir, et serait devenu, cette conquête achevée, l'équivalent du capitalisme. Nous repoussons aussi toutes les conséquences découlant de cette position que nous jugeons fausse.

A notre avis le fascisme, dès ses origines, doit être interprété comme l'ensemble des moyens que, dans la situation particulière italienne, la bourgeoisie italienne a été forcée d'adopter pour se défendre contre la vague révolutionnaire montante des masses, pour résoudre certaines questions inhérentes à sa propre réorganisation intérieure, et pour assurer sa propre situation de classe dominante. Bref, on doit affirmer que le fascisme italien n'est que la méthode particulière de domination à laquelle la bourgeoisie italienne, dans sa phase impérialiste actuelle a été réduite à recourir pour assurer sa propre domination.

Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que la bourgeoisie italienne, qui a réussi pour toute une période historique, à assurer et à développer sa propre domination au moyen de l'application de la méthode démocratique, s'est aperçue, à un moment donné, que cette méthode ne répondait plus, désormais, à son but. A la fin de la guerre les contradictions intérieures de la société italienne étaient extrêmement graves. D'un côté il y avait les larges masses d'ouvriers animés d'un esprit révolutionnaire développé, disposés et décidés à la lutte pour le renversement du régime capitaliste et l'instauration de la dictature du prolétariat à l'exemple du prolétariat russe ; (avec les ouvriers proprement dits il y avait les larges masses des salariés agricoles, des journaliers, des petits paysans et une partie considérable de la petite bourgeoisie urbaine). De l'autre côté se tenait la bourgeoisie, dans son ensemble. A l'usine, dans les campagnes, la discipline capitaliste était piétinée. Les grèves à caractère économique ou politique éclataient à tout moment. Les ouvriers obéissaient aux Commissions Intérieures de l'usine, à leurs propres Conseils d'Usine, et non pas aux représentants des patrons. Partout apparaissait l'emblème de la Faucille et du Marteau. Pour endiguer ce mouvement ouvrier impétueux et chaotique, manquant d'une discipline révolutionnaire (car alors manquait encore un Parti révolutionnaire) la bourgeoisie italienne créa dans un premier stade la *Guardia Regia* sans ren-

contrer la moindre protestation de la part des députés socialistes au Parlement. Mais la *Guardia Regia* ne suffisait pas à atteindre le but. D'abord, sa composition sociale ne l'indiquait pas tout à fait pour faire face aux ouvriers dans la rue. En outre, comme elle était un organe légal de l'Etat, elle devait agir suivant des règles déterminées qui, parfois, à la suite de la situation politique générale, en ralentissaient l'emploi. En troisième lieu, le Gouvernement ne pouvait pas trop recourir à la *Guardia Regia* pour ne pas se heurter à une opposition parlementaire trop forte qui, à cette époque, faisait « peur ». Enfin, la *Guardia Regia* servait particulièrement les intérêts d'un groupe bourgeois (le groupe Nitti), et pouvait être manœuvré contre l'autre groupe qui s'était particulièrement distingué pour l'intervention de l'Italie dans la guerre mondiale et pour l'aventure de Gabriele D'Annunzio à Fiume. Pour toutes ces raisons la bourgeoisie, après l'armistice, comprit la nécessité où elle était de susciter un autre mouvement susceptible d'être manœuvré au moment donné. Cet autre mouvement, en réalité, existait déjà : il était représenté par le mouvement de l'interventionnisme soi-disant révolutionnaire que la bourgeoisie italienne (en collaboration avec les millions de la bourgeoisie française) avait créé avant la guerre. Ce nouveau mouvement fut le mouvement fasciste. Le mouvement fasciste a été financé par la bourgeoisie italienne dès sa naissance, et, on peut l'affirmer, alors qu'il n'était qu'un mouvement d'intervention. Les « squadre di azione » (équipes d'action) étaient formées par des anciens bagnards qui s'étaient « rachetés » avec la guerre, par les résidus des bataillons d'assaut de la guerre impérialiste, par des éléments du « lumpenprolétariat » et elles étaient dirigées par des officiers de l'armée, pour une grande partie en service actif. La « création » du mouvement fasciste a permis à la bourgeoisie italienne d'altérer la méthode démocratique légale de répression avec la méthode extra-légale de la violence directe. Où l'on jugeait bon de les employer on appelait les policiers, la *Guardia Regia*, les gendarmes. Là où ils n'étaient pas jugés opportuns, on appelait l'équipe fasciste d'action qui, il ne faut pas l'oublier, opérait toujours sous la protection des forces de l'appareil étatique. Les gros industriels, la Banque, l'Etat, la presse bourgeoise, chacun de son côté, contribuaient par l'argent, par la fourniture d'armes et de moyens techniques, par l'exaltation dans les journaux, etc., à valoriser, à glorifier les « squadre d'azione » fascistes et les coups qu'elles infligeaient au prolétariat. Naturellement cette action n'était pas limitée au jeu des poignards et des bombes : elle était aussi une action politique. La stratégie de la bourgeoisie italienne sur ce terrain a été très simple. D'un côté elle s'efforçait d'endormir le prolétariat par l'opium du réformisme, par des mots démocratiques et progressistes prononcés à la Chambre des Députés ; de l'autre côté elle opérait pour séparer du prolétariat les paysans et la petite bourgeoisie urbaine. La tactique consistait à illusionner le prolétariat par des formules démocratiques et par certaines « concessions », tout en luttant pour abattre ce même prolétariat sous les coups de poignard et les bombes des « squadre d'azione » fascistes. En même temps les fascistes arboraient un programme fait exprès pour sé-

parer les paysans et les couches moyennes urbaines du prolétariat et les mobiliser contre lui. Dans ce programme on parle de la « terre aux paysans », de l'« abolition des « Mense vescovili » (prébendes de l'organisation de l'Eglise) », de « lutte contre la ploutocratie », de « république », etc., etc... Mais ce programme n'était, en réalité, qu'une manœuvre tactique accomplie par la bourgeoisie à travers le mouvement fasciste dans le but de mieux réaliser ses propres desseins. A peine le prolétariat fut-il affaibli ou battu, que la lutte commença contre les paysans « blancs » (catholiques) que les fascistes appelaient des bolchéviks en soutane. Et ainsi de suite. La défaite du prolétariat amena la défaite de l'ensemble des masses travailleuses italiennes.

Tandis qu'à un premier stade le mouvement fasciste extra-légal complétait la répression légale de l'Etat bourgeois, par la suite le mouvement extra-légal acquit une importance toujours grandissante. Le pouvoir étatique devint un élément subsidiaire, de couverture, dans la lutte armée contre le prolétariat. On arrive ainsi à la Marche sur Rome, qui ne représente nullement la conquête du pouvoir par la petite bourgeoisie, comme le disaient Tasca, Ercoli et Cie, mais représente, au contraire, le passage ouvert de la machine étatique aux mains du capital financier. Avec la Marche sur Rome la petite bourgeoisie et les couches moyennes voient barrée devant elles toute possibilité d'intervention directe dans les affaires de l'Etat. C'est donc justement le contraire de ce que les « majoritaires » ont affirmé, qui s'est produit dans la réalité!

Cette question aurait besoin d'être ultérieurement développée. Mais les quelques mots que nous en avons dit suffisent, à notre avis, à bien établir que le fascisme ne doit pas être compris comme un mouvement autonome de masses petites-bourgeoises qui, avec la Marche sur Rome, s'emparent du pouvoir, mais comme une méthode particulière de domination de la bourgeoisie dans une période donnée, et dans un milieu historique donné. La bourgeoisie a certainement réussi à mobiliser, grâce à cette méthode, des larges couches paysannes et petites-bourgeoises urbaines et même des couches ouvrières. Mais la direction effective du mouvement fasciste est toujours demeurée aux mains de la grande bourgeoisie, qui, par son entremise, a eu la possibilité de reprendre le contrôle politique sur des larges couches paysannes et petites-bourgeoises, et de briser le mouvement du prolétariat.

DE LA PERIODE DE TRANSITION

Nous avons vu ce que la direction du P. C. I. appelait « période de transition ». Actuellement, — surtout sous l'aiguillon de notre critique et pour rester à la surface avec le nouveau cours dans l'I. C., — cette direction a quitté soit ses positions de la « révolution populaire », soit ses positions sur la « période de transition ». Mais elle les a quittées à la légère, sans bien comprendre ce qu'elle mettait de côté, et sans bien comprendre par quoi elle remplaçait ces positions abandonnées. Si bien, que nous assistons au changement de scène suivant : tandis qu'hier encore on jugeait exalté ou

pire celui qui osait lutter contre la perspective de la « révolution populaire » en Italie, et contre la période de transition comme elle était comprise par la majorité, aujourd'hui on appelle opportuniste et on menace de mesures d'organisation le malheureux camarade de l'appareil ou de la base qui n'a pas encore réussi à bien se rendre compte du revirement de ses « chefs ». La majorité actuelle du C. C. de notre Parti ne se borne pas, aujourd'hui, à nier et à bafouer ce que, hier encore, de l'air le plus sérieux, elle avait appuyé et défendu. Avec le zèle particulier aux opportunistes désireux de faire à tout prix oublier les péchés du passé, la majorité tombe à présent dans l'excès opposé, bien que cet excès soit, en réalité, lié en fin de compte aux fautes identiques d'hier. Aujourd'hui la majorité du C. C. du P. C. I. nie que la bourgeoisie italienne puisse encore tenter la manœuvre inverse de la manœuvre accomplie par elle il y a huit ans, c'est-à-dire qu'on nie toute possibilité pour la bourgeoisie italienne de tenter d'une manière quelconque et avec quelque résultat, une manœuvre qui puisse ramener, au moins dans ses apparences extérieures, l'Etat italien sur des bases démocratiques. Elle estime que l'Etat italien ne peut que se « fasciser » davantage, et elle nie que sur cette ligne de « fascisation » il puisse y avoir des interruptions et des reculs.

Nous sommes au contraire d'avis qu'il n'est pas possible de nier d'une façon absolue la possibilité pour la bourgeoisie de tenter et d'accomplir des manœuvres très vastes qui puissent donner, pour une période indéterminée, l'illusion aux masses que la dictature ouverte du fascisme est finie et que dorénavant on reviendra sous l'empire de la loi « égale pour tous les citoyens » égaux entre eux. Nous estimons qu'il est faux d'identifier la ligne historique de développement d'un mouvement donné avec les étapes de ce mouvement, qui, dans leur ensemble servent à déterminer cette ligne historique. Par exemple : pouvons-nous exclure pour l'Italie la possibilité d'une situation dans laquelle la méthode fasciste de domination aura déjà fourni à la bourgeoisie tout ce qu'elle pouvait lui apporter ? A un moment donné du développement des contrastes de classe, quand le prolétariat aura recommencé à lutter d'une manière générale, quand le bloc révolutionnaire ouvrier-paysan sur le terrain de la lutte sera un fait accompli, et que la bourgeoisie constatera que même avec la méthode fasciste elle ne réussit plus à garder sa domination et, qu'au contraire, l'application ultérieure de cette méthode ne ferait que hâter la catastrophe, — à ce moment-là pourquoi donc la bourgeoisie n'essaiera-t-elle pas une diversion (la forme fasciste de sa domination ayant sauté sous l'action révolutionnaire des masses), des formes évidemment différentes des précédentes, à la forme de sa dictature démocratique ? Ne voyons-nous pas déjà sur la scène politique tout un personnel politique lié à des larges couches de la population italienne, qui gagne toujours davantage d'adhésions parmi les couches de paysans, de petits-bourgeois, et aussi dans une partie de la bourgeoisie, qui se détachent et s'éloignent de la direction idéologique et politique du fascisme ? Ce personnel politique n'est-il pas fourni par les cadres de la Concentration Antifasciste, composés de républicains,

de social-démocrates, de maximalistes, jusqu'à réunir, au point de vue politique, certains éléments bourgeois possédant encore une large influence et qui, peut-être, l'étendront encore (au sein de leur propre classe), tels que les ex-ministres Nitti, Sforza, etc.? Et la bourgeoisie ne pourra-t-elle pas, à travers ce nouveau personnel politique et avec une réadaptation à la méthode démocratique, reprendre le contrôle politique et d'organisation sur une partie au moins de ces couches sociales qu'elle perd aujourd'hui? Et la forme actuelle d'organisation de l'Etat, brisée par le développement de la Révolution prolétarienne, pourra-t-elle l'empêcher d'accomplir cette manœuvre?

Il est clair que la réalisation d'une telle manœuvre est subordonnée à toute une série de facteurs qui serviront à établir à ce moment donné et sur le terrain de la lutte réelle, les rapports concrets de force entre les classes. Par conséquent, comme il est absurde d'affirmer, dès aujourd'hui, que la bourgeoisie ne pourra pas accomplir une telle manœuvre, il est également absurde d'affirmer que cette manœuvre sera sans aucun doute tentée et effectuée. Mais, en raisonnant en marxistes, il est nécessaire de tenir compte aussi de la possibilité d'une telle éventualité, car, au point de vue historique et politique, elle n'est nullement exclue, et c'est seulement de cette manière que le Parti réussira à mobiliser les masses pour l'éviter ou pour la briser aux mains de la classe dominante. Le danger, au point de vue politique, est très grave, car la révolution prolétarienne n'est pas la résultante de procédés mécaniques : mais le résultat de l'intervention politique active de larges masses d'hommes prêts à tous les sacrifices pour atteindre la victoire. Or, une manœuvre politique qui trouve les masses non préparées à lui tenir tête, peut semer l'incertitude parmi ces masses, et même provoquer leur désagrégation pour une période plus ou moins longue. Et l'incertitude et la désagrégation des masses au point culminant de la lutte, lorsqu'il faut passer décidément le Rubicon, ou bien être vaincus, peut signifier la perte d'une occasion révolutionnaire pour des années entières.

Une manœuvre de ce genre a été tentée par la bourgeoisie italienne après le crime Matteotti, en 1924. Elle n'a même pas eu besoin de l'effectuer car il a suffi de la promettre pour désagréger d'un coup le soi-disant Aventin et pour déterminer des oscillations très sensibles dans les éléments dirigeants de notre Parti. Devant le mouvement de masses, Mussolini lança la promesse des élections générales. Et cette promesse a suffi pour faire s'écrouler d'un seul coup les plus fiers propos (il ne s'agissait que de propos) de lutte de la coalition aventinienne. A peine l'Aventin laissa percer son impuissance, Mussolini réavala sa promesse d'élections et prononça le discours du 3 janvier 1925 dans lequel il finit par disperser l'Aventin lui-même.

Donc, lorsque la direction du P.C.I. nie d'une façon absolue la possibilité pour la bourgeoisie d'une manœuvre du genre de celle que nous venons d'indiquer, elle ne fait que commettre une erreur énorme, de caractère infantile, en se berçant des illusions les plus fantasmagoriques. D'autre part, cette erreur est liée à la caractérisation que la

dite direction donne du fascisme, considéré par elle dans un premier temps comme l'expression politique et idéologique des intérêts des couches moyennes, et transformé ensuite en capitalisme sous la poussée de circonstances extérieures. La majorité considère le fascisme comme quelque chose qui s'est coilé à la robe de la bourgeoisie le long du laborieux chemin de celle-ci. Aujourd'hui la bourgeoisie ne pourrait plus se libérer de cette espèce de parasite car il lui est pénétré trop profondément dans sa chair jusqu'à se fondre avec elle. Le fascisme ne permettrait plus à la bourgeoisie de le chasser; il réagirait les armes à la main, etc., etc... Comme nous l'avons vu, considérer le fascisme de cette manière c'est une erreur qui contraste avec les origines, le développement et la nature elle-même du mouvement fasciste en Italie.

DE LA NATURE DU PARTI

Mais nous sommes en désaccord avec la direction actuelle du P. C. I. non seulement sur l'analyse de la situation économique italienne, sur la nature du fascisme, etc., mais aussi sur toute une série d'autres problèmes que nous avons déjà abordés en partie, mais sur lesquels il sera bien de revenir.

Ainsi nous sommes en opposition aussi sur le problème particulièrement important de la nature du Parti de la classe ouvrière, du Parti Communiste. Cette divergence a surgi apparemment dans une circonstance occasionnelle : en réalité elle existait avant qu'une discussion avec Ercoli eut donné à cette opposition une forme précise et définie. La définition récemment donnée par Ercoli dans une discussion à Moscou sur la nature du Parti est la suivante : « *Le Parti est une chose artificielle* ». Entre toutes les définitions qui ont été jusqu'ici données sur le Parti, la définition d'Ercoli brille pour son caractère aventuriste, par son manque de tout lien avec la classe et avec la situation dans laquelle la classe agit et lutte. Mais cette définition du Parti comme une chose artificielle correspond exactement à la politique que le centre dirigeant du P. C. I. a menée et veut continuer à mener en Italie. Si le Parti est une chose artificielle, il est clair qu'artificiels sont aussi les rapports qui s'établissent entre le Parti et sa classe : la classe ouvrière. Mais alors les rapports qui s'établissent entre la classe ouvrière et les autres classes de la société sont aussi artificiels. Et, comme la société n'est qu'un système de rapports entre les classes, il résulte que la société elle-même, toute entière, est une chose artificielle; et artificiel est le milieu dans lequel la société vit... etc... En poursuivant sur cette voie, on arrive à admettre que la société et l'univers sont produits par l'esprit : à savoir, l'on arrive à Dieu! Ercoli n'est pas encore arrivé à Dieu, mais il est quand même allé si loin, qu'il a révélé ce qu'il a toujours été : un petit bourgeois opportuniste, imbibé de lieux communs philosophiques, incapable de toute élaboration personnelle des problèmes, désireux de rester toujours à la surface, et capable de changer d'opinion sur le même problème à chaque minute s'il s'aperçoit que cette conversion lui permet de rester du côté du manche.

Justement parce que le Parti est considéré comme une « chose artificielle », justement parce qu'on juge que tout est artificiel dans la société, il arrive que la méthode dialectique du marxisme est remplacée par des schémas intellectuels. A l'étude et à l'interprétation des faits réels on substitue les « produits de l'esprit ». De cette manière l'on voit le bloc révolutionnaire ouvrier-paysan tout prêt. On voit les masses des paysans chassant les fascistes; les colonnes de chômeurs, les « marche de la la faim », se ruant et mettant en déroute les gendarmes, etc., etc... On arrive à voir tout ce que l'on veut. Mais ce que l'on voit n'existe, en réalité, que dans la pensée, que dans l'imagination. Il est clair que de cette manière on se barre le chemin non seulement pour conduire une bonne politique prolétarienne, mais aussi pour conduire une politique quelconque; on oscille continuellement d'un pôle à l'autre de l'opportunisme le plus avéré à l'ultra-gauchisme le plus fanfaron.

Avec la conception que les dirigeants actuels ont du Parti, on arrive nécessairement à fausser toute chose. Aussi les faits réels sont adaptés et présentés dans une lumière entièrement fausse. Le fait que des fascistes frappent à sang un ouvrier est décrit comme un conflit armé entre fascistes et ouvriers dans la rue. Les mots d'ordre du Parti au lieu d'être lancés en fonction de la ligne générale du mouvement et en tenant compte des rapports de forces réels entre le prolétariat et les masses travailleuses et leurs ennemis, découlent de constructions purement abstraites. La ligne politique du Parti change à tout moment et devient un galimatias incompréhensible. En un mot : on foule aux pieds le marxisme et l'on tombe, quatre-vingt années après la parution du *Manifeste des Communistes*, dans l'utopisme contre-révolutionnaire.

Nous sommes, au contraire, persuadés, que le Parti communiste est et doit être l'avant-garde de la classe ouvrière, sa partie la plus consciente, la plus combattive, la partie capable de résoudre tous les problèmes en fonction des intérêts de classe du prolétariat, et qui est capable de mener le prolétariat à la lutte et à la victoire. Au fond, c'est justement de ces deux conceptions opposées qu'on a de la nature et de la fonction du Parti, que découlent les différends entre l'opposition communiste et la bureaucratie de la direction officielle, au sein du P. C. I.

LA SOCIAL-DEMOCRATIE

La social-démocratie italienne est divisée en trois courants déterminés politiquement et par l'organisation.

Le premier courant se rattache au groupe *Problemi del Lavoro*, revue légalement éditée en Italie. A ce groupe appartiennent presque tous les anciens dirigeants de la C. G. T. italienne et des plus importantes Fédérations Nationales de Métier. Ses personnalités les plus en vue sont : Rinaldo Rigola, Ludovico d'Aragona, Battista Maglione, Reina, Azimonti, etc... L'organisation de ce groupe (organisation légale) est essentiellement une organisation de cadres. Elle a des ramifications dans les villes les plus importantes du Nord, particulièrement à Turin, Milan, Gènes. Dès la promulgation des

lois d'exception (novembre 1926) à aujourd'hui, l'organisation des « Problemi del Lavoro » a tenu des conférences dans lesquelles elle a fixé les lignes de son programme et de sa tactique. Bref : la position de ce groupe est la suivante : elle affirme les idées fondamentales du socialisme réformiste et sa confiance dans le triomphe final du socialisme. Elle affirme la lutte de classe : mais elle juge que cette lutte doit être comprise « non comme un élément de désagrégation de la société », mais, surtout dans les périodes de crise, elle doit savoir faire place à la collaboration de classe. Elle se déclare contre le fascisme, mais elle accepte la situation de fait telle qu'elle est, et reconnaît que, sous certains aspects, le fascisme n'a fait que réaliser une partie du programme réformiste surtout en ce qui concerne l'intervention de l'Etat dans les différends entre « capital et travail », dans la législation sociale. Elle accepte l'organisation syndicale fasciste corporative, mais elle voudrait que dans cette organisation tout privilège fut aboli, et surtout elle voudrait que « les saines énergies du travail » eussent la possibilité de mieux marquer leur influence et leur poids. Surtout elle voudrait que le corporatisme fasciste masque un peu mieux son contenu politique, de manière à pouvoir entraîner les masses dans son sillon avec plus de facilité, à ce qu'elles y adhèrent spontanément et qu'elles n'y soient pas incorporées par la force, comme cela se passe actuellement. En ce qui concerne le Gouvernement fasciste, elle a adopté une position de collaboration à peine limitée par quelques réserves en ce qui concerne le régime « totalitaire », qui ne permet pas à toutes les forces « soucieuses du bien commun » de collaborer directement avec le Gouvernement.

Ce groupe est celui qui, pour ne pas créer de difficultés au fascisme, a proclamé, en janvier 1927, la dissolution de la C. G. T. italienne. Ce groupe est dans des rapports « de cordialité » avec Amsterdam. En effet, Citrine et Sassenbach ont fait un voyage en Italie précisément pour prendre des contacts avec lui, et pour examiner avec lui toute une série de questions. Le groupe « Problemi del Lavoro » affirme que sa ligne de conduite envers le fascisme rentre en plein dans le programme et la tactique d'Amsterdam qui, on le sait, collabore dans tous les pays avec les différentes bourgeoisies nationales soit sur le terrain économique-industriel, soit sur le terrain politique. Il ne voit pas par conséquent quelles raisons pourraient empêcher la social-démocratie italienne de collaborer avec sa propre bourgeoisie, même si cette bourgeoisie, à un moment donné, est devenue fasciste.

Le deuxième courant de la social-démocratie italienne est formé par le noyau dirigeant du Parti Socialiste des Travailleurs Italiens, constitué après la scission de Rome en 1922. Parmi ces personnalités notons : Filippo Turati, Claudio Treves, Bruno Buozzi, Modigliani. Ce courant, qui se rattache directement aux positions de Matteotti, est proscrit par le Gouvernement fasciste. Ses cadres dirigeants vivent dans l'émigration, en France, où a été transférée la direction du Parti Socialiste des Travailleurs Italiens qui édite une revue à lui, paraissant tous les 15 jours : *Rinascita Socialiste*.

Les positions politiques de ce courant sont dans leur substance

celles de la social-démocratie internationale. Ce courant considère le fascisme comme un phénomène pathologique d'après-guerre. Il n'est pas l'expression des intérêts nouveaux et des nécessités nouvelles de la bourgeoisie dans un moment historique donné et dans des conditions déterminées : mais il incarne l'éruption morbide de tous les sentiments, de toutes les rancunes, de toutes les haines allumées par la guerre au sein de la société, et qui, comme tels, peuvent aussi être exploités par la bourgeoisie (et particulièrement par ses couches les plus parasitaires) pour ses propres intérêts. Pour ce courant, le fascisme, en définitive est indépendant des classes et vit en exploitant soit le prolétariat soit la bourgeoisie sur laquelle il opère un chantage. Par conséquent le fascisme ne sera pas renversé par la révolution prolétarienne, mais par tout le peuple italien (bourgeoisie comprise), qui s'insurgera contre cette espèce d'armée d'opresseurs. Dans cette lutte contre le fascisme, le courant social-démocrate dont nous nous occupons, fixe, mais seulement en paroles, une grande tâche au prolétariat. Il affirme que le prolétariat doit être à la tête de la lutte libératrice, que sa tâche principale est d'affranchir la société italienne du fascisme. Et pour atteindre un tel but le prolétariat devra quitter toute idée de « sopraffaction de classe », tout résidu de bolchévisme, et se placer entièrement et sans réserves sur le terrain de la démocratie.

Ce courant est le courant officiellement reconnu par l'Internationale de Zürich et par l'Internationale d'Amsterdam. Ses bases sociales sont constituées en partie par le prolétariat, par des larges couches de salariés agricoles, par des couches d'intellectuels des professions libérales et de paysans. A l'étranger, ce courant est la colonne vertébrale de la « Concentration Antifasciste », espèce de cartel entre les différents partis politiques qui se réclament de l'antifascisme et exerçant une certaine influence parmi les masses italiennes paysannes émigrées dans le Sud-Est de la France.

En Italie ce courant a gardé ses cadres presque intacts. Ses cadres sont formés par les anciens rédacteurs des journaux socialistes locaux, par des anciens secrétaires de Fédérations provinciales, par des anciens organisateurs syndicaux, secrétaires de Bourses de Travail, de Ligues de résistance, par des membres d'anciennes Commissions Intérieures d'usine, par quelques anciens secrétaires de Fédérations Syndicales nationales, par d'anciens députés à présent en prison ou déportés. Ces derniers temps ce courant s'est renforcé à la suite de la scission qui s'est déclarée au sein du Parti Socialiste Italien (maximaliste) dont l'aile droite (plus de la moitié des affiliés actuels) a décidé de fusionner avec le Parti Socialiste des Travailleurs Italiens.

Au sein de ce courant officiel de la social-démocratie italienne se développe depuis longtemps une discussion autour de la thèse sur la nécessité de faire renaître en Italie le Syndicat libre, vu que, au point de vue légal, ce syndicat n'aurait pas été dissout par les lois fascistes. Ce point de vue est appuyé de façon particulière par Modigliani, ex-député réformiste de Livourne. Concrètement il s'agirait de reconstituer en Italie, et légalement, l'ancienne Confédération Générale du Travail, que d'Aragona et associés avaient pro-

clamé dissoute. La tâche du Syndicat libre devrait être la suivante : défendre à la fois les intérêts des ouvriers et des entrepreneurs mieux que ne le fait le syndicat fasciste. D'après Modigliani, le syndicat fasciste coûte très cher, aussi bien aux ouvriers qu'aux patrons; il représente une sorte de pompe aspirante suçant le sang des ouvriers et des industriels. Le « Syndicat libre » pourrait donc, en concurrence avec le syndicat fasciste, défendre à la fois les intérêts ouvriers et patronaux et devenir à la fin l'élément d'organisation unificateur du prolétariat et de la bourgeoisie « intelligente et progressiste », contre le fascisme réactionnaire et voleur.

Telle est la thèse ouvertement appuyée. Mais en réalité cette thèse n'est qu'un déguisement pour mieux tenter une « compromission » avec le fascisme. Le prix de cette « compromission » devrait justement être la concession effective de la part du fascisme du droit syndical. Ceci pour le moment. Après l'on verra.

Le troisième courant de la social-démocratie italienne est constitué par le Parti Socialiste Italien qui a, lui aussi, transféré à l'étranger son siège et son organe central, *l'Avanti*, qui s'édite actuellement, en format réduit et hebdomadairement, à Paris. L'élément le plus représentatif de ce courant est Angélica Balabanof. Le Parti Socialiste Italien qui, en 1920, avait environ 200.000 adhérents est actuellement réduit à en glaner quelques centaines éparpillés dans tous les pays du monde. Depuis janvier 1921 (date de la fondation du Parti Communiste d'Italie), jusqu'à aujourd'hui, ce parti est passé par toute une série de scissions. La première a donné naissance à notre Parti; de la deuxième naquit en 1922 le Parti Socialiste des Travailleurs Italiens; la troisième, en 1924, portait au Parti Communiste la fraction Troisième-Internationale représentée par Serrati; la quatrième, qui s'est produite en mars dernier, a porté la majorité des affiliés survivants du Parti Socialiste Italien dans les rangs du Parti Socialiste Italien des Travailleurs. Actuellement ce troisième courant de la social-démocratie italienne exerce une influence presque nulle tant parmi les masses émigrées, qu'en Italie. Sa base est une base ouvrière, mais presque entièrement d'aristocratie ouvrière. Son journal fait un abondant usage de phraséologie révolutionnaire, mais sa politique est platement suiveuse. Ce courant a toujours suivi les réformistes dans toutes leurs manœuvres politiques tout en se réservant le droit aux « distinguo » et aux murmures quand la possibilité s'en offrait. Ses chefs en Italie se sont presque tous disqualifiés à cause de leurs compromissions personnelles avec le fascisme; et à l'étranger il est représenté par Angélica Balabanof, ce qui suffit à souligner la consistance idéologique et politique de ce courant.

On ne peut pas parler de la social-démocratie italienne et de ses différents courants sans parler aussi de la « Concentration Antifasciste ».

Cette Concentration Antifasciste, nous l'avons dit, est un cartel de Partis, qui trouvent chacun leur dénominateur commun au sein de la Concentration en question. Y adhèrent : le Parti Socialiste des

Travailleurs Italiens, le Parti Socialiste Italien (1) et le Parti Républicain Italien. Y adhèrent aussi : le Bureau de Paris dirigé par Buozzi et la Ligue Italienne des Droits de l'Homme (L. I. D. U.). Dans un premier moment y adhéraient aussi les Populaires catholiques émigrés qui en sont sortis après par suite de divergences trop graves d'ordre politique et idéologique.

En réalité cette Concentration Antifasciste, ce Cartel des Partis, doit être considéré comme une espèce de parti social-démocrate unifié, accordant une large autonomie aux différentes fractions qui le composent. Ce cartel en effet existe déjà depuis trois ans et mène une lutte politique contre le fascisme sur laquelle tous les Partis adhérents sont d'accord. Le programme de la Concentration Antifasciste est le suivant : « Lutte contre le fascisme; retour à la démocratie; République démocratique des Travailleurs Italiens ».

L'organe officiel de la Concentration Antifasciste, *La Libertà*, est éditée à Paris avec un tirage de 8.000 exemplaires.

La Concentration Antifasciste a aussi ses ramifications en Italie, vivant sur la même base qu'à l'étranger, sur la base de petits cartels locaux de Parti. Naturellement son organisation est secrète; mais la démonstration de son activité nous est donnée par la parution (dans ces temps derniers intensifiée) de sa presse clandestine dans différentes villes d'Italie comme Milan, Udine, Vicenza, Rome, Naples, Turin, etc...

Quelles sont les perspectives sur ces courants social-démocrates et sur la Concentration Antifasciste? Concrètement : quelles sont les perspectives sur le rôle de la social-démocratie italienne dans la crise italienne?

La majorité du C. C. pense que la social-démocratie italienne s'insérera dans le fascisme, en suivant sur ce terrain le chemin parcouru par le groupe Rigola-d'Aragona. En même temps la majorité du C. C. note dans la social-démocratie italienne un large processus de désagrégation politique et morale qui la condamne à la nullité politique. Comme nous l'avons dit, pour la majorité, la social-démocratie « fait rire », elle « ne pourra pas être le bourreau du prolétariat italien ».

A une telle perspective nous opposons :

1) Que l'insertion du groupe Rigola-d'Aragona dans le fascisme est une insertion relative. En effet, ce groupe, bien qu'en collaborant aujourd'hui avec le fascisme sur le terrain que le fascisme lui a assigné, confirme ses principes social-réformistes. Ce fait a une double importance : a) ce groupe réussit aujourd'hui à entraîner une partie de la classe ouvrière et des masses laborieuses à la collaboration avec le fascisme, ou tout au moins à la non-résistance à sa politique; b) ce groupe a la possibilité de ne pas se couper toute issue pour l'avenir, de façon que lorsqu'une crise profonde se vérifiera et que la méthode ouverte de domination fasciste se révélera usée et désormais inutile, il pourra constituer l'instrument d'une nouvelle manœuvre de la bourgeoisie italienne qui, en aban-

(1) Tout dernièrement, ce parti est sorti de la Concentration Antifasciste.

donnant quelques formes extérieures de sa propre domination, pourra mieux assurer la substance de cette même domination.

2) Lorsqu'on parle de la social-démocratie italienne on ne doit pas avoir uniquement sous les yeux les quelques chefs qui se trouvent aujourd'hui dans l'émigration : il faut voir ses bases sociales et les cadres qu'elle possède en Italie. Or, il est indéniable que, plus la crise politique italienne empirera, plus les bases sociales de la social-démocratie (opprimée par le fascisme) deviendront actives contre le fascisme; et il est certain aussi, qu'une partie des cadres actuels de la social-démocratie seront à leur tête tout au moins pour leur donner des conseils de prudence et pour éviter que, avec la *forme* fasciste de domination bourgeoise en Italie, elles ne renversent aussi la *substance* de cette domination. Donc nous aurons certainement des couches très larges de social-démocrates qui, non seulement *ne s'inséreront pas* dans le fascisme (comme l'a fait le groupe Rigola-d'Aragona), mais qui se battront dans des formes plus ou moins aiguës contre le fascisme.

3) En ce qui concerne les chefs de la social-démocratie, on ne peut pas exclure évidemment, que des phénomènes d'insertion personnelle dans le fascisme aient lieu. Mais cela n'a rien à voir avec le rôle de la social-démocratie en tant qu'organisation politique. Il est possible qu'une compromission se vérifie entre social-démocratie et fascisme sur des bases plus ou moins larges de possibilités de manœuvre de la part de la social-démocratie. On sait, en effet, qu'un émissaire fasciste a eu une rencontre avec Bruno Buozzi pour l'inviter (avec ses camarades) à rentrer en Italie où il aurait obtenu des postes responsables. Buozzi a répondu par une lettre ouverte publiée dans la presse concentrationniste de l'émigration, dans laquelle les conditions suivantes sont posées pour un retour éventuel en Italie :

- a) amnistie aux prisonniers politiques;
- b) liberté de réunion, d'organisation et de presse sur la base de la démocratie.

Conditions qui, en fait, impliqueraient l'élimination du fascisme. Mais il n'est pas permis d'exclure que ces conditions puissent subir des atténuations, et que la social-démocratie puisse se contenter de quelque chose de moins pour rentrer en Italie et développer au grand jour un travail politique déterminé. Cela dépendra surtout de l'allure de la crise italienne, de son développement plus ou moins rapide. Mais en tout cas nous ne voyons pas pour quelles raisons la social-démocratie irait volontairement vers son suicide en s'insérant dans le fascisme, c'est-à-dire en devenant elle-même fasciste. Une manœuvre de ce genre signifierait pour la social-démocratie ne pas apporter les masses, c'est-à-dire ses bases sociales, au fascisme, mais passer au fascisme sans les masses, c'est-à-dire capituler purement et simplement devant le fascisme. Une telle manœuvre ne servirait ni à la social-démocratie, ni au capitalisme italien. Le rôle de la social-démocratie n'est pas de défendre la méthode fasciste de domination bourgeoise, mais de défendre la bourgeoisie par l'application de la méthode susceptible d'entraîner dans le sillon de l'Etat bourgeois les masses sur lesquelles la social-

démocratie s'appuie, c'est-à-dire par l'application de la méthode « démocratique ». De son côté la bourgeoisie n'a pas besoin de la capitulation d'un petit groupe de généraux sans soldats : elle a besoin de l'adhésion politique à sa propre domination des couches de masse les plus larges possibles. Or, à mesure que la crise empire, la bourgeoisie perd le contrôle politique non seulement sur les bases sociales de la social-démocratie, mais aussi sur les bases sociales des anciens partis démocrates. Une nouvelle liaison politique avec ces masses ne peut donc se vérifier par un simple passage des chefs social-démocrates au fascisme, mais par un changement plus ou moins profond des méthodes de domination politique et par un remplacement plus ou moins large du personnel politique attaché à la direction des organes dirigeants de l'Etat. Voici alors apparaître l'utilité de la social-démocratie en tant qu'élément de conservation et de défense de la société bourgeoise; non dans le sens que la social-démocratie passe au fascisme, mais parce qu'elle permet à la bourgeoisie de changer encore sa propre méthode de gouvernement, sans que cela puisse signifier, implicitement, faire sauter sa propre domination de classe.

Il est clair que ce que nous venons de dire ne signifie nullement qu'il faille attribuer à la social-démocratie italienne un caractère révolutionnaire en face de la situation italienne et du régime fasciste. Au contraire, le rôle de la social-démocratie est franchement contre-révolutionnaire, aussi, — et surtout — en Italie. Ce rôle réactionnaire *ne commencera pas demain* quand le fascisme périlitera : il est en action depuis plusieurs années. Pour s'en convaincre il suffit de se rappeler que la social-démocratie lutte contre le fascisme non pour renverser la bourgeoisie et instaurer la dictature du prolétariat, mais pour *rétablir* la démocratie. Or, *une telle restauration ne pourrait être qu'une nouvelle défaite de la révolution prolétarienne en Italie*. Il est clair aussi que la social-démocratie au pouvoir n'hésitera pas à recourir à la violence légale et extra-légale contre le prolétariat révolutionnaire toutes les fois que les intérêts de classe généraux de la bourgeoisie le réclameront. Ce qui est prouvé par l'expérience internationale. Et le reproche que les social-démocrates italiens se font à eux-mêmes, c'est de ne pas avoir prévenu le fascisme, par une lutte violente contre les révolutionnaires et les communistes.

**

Nous aurions maintenant quelques autres problèmes à traiter, et surtout le problème de l'organisation et le problème des Communes, sur lesquels la discussion a été très animée au sein des organes dirigeants du P. C. I.

Pour le moment nous nous bornerons à souligner seulement que sur le problème de l'organisation, la ligne indiquée par l'opposition s'est montrée entièrement juste; et c'est sur cette ligne que le Parti devra travailler encore pour longtemps s'il veut substituer le travail effectif et la lutte réelle contre le fascisme, à la phrase vide et au bluff qui le démoralise et le désagrège. Quant au problème des

communes, nous remarquons que, faute d'arguments, les bureaucrates de la direction officielle, en sont réduits à fausser sciemment et grossièrement les positions adoptées par les camarades de l'opposition communiste. Leur crainte de la discussion sur ce problème est telle, par exemple, qu'en dépit d'une décision précise du Bureau Politique, ils se sont refusés à intervenir dans la discussion sur ce sujet pendant le Présidium du mois de février. Remarquons aussi que le Parti a maintenant un mot d'ordre (la Commune aux travailleurs) de pure marque *centriste*. C'est un mot d'ordre nettement anti-léniniste et qui repose sur la théorie social-démocrate de la possibilité, pour l'Etat bourgeois, et pour ses organes, de se transformer d'instrument d'oppression en instrument d'émancipation du prolétariat et des masses travailleuses. Voilà le fond de la critique de l'opposition communiste au mot d'ordre concernant les Communes, qui a été lancé par la direction officielle. Quant aux points de vue personnels des camarades de l'opposition, sur ce sujet, nous n'avons aucune difficulté à déclarer qu'ils ne sont pas unanimes. D'ailleurs, le problème est tellement important non seulement pour l'Italie mais pour nombre de pays capitalistes qu'on peut très bien concevoir que le dernier mot ne soit pas encore écrit là-dessus.

Mais n'anticipons pas. Nous nous réservons de traiter dans d'autres articles ce problème d'un intérêt extrême pour le P. C. I. et pour toute l'Internationale.

BLASCO.



Lettres de la Fraction de Gauche Italienne et du camarade Trotsky

II

LETTRE DE LA FRACTION DE GAUCHE ITALIENNE AU SECRETARIAT INTERNATIONAL PROVISOIRE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE DE GAUCHE

Chers camarades,

1°) Les promoteurs de la conférence ont précisé que leur but proposé était de préparer l'unification des groupes oppositionnels à l'échelle internationale. Dans ce but et pour ces fonctions un secrétariat a été constitué.

L'importance de ces faits ne se mesure pas à l'importance et aux forces des groupes convoqués et représentés — mais au fait que la constitution d'un secrétariat pour l'unification des groupes oppositionnels marque une étape importante dans le processus de la crise communiste. La façon d'engager ce travail, aussi bien du point de vue du programme en général que du point de vue de l'organisation, une méthode qui ne garantirait ni de la confusion, ni du désarroi, peut avoir pour conséquence funeste l'aggravation du processus de la crise communiste (bien que les promoteurs aient évidemment l'intention contraire).

En effet, l'unique sauvegarde contre l'aggravation de la crise communiste, c'est de développer, à travers les luttes du prolétariat, les capacités de redressement de la gauche contre la floraison de duplicité, d'intrigue, et d'assassinats de l'opportunisme patronnée par la direction de l'Internationale Communiste.

Engager le cours difficile du développement de la gauche communiste — à l'échelle nationale et internationale — sur la convocation d'une conférence fondée sur une base fausse, cela revient à préparer les conditions qui obscurciront la perspective du salut du mouvement communiste par sa cristallisation autour des fractions de gauche. L'unification éventuelle de ces fractions étant sujette à des crises profondes à cause des erreurs originelles, conduira — après une première période de détente et d'enthousiasme de l'avant-garde du prolétariat — à une grave dispersion, qui, loin de nous faire avancer, nous fera reculer dans l'accomplissement de notre tâche au service de la cause révolutionnaire.

2°) Le développement de l'activité des groupes d'avant-garde

prolétariens est fonction de l'examen du rapport des forces entre les classes, du degré atteint par l'opportunisme dans sa fonction de corruption de l'avant-garde prolétarienne, de l'état de dispersion et de dégénérescence du mouvement prolétarien en général.

La défense des positions communistes dans l'Internationale Communiste a certainement été pour le prolétariat une question qui a présenté d'énormes difficultés, beaucoup plus grandes que celles, par exemple, de la défense des positions prolétariennes dans les partis de la Deuxième Internationale. La révolution victorieuse en Russie a représenté et représente encore le point de rupture du régime historique de domination du capitalisme, non seulement en Russie mais dans le monde entier. A des événements d'une telle importance, devaient correspondre des difficultés et des dangers d'une gravité égale.

Le cours de la lutte de classes, à l'échelle mondiale, a été marqué par le développement croissant des solutions non-communistes en Russie et dans l'Internationale.

Aux succès remportés dans la constitution des partis communistes dans l'atmosphère enflammée de l'immédiat après-guerre, a succédé un arrêt dans une période d'atténuations passagères des manifestations de la crise du capitalisme. Dans cette période a commencé le processus de regroupement des éléments et des idéologies non communistes. C'était le prologue de la lutte contre le courant prolétarien et communiste. Alors s'enregistrait la défaite allemande, se préparaient les batteries de la lutte contre le « trotskysme », tandis que la gauche italienne était placée dans la nécessité de renoncer à la direction de la lutte révolutionnaire en Italie, bien que la majorité du Parti l'y ait appelé. A cette période succéda une nouvelle aggravation de la crise du capitalisme en Europe et dans les colonies à laquelle correspondit le regroupement des forces contradictoires à l'intérieur de la Russie et des Partis communistes, et à leur consolidation, surtout en ce qui concerne les forces de l'opportunisme.

Les événements d'Angleterre, de Chine et de Russie sont marqués par un élan impétueux des masses en Angleterre et en Chine et d'une recrudescence de la campagne de l'opportunisme contre la gauche dans le Parti russe, dans le Parti italien et contre tous les groupes ou éléments qui, dans les autres Partis, ont fait entendre leur voix en accord avec le chef de la gauche russe, le camarade Trotsky.

Le fait qu'en Angleterre et en Chine n'existait pas une fraction de gauche, ou au moins un courant capable de se transformer au cours des événements en fraction et de prendre la direction du mouvement des masses — a conduit dans cette période aux succès du capitalisme et de l'opportunisme — et à la défaite des masses et de l'action de la gauche à l'intérieur de l'Internationale.

Dans cette période, à l'intérieur des Partis, l'action de la gauche s'oppose aux succès de l'opportunisme et tend à opérer un regroupement des forces prolétariennes et communistes en menant une lutte de « tendance » qui respecte la discipline intérieure du Parti.

Le 15^e Congrès du Parti russe, l'Exécutif élargi qui suivit, les

événements qui précéderent, posent la « tendance » de gauche devant l'obligation de se transformer en « fraction » ayant pour objectif le regroupement de la partie la plus saine de l'avant-garde prolétarienne, afin de la mettre en état de résister à l'épanouissement de l'opportunisme et — en intervenant avec une position politique et une organisation autonomes, dans toutes les manifestations de l'activité des Partis communistes — de pouvoir s'insérer dans la recrudescence des mouvements révolutionnaires pour y constituer une base pour la formation rapide de l'indispensable direction révolutionnaire.

Les succès du capitalisme jusqu'en 1927, le plus important de tous : le triomphe de l'opportunisme, à l'intérieur de l'Internationale, ont rendu extrêmement difficile le travail de démarcation de la fraction de gauche. D'autre part les circonstances matérielles placèrent dans des conditions de liaison internationale extrêmement difficiles le groupe de la gauche russe. Ces difficultés objectives se sont sensiblement aggravées du fait que, avec des objectifs différents de ceux d'une fraction, avec une base politiquement extrêmement confuse, certains groupes (Ruth Fischer, *Contre le Courant, Redressement Communiste*) ont assumé le rôle de centre de liaison internationale. A toutes ces manifestations, la gauche italienne a toujours été étrangère malgré les thèses de Piatkov écrites contre elles en 1927.

Quand au triomphe de la droite a succédé dans l'Internationale le triomphe du centrisme contraint d'encadrer toute son activité dans une lutte acharnée et sanglante contre la gauche, quand a été instauré le cours de zig-zags de l'utopisme anti-communiste, alors les fractions se sont vues dans la nécessité d'établir une série de positions politiques autonomes pour intervenir, non pas obligatoirement dans toutes les manifestations centristes, mais d'une façon directe dans le processus de la lutte de classes sans passer à travers les rouages de l'activité des partis communistes officiels.

Autrement les fractions auraient été submergées dans le flux des catastrophes de l'utopisme centriste. Et les masses auraient confondu la politique du centrisme avec la politique du communisme, déviant vers l'anarchisme et la social-démocratie.

Dans la phase actuelle marquée par le raffermissement de la contre-offensive du capitalisme, l'extrême aggravation de la crise des Partis communistes et l'évolution criminelle de la politique centriste, le problème essentiel pour les fractions communistes apparaît ainsi : « *délimiter une activité propre, circonscrire ses propres positions politiques, en appeler directement au prolétariat, projeter les rails de la fraction comme les seuls qui pourront conduire à la solution communiste de la crise* ».

3°) Il est d'une évidence incontestable qu'une telle fonction ne peut être accomplie que par une coordination des fractions à l'échelle internationale. Comme il est dit dans le § 2, nous nous référons aux conditions objectives favorables à la constitution d'un secrétariat international de l'opposition.

Il reste à établir comment, avec quelles tâches, sur quel programme de base, avec quel système d'organisation un tel bureau doit

travailler pour atteindre l'unification des oppositions dans l'état actuel des groupes des divers pays.

Sur ce terrain comme sur les autres, l'expérience est riche en enseignements. Le facteur le plus instructif sur ce point est pour nous l'étude de l'action de la gauche dans les vieux partis socialistes et la Deuxième Internationale.

A ce propos, il importe de souligner avec le **maximum** d'évidence que la trahison de 1914 avait posé brutalement et directement les conditions objectives pour la création de la Troisième Internationale. Le fait que Lénine ait attendu des années pour donner le mot d'ordre de la fondation des Partis communistes, doit s'expliquer uniquement par la considération des rapports entre les classes pendant la guerre. Mais en ce qui concerne les rapports entre les réactions prolétariennes des divers pays devant la trahison de 1914, il faut retenir cette expérience, étant bien entendu que la mort de la seconde Internationale était déjà scellée.

Le fait que les bolcheviks étaient à Zimmerwald et à Kienthal aux côtés des opportunistes de la pire espèce et le fait que ceci n'avait pas eu de conséquence grave même pour les bolcheviks (et Lénine avait pris des précautions d'organisation et politiques de premier ordre) s'expliquent par la considération, déjà faite, que la II^e Internationale était effondrée, que le mouvement prolétarien — si l'on se réfère à l'organisation — était rasé et qu'il s'agissait non pas de reconstruire immédiatement la nouvelle Internationale, mais d'appuyer l'action internationale contre la guerre impérialiste.

La situation actuelle est, par contre, caractérisée par le fait que la III^e Internationale n'est pas écroulée, que la dictature du prolétariat n'est pas écroulée, que le mouvement communiste n'est pas rasé. Naturellement tous ces faits doivent être sérieusement considérés en tant que perspectives aux situations de demain et les fractions doivent se préparer à y faire face. Aujourd'hui il s'agit d'éviter ces catastrophes, et surtout d'éviter de sombrer, nous aussi, fraction de gauche, dans cette catastrophe. Or on peut y sombrer soit par suite d'une conception fausse de la politique de faillite du centrisme, soit en posant d'une façon fausse les problèmes nationaux et internationaux des fractions de gauche.

En effet, rien n'exclut, au contraire, tout fait prévoir, que les mouvements de masses reprendront malgré l'épanouissement de l'opportunisme centriste, (et en grande partie par l'action des fractions) et que, en conséquence, avant la catastrophe, les fractions de gauche pourront reprendre la direction du mouvement prolétarien. Un faux pas dans la direction internationale menace d'anéantir la possibilité pour les fractions de reprendre la tête du mouvement.

4°) La tâche d'une avant-garde prolétarienne dans le cadre de chaque pays et à l'échelle internationale se conçoit comme une application de la politique internationale du prolétariat à la politique de ce pays. L'avant-garde de chaque pays acquiert la conscience de cette politique internationale par une expérience vivante de la lutte de classes, par l'assimilation de cette expérience vivante à un ensemble de règles politiques générales établies et appliquées avec

la méthode marxiste d'analyse des phénomènes sociaux et économiques.

Il est très explicable que les groupes d'avant-garde qui vivent et agissent dans l'ambiance sociale où les contrastes de classe sont les plus aigus, fournissent aux autres groupes la plus haute participation au travail de formation et de programme théorique. Ce qui est inconcevable c'est que le groupe agissant dans l'ambiance sociale la plus travaillée par les contrastes de classe, substitue l'ingestion forcée de ses conceptions politiques à l'effort indispensable d'assimilation des expériences de classe vécues ou des expériences de classe subies par le prolétariat d'un pays donné.

A l'heure actuelle on conçoit un travail utile du secrétariat international dans le sens qui conduira à la conjonction, dans une voie bien déterminée, au point de vue du programme, des expériences que fait chaque avant-garde dans son travail pour construire une ligne politique communiste contre le capitalisme et dans le cours de la recrudescence de l'opportunisme centriste.

Il ne peut se concevoir de travail utile si on le considère comme un prolongement mécanique des positions politiques de l'opposition russe, patronnées par des éléments disparates qui, précédemment, ont navigué dans différentes directions, qui se regroupent dans l'évidente intention de sauver le mouvement communiste et qui, malgré cette bonne intention, ne se préserveront pas de l'inévitable crise à venir et du désastre qui s'ensuivra.

Pour réduire au minimum aujourd'hui les dangers de crise de demain, ou — au moins — pour circonscrire aujourd'hui dans les limites des divergences inévitables de tactique les crises de demain, il faut dès aujourd'hui préciser et établir des limites de programme qu'il ne suffira pas d'accepter par une insuffisante adhésion d'une ou de plusieurs personnes, mais bien à travers une révision des événements passés et surtout des plus récents, pour prouver que la *non adoption des thèses de l'opposition russe dans chaque pays ont conduit à la crise actuelle*. Cela se traduit par l'exigence d'une plate-forme, unique moyen d'encadrer une organisation communiste. Cette plate-forme peut faire défaut et les mouvements peuvent exister néanmoins, mais alors ces mouvements sont destinés à la décomposition interne qui décevra les prolétaires accourus à l'appel de rassemblement pour lutter pour la solution de la crise et qui seront conduits à de nouvelles désillusions pour lesquelles les responsabilités de la fraction seraient nettement graves.

L'expérience en Belgique et en Allemagne le prouve. Le fait que le groupe de *Contre le Courant*, qui formellement s'était employé à élaborer une plate-forme n'ait, par là, posé aucune fondation pour la régénération du mouvement communiste en France, ne prouve pas le contraire. En effet ce groupe n'avait d'autre relation avec le mouvement prolétarien que celle d'un club dont l'occupation essentielle était de donner en langue française les importants documents de l'opposition russe. C'est vers l'élaboration de ces documents de base que doit être — à notre avis — orienté le travail du groupe de la *Vérité*, s'il ne veut pas préjuger des précieuses éner-

gies prolétariennes et s'il ne veut pas compromettre le travail de la gauche en France.

5°) La situation actuelle peut être caractérisée ainsi : *les conditions pour une liaison internationale de l'opposition existent, mais il n'existe pas de formation dans chaque pays capable d'assurer l'action efficace d'un centre international des oppositions internationales.*

Dans la situation actuelle, donc, il ne reste pas qu'à faciliter le travail préliminaire pour la formation du centre international. Ce travail préliminaire consiste dans la formation de fractions dans les centres les plus importants, en Europe surtout, mais aussi bien dans les colonies et en Amérique. Ce travail préliminaire doit se développer sur le plan international en ce sens que chaque groupe doit pouvoir trouver dans le secrétariat international un appui et une source de confrontation et d'expériences.

Mais à ces fins il faut :

a) établir un premier document - programme (notre fraction avait exprimé le désir de connaître le programme présenté par le camarade Trotsky au 6^e Congrès mondial, ce qui aurait pu constituer une base pour l'encadrement théorique de l'opposition);

b) constituer un centre qui donne la garantie que tous les problèmes d'organisation seront résolus selon les principes d'une réelle collaboration des organismes responsables des groupes adhérents au secrétariat — et jamais par des manœuvres entre éléments particuliers, surtout si ceux-ci sont étrangers aux organismes responsables des groupes.

c) le problème du programme résolu et le problème d'organisation réglé en général, il faudra établir que l'adhésion individuelle sera l'unique forme d'adhésion aux fractions;

d) attribuer au secrétariat international, comme fonction essentielle, de veiller à la formation de groupes dans chaque pays et d'aider ces groupes à l'élaboration d'un ensemble de principes politiques découlant de la revision des expériences de classe vécues à la lumière des principes fondamentaux adoptés dans le document théorique de base du secrétariat international.

Ce sont les propositions que la fraction de gauche se propose de défendre dans la situation internationale actuelle. A cause des divergences que ces propositions présentent avec l'orientation actuelle et dans l'attente de la réponse des organismes responsables élus par la conférence préliminaire, la fraction maintient sa position : c'est-à-dire l'adhésion au secrétariat parce qu'elle reconnaît sa nécessité et en conséquence sa participation par l'envoi de documents au *Bulletin* qui sera édité — et de non-participation au travail directeur du secrétariat à cause des divergences exposées et expliquées.

III

LETTRE OUVERTE A LA REDACTION DU
JOURNAL COMMUNISTE ITALIEN *PROMETEO*

Chers camarades,

Il y a quelques mois, vous m'avez adressé une lettre ouverte à laquelle j'ai alors répondu. Il me semble à présent, que le moment est venu d'adresser à votre groupe une lettre ouverte.

A Paris se tint récemment une conférence préliminaire de l'Opposition Internationale de Gauche. Cette conférence est un pas sérieux en avant, car elle ne fut possible qu'après un long travail préparatoire de caractère idéologique. Votre groupe, sous les yeux duquel ce travail se déroula, considéra qu'il ne lui était pas possible de participer à cette conférence. Cette abstention extrêmement importante me pousse à vous poser les questions suivantes :

1) Admettez-vous que le communisme puisse avoir un caractère national? Telle est, par exemple, la position d'Urbahns, qui, tout en répétant les formules rituelles de l'internationalisme, a créé une secte purement allemande, n'ayant aucune liaison dans le monde et par conséquent, dénuée de perspectives révolutionnaires. *Vous considérez-vous donc comme une tendance nationale ou comme une partie d'une tendance internationale?*

2) Si, dans votre réponse à cette question, vous déclariez être entièrement satisfait de votre existence nationale et isolée, il n'y aurait pas lieu de poser d'autre question. Mais je ne doute pas que vous vous considériez comme des internationalistes. Dans ce cas une seconde question se pose : *à quelle tendance internationale précisez-vous?* Il existe en ce moment trois courants fondamentaux dans le communisme international : le centre, la droite et la gauche (léninistes). En dehors de ces trois courants il y a différentes sortes d'échappatoires ultra-gauchistes qui tâtonnent entre le marxisme et l'anarchisme. Jusqu'ici nous pensions que la tendance dont vous étiez les plus proches était celle de l'Opposition de gauche. Nous attribuions votre hésitation à votre désir possible de vous orienter dans le développement de l'Opposition de gauche. Mais l'hésitation ne peut pas durer toujours. La vie ne s'arrête pas, ni en Italie, ni dans le reste du monde. Pour rejoindre la Gauche internationale il n'est nul besoin de faux « monolithisme » dans le sens de la bureaucratie stalinienne. Ce qu'il faut, c'est la solidarité actuelle sur les questions fondamentales de la stratégie révolutionnaire qui a résisté à l'épreuve des dernières années.

Certains désaccords tactiques sont absolument inévitables et ne peuvent être un obstacle à une étroite collaboration dans le travail d'élaboration de l'organisation internationale. En quoi consiste votre désaccord avec l'Opposition de gauche? A-t-il un caractère de principe ou un caractère secondaire? Il faut que vous répondiez à cela d'une façon claire et précise.

3) Votre absence à la conférence internationale préliminaire peut être interprétée comme conséquence du désaccord qui vous

sépare de l'Opposition de gauche sur des questions de principe. S'il en est ainsi, une troisième question se pose : *pourquoi n'organisez-vous pas une fraction internationale de votre propre tendance?* Après tout, vous ne pouvez pas concevoir que des principes révolutionnaires valables pour le monde entier ne puissent être appliqués en Italie, ou *vice versa*. L'attitude passive et conciliatrice envers l'Opposition de gauche liée au refus de se joindre à elle et le refus de participer à la vie de l'avant-garde communiste d'autres pays est typique du socialisme national ou du communisme national et n'a rien de commun avec le communisme marxiste.

Votre réponse à ces questions a une importance sérieuse non seulement du point de vue international mais surtout du point de vue italien, dans la mesure où ces deux points de vue peuvent, d'une manière quelconque, être séparés l'un de l'autre. L'illégalité où se trouve réduit le Parti Communiste italien fait qu'il est difficile de suivre son développement. Néanmoins il ne peut y avoir de doute qu'à l'intérieur des cadres du Parti communiste italien il existe, en dehors de la fraction officielle, votre groupe et la droite, (Tasca) de nombreux éléments ouvriers qui n'ont pas encore formulé leurs positions ouvertement. Dans ces circonstances vous êtes parmi les éléments qui ne se sont pas encore définis. Cependant c'est précisément l'illégalité du Parti qui exige d'une façon doublement impérieuse l'entière clarté de principe des groupes dirigeants. Votre réponse aidera à hâter la cristallisation idéologique au sein de l'avant garde du prolétariat italien.

Il est inutile de dire que l'Opposition russe se félicitera d'appréhender votre résolution de rejoindre la Gauche internationale.

Avec mes salutations communistes

22 avril 1930.

L. TROTSKY.

IV

REPONSE DE LA FRACTION DE GAUCHE A LA LETTRE OUVERTE DU CAMARADE TROTSKY

Nous avons reçu votre lettre du 22 avril 1930.

Il est inutile de dire que cette lettre, concernant le secrétariat international de l'opposition — par les questions qui nous sont posées et par l'appréciation de notre attitude — est en contradiction complète avec le contenu de la réponse que vous avez faite à notre première lettre ouverte.

Dans cette réponse, bien que vous ayez fait une réserve expresse pour laisser au temps et aux événements le soin de vérifier la similitude de votre position avec la nôtre, vous aviez toutefois souligné la solidarité qui nous unissait sur la base de notre plateforme et des documents de notre camarade Bordiga.

Or, depuis cette lettre, nous ne nous sommes en rien éloignés de cette plateforme que vous avez jugée comme un des meilleurs documents de l'opposition internationale. Qu'est-il arrivé entre temps? Car vous nous posez, dans votre dernière lettre, des ques-

tions dont la réponse se trouve justement dans cette plate-forme.

Mais il vaut mieux juger directement ces questions :

1°) Vous considérez-vous comme un mouvement national, ou comme une partie d'un mouvement international?

2°) A quelle tendance appartenez-vous?

3°) Pourquoi ne pensez-vous pas à créer une fraction internationale de votre tendance?

En somme vous nous invitez à déclarer si, oui ou non, nous sommes des communistes.

Aux deux premières questions on trouve la réponse dans votre lettre ouverte où vous affirmez : « je ne doute pas que vous vous considériez comme des internationalistes ». Nous passons l'autre...

Ces derniers jours nous avons envoyé une lettre au secrétariat international, dans laquelle nous précisons notre position. Croyez-vous que l'on doit retourner aux temps où l'on luttait, dans l'I.C., pour une politique révolutionnaire, et où nous nous entendions dire par les opportunistes : « Vous êtes contre l'I. C., vous êtes contre l'U.R.S.S., etc... »?

Nous pouvons avoir aujourd'hui des divergences sur les méthodes de travail du secrétariat international, sans être, en même temps, accusés d'être contre le secrétariat international, gangrenés par le socialisme national, et le communisme national, justement pour étouffer dans le fracas de ces questions les questions touchant à nos divergences?

Nous vous faisons remarquer que depuis octobre 1929, c'est-à-dire bien avant la Conférence préliminaire de Paris, nous avons écrit, dans le n° 21 de *Prométéo*, que le développement de la crise centriste posait les conditions objectives pour fournir les premiers efforts destinés à établir une union à l'échelle internationale.

Nous n'avons pas participé à la Conférence internationale de Paris, par suite d'une erreur dans la transmission de la lettre de convocation aux organismes dirigeants de la fraction. Nous avons récemment envoyé un document au secrétariat international, dans lequel nous soulignons notre accord pour la constitution de ce secrétariat, et notre désaccord avec les méthodes de travail et le fait qu'il manque une base idéologique.

Et, consentez à le reconnaître, la préparation idéologique directe pour la préparation de la conférence de Paris, a été absolument inexistante.

Et maintenant, répondons à vos questions.

1°) Nous nous considérons comme une partie du mouvement international.

2°) Nous appartenons, depuis la fondation de l'I. C., et les premiers, à la tendance de gauche.

3°) Nous ne voulons pas créer une fraction internationale de notre tendance parce que nous croyons avoir appris du marxisme que l'organisation internationale du prolétariat n'est pas l'agglomération artificielle des groupes et des personnalités de tous les pays autour d'un groupe.

Par contre, nous pensons que cette organisation doit bien être le résultat de l'expérience du prolétariat de tous les pays. Nous ne

sommes pas effrayés à l'idée qu'un groupe — en l'espèce la gauche russe — puisse donner l'impulsion à cette organisation, mais à la condition que cette impulsion s'appuie sur de vraies formations prolétariennes qui aient déjà accompli un sérieux effort idéologique. En effet, il apparaît que « la lutte internationale du prolétariat » signifie essentiellement :

a) lutte de chaque prolétariat sur un programme d'action international;

b) organisation internationale et centralisée de cette lutte dans chaque pays.

Il existe une profonde différence entre la thèse marxiste sur la lutte prolétarienne internationale et la thèse social-démocrate qui éloigne le devoir pour chaque prolétariat d'abattre sa propre bourgeoisie... jusqu'à ce que la révolution prolétarienne tombée du ciel puisse se réaliser grâce à la concordance des conditions objectives et socialistes et du monde intérieur. Au contraire, la thèse marxiste sur la lutte internationale du prolétariat est celle du devoir pour chaque prolétariat d'abattre sa propre bourgeoisie, et cela ne limite nullement la question aux aspects matériels de la lutte mais signifie que chaque prolétariat — et en l'espèce chaque avant-garde prolétarienne, chaque fraction de gauche — accomplit un effort idéologique qui se traduit par l'application de la méthode marxiste renforcée par l'expérience prolétarienne internationale pour fixer les règles du combat à l'échelle nationale et internationale.

Le guide de l'organisation internationale, son organisation mondiale centralisée, se réalise alors comme la conjonction des forces idéologiques, de l'expérience (sur le champ national et international) de l'avant-garde organisée en fraction de gauche dans chaque pays.

L'expérience de l'I. C. prouve que les partisans de l'assassinat de Blumkine proviennent justement de ceux qui prêchèrent l'unanimité dans les Congrès internationaux sur les rapports de Lénine et de Trotsky, et en général du Bureau Politique du parti russe. Ces types nous ont réservé beaucoup de la drogue avalée comme dessert obligatoire dans la lutte contre Bordiga et contre la prétendue extrême gauche, qui, en réalité, représentait le premier noyau de la résistance marxiste aux progrès de l'opportunisme.

En ce qui concerne le « communisme national », nous devons vous rappeler que c'est justement notre fraction qui refusa de rester à la direction en Italie (bien qu'elle eut une majorité écrasante), parce que les dirigeants de l'Internationale s'orientaient vers l'anti-marxisme à travers le trébuchet de l'anti-trotskysme.

Vous nous demandez si nous avons des divergences de principe ou de tactique avec l'opposition de gauche internationale. Ne connaissant pas de document de principe de l'opposition de gauche internationale, nous ne pouvons répondre. En ce qui concerne les documents de la gauche russe, nous avons déjà eu l'occasion de souligner notre solidarité sur les questions de principe, et notre désaccord sur les questions tactiques, telles que le front unique qui entraîne vers le gouvernement ouvrier et paysan, le comité anglo-russe, le Kuomintang, les Comités prolétariens anti-fascistes, etc...

Nous voulons faire remarquer que nous n'avons jamais voulu rester dans une position d'expectative. En effet, nous avons combattu dans le parti dans lequel nous militons et nous n'avons nullement négligé notre activité dans les groupes d'opposition. Mais nous avons toujours sauvegardé notre responsabilité à cause des divergences politiques.

La conclusion de votre lettre a déjà trouvé une réponse dans le document envoyé au Secrétariat International, document qui est l'extrait d'une lettre envoyée aux groupes de notre fraction le jour même où, sans que les organes dirigeants de notre fraction en aient été avertis, eut lieu la conférence internationale.

Depuis, en dehors de nous, et sur aucune base politique capable de faire comprendre s'il s'agit d'une réaction directement orientée vers la gauche, un groupe d'ex-fonctionnaires du parti italien est entré en relation avec le Secrétariat International.

A notre demande d'explications au Secrétariat International, aucune réponse écrite n'a été faite, mais les actes et les conversations de nos camarades responsables nous autorisent à conclure qu'une tentative se développe pour créer une nouvelle opposition.

L'effort de notre fraction pour orienter vers la gauche les réactions aux entreprises opportunistes n'est pas facile. La première manifestation de l'activité du Secrétariat International, paraît s'inspirer de la conception que notre effort doit rencontrer un obstacle et qu'une nouvelle expérience de confusion doit être faite, expérience qui risque d'égarer une énergie qui devrait, au contraire, s'orienter vers la gauche.

Il est tout naturel que si cela se produit, si nous devons manquer des garanties pour que ne se produise pas dans le mouvement italien ce qui s'est produit dans d'autres pays, alors cette douloureuse expérience se ferait sans que notre fraction, qui ne pourrait se limiter à refuser de faire partie de la direction du Secrétariat International, en prenne la responsabilité.

Il faut également souligner que cette manœuvre se développe juste au moment où vous demandez notre adhésion à la gauche internationale, dans votre lettre ouverte. Cette adhésion nous l'avons déjà donnée en marquant, en même temps, notre refus de participer à la direction du Secrétariat, jusqu'à ce que nous nous trouvions en présence d'un document de programme et d'une méthode de travail qui garantisse le mouvement prolétarien des manœuvres qui conduisent au triomphe de l'opportunisme dans l'I. C.

A propos de ce document de programme, nous devons rappeler que nous avons eu l'occasion — il y a plusieurs mois — de demander à connaître en entier votre critique du Programme du 6^e Congrès de l'I. C. Ces derniers temps nous avons vu que la « Ligue Communiste » a été fondée en France, en mettant dans ses statuts l'acceptation des problèmes de tactique, alors que justement les solutions tactiques du 3^e et du 4^e Congrès ont encore été examinées par vous (« Les leçons d'Octobre ») et par le camarade Lénine (« Lettre de la montagne », après le 3^e Congrès). Mais vous devez savoir qu'au 4^e Congrès nous avons dû donner notre démission de la direction du parti italien — et aujourd'hui, pour adhérer à la Ligue Com-

muniste en France, nous devrions justement renoncer à nos conceptions tactiques. Voilà ce qui signifie réellement d'une part notre prétention inexistante à un monolithisme absurde, et, d'autre part, le monolithisme absurde qu'on prétend imposer.

Vous avez eu l'occasion d'écrire dans votre lettre que, dans le mouvement italien, et en présence de la crise inévitable du centrisme, et de la croissance des réactions prolétariennes contre l'opportunisme, nous serions des éléments « indéfinis ». Nous vous prions d'expliquer cette affirmation tout à fait contraire à celle de votre précédente lettre où vous dites que notre fraction est appelée à défendre les intérêts historiques du prolétariat italien et international. Vous n'êtes pas tout à fait lié à la déclaration que nous vous rappelons, mais vous devez expliquer votre dernière affirmation, comme vous aviez expliqué la précédente. Une telle démonstration est le seul profit de vos enseignements que nous voulions utiliser.

Voilà, cher camarade, notre réponse.

Nous souhaitons ne pas voir se répéter ce qui s'est déjà produit avec Lénine : contre lui quand il faut faire un effort pour s'orienter sur la voie du marxisme ; pour lui quand on essaye d'introduire doucement l'opportunisme sous le drapeau du grand chef prolétarien.

Notre solidarité a été satisfaisante lorsque vous avez été déporté ; aujourd'hui que les efforts pour établir des positions marxistes sont rendus difficiles par votre situation personnelle, peut-être est-ce justement pour cela que la solidarité est si facile à affirmer, et semble se propager par des méthodes de travail et sur une base de confusion politique contre quoi vous et nous avons lutté depuis tant d'années ?

Nous ne prétendons à aucun monolithisme abstrait, mais nous avons des divergences que nous avons consigné dans nos réserves sur la question des organes dirigeants du Secrétariat. Voudriez-vous le monolithisme dans nos discussions ? Voudriez-vous vous expliquer notre réserve, non avec des arguments politiques, mais en l'attribuant à une attitude contre laquelle proteste notre activité de longues années, activité que vous n'avez pas dû considérer en posant les questions contenues dans votre lettre ?

Pour conclure, puisque vous parlez de Urbahns, nous, qui avons défendu la position marxiste vis à vis de la Russie des Soviets et aussi dans la question du conflit sino-russe, vous prions de bien vouloir nous mettre au courant de l'activité de ce groupe en général. Seulement ensuite nous pourrions nous prononcer définitivement sur ce groupe que votre plate-forme définissait (en spécifiant le nom d'Urbahns) comme une groupe de bolcheviks-léninistes.

Dans l'attente d'une prompt réponse et avec la ferme conviction qu'elle nous permettra d'éclaircir les questions posées dans votre lettre ouverte et ensuite de passer à la confrontation des questions tactiques sur lesquelles il existe un désaccord entre notre fraction et la gauche russe, nous vous envoyons nos saluts communistes.

LA FRACTION DE GAUCHE.

V

NOUVELLE LETTRE A LA REDACTION DU
JOURNAL COMMUNISTE ITALIEN *PROMETEO*

19 Juin 1930.

Chers camarades,

J'ai reçu votre longue lettre du 3 juin. Malheureusement, cette lettre ne dissipe pas les malentendus, mais, au contraire, elle les augmente.

1. Entre ma dernière « lettre ouverte » et ma réponse de l'année passée à votre lettre ouverte il n'y a aucun « contraste ». Cette période entre ces deux lettres se caractérise par un travail intensif de la gauche communiste internationale. Une certaine indécision de votre position durant cette période pouvait paraître comme étant temporaire et, dans une certaine mesure, même inévitable. C'est tout à fait évident que les conditions dans lesquelles se trouvait le cam. Bordiga, le chef reconnu de votre fraction, pouvaient pendant une certaine période expliquer le caractère expectatif de votre position (sans toutefois amoindrir les côtés nuisibles de cette expectative).

Dans ma réponse à votre « lettre ouverte » j'ai tenu compte de cette circonstance qui, quoique personnelle, est extrêmement importante. Je connais assez bien le camarade Bordiga et je l'apprécie assez hautement pour comprendre son rôle exclusif dans la vie de votre fraction. Mais vous reconnaîtrez vous-mêmes que cette considération ne peut pas couvrir toutes les actes.

Les événements se développent; des questions nouvelles surgissent et il faut des réponses claires et précises. Actuellement le caractère conservatif de votre position indéterminée devient un symptôme de plus en plus grave.

2. Vous écrivez que vous n'avez en rien abandonné la plate-forme de 1925 que j'ai qualifiée de document excellent sous beaucoup de rapports. Mais une plate-forme est faite non pas pour « ne pas être abandonnée », mais pour être appliquée et développée. La plate-forme de 1925 était un bon document pour l'année 1925. Pendant les 5 années écoulées depuis, des événements d'une très grande importance se sont produits auxquels la plate-forme ne donne aucune réponse. Essayez de donner une réponse aux questions qui découlent de la situation de 1930 en se rapportant à la plate-forme de 1925 — c'est vouloir s'en tenir à une politique indéterminée et évasive.

3. Vous expliquez votre non-participation à la conférence de Paris par une erreur de la poste dans la transmission de la lettre de convocation. Si ce n'est que cela, il faudrait le dire alors ouvertement dans la presse. Dans la *Vérité* je n'ai pas trouvé une telle déclaration de votre groupe. Peut-être l'avez-vous publiée dans le *Prometeo*? Mais il ressort clairement de toute votre lettre qu'il s'agit d'autre chose que d'une erreur de la poste.

Vous dites qu'il « n'y a eu aucune préparation idéologique de la conférence ». Cette affirmation me paraît non seulement mensongère mais tout simplement monstrueuse. En France surtout, la préparation idéologique fut intensive et fructueuse (*La Vérité, La Lutte de Classes*, brochures). Dans tous les pays une lutte idéologique intense fut menée au courant de l'année dernière, — lutte qui nous a nettement délimité de nos pseudo « amis » politiques.

La rupture avec Souvarine et Paz en France, avec Urbahns en Allemagne, avec le groupe de Pollack en Tchéco-Slovaquie et autres, a été un élément très important de la préparation idéologique de la conférence de véritables communistes révolutionnaires. Ignorer ce travail important c'est vouloir aborder la question avec un critère sectaire et non pas révolutionnaire.

5. Votre compréhension de l'internationalisme me paraît fautive. Pour vous l'Internationale est en fin de compte la somme des sections nationales ou le produit d'une collaboration mutuelle des sections nationales. C'est là une conception unilatérale, non dialectique et par conséquent erronée de l'Internationale. Si la gauche communiste ne comptait que 5 membres, ils devraient malgré tout créer leur organisation internationale *en même temps* que nationale. Considérer l'organisation nationale comme la fondation de la construction, et l'organisation internationale comme le toit — c'est commettre une erreur. Ici l'interdépendance est d'un ordre tout à fait différent. Marx et Engels ont commencé en 1847 le mouvement communiste par un document international et par la création d'une organisation internationale. La même chose s'est répété à la création de la 1^{re} Internationale. La gauche zimmerwaldienne a suivi le même chemin dans sa préparation de la 3^e Internationale. Cette voie nous est dictée actuellement d'une façon beaucoup plus impérative que du temps de Marx. Un courant prolétarien révolutionnaire peut évidemment, à l'époque de l'impérialisme, surgir ou se déterminer dans un pays plus tôt que dans un autre pays, mais ce courant ne peut pas exister et se développer dans un seul pays, il doit, le lendemain de sa création, chercher ou créer les liens internationaux, une plate-forme internationale, une organisation internationale, car ce n'est que sur cette voie qu'on peut trouver une garantie de la justesse de la politique nationale. Le courant qui pendant des années reste nationalement enfermé est voué inévitablement à la dégénérescence.

6. A la question qui concerne le caractère de vos divergences avec l'opposition internationale, vous refusez de répondre à cause de *l'absence d'un document de principe international*. C'est une façon purement formaliste, non politique et non révolutionnaire, d'aborder la question. Une plate-forme ou un programme sont le résultat d'une longue expérience, d'un travail commun à la base, d'une certaine somme d'idées et de méthodes communes. Votre plate-forme de 1925 n'est pas née le premier jour de l'existence de votre fraction. L'opposition russe a élaboré sa plate-forme après cinq ans de lutte et, bien que cette plate-forme soit parue deux ans et demi après la vôtre, elle est déjà vieillie sous certains rapports. Ensuite parut le programme de l'Internationale Communiste au-

quel l'opposition russe a répondu par une critique. Cette critique, qui est, dans le fond, et non dans la forme, le fruit d'un travail collectif, est parue en plusieurs langues, comme la majorité des documents de l'opposition des dernières années. Sur ce terrain une lutte idéologique sérieuse a été menée (Allemagne, Etats-Unis). Les problèmes de la politique syndicale, de la « troisième période », du plan quinquennal, de la collectivisation, l'attitude de l'opposition de gauche envers les partis officiels, etc., etc... — toutes ces questions de principe ont été soumises à une analyse sérieuse et un examen théorique dans la presse internationale de gauche. Ce n'est que par ces moyens qu'on peut préparer l'élaboration d'une plate-forme, ou, plutôt, d'un programme. Quand vous déclarez qu'on ne vous a pas donné un « document - programme » tout fait, et que pour cette raison vous ne pouvez pas répondre à la question sur vos divergences avec la gauche internationale, vous montrez, par cela même, votre compréhension sectaire des méthodes et des moyens de formation idéologique de l'unité, et vous faites la démonstration de votre isolement de la vie idéologique de la gauche communiste.

7. Les groupes qui se sont réunis à la conférence de Paris ne prétendent pas à un monolithisme mécanique. Mais ils sont tous réunis dans cette conviction que l'expérience vivante des dernières années garantit leur unité, tout au moins dans la mesure nécessaire pour leur permettre de continuer le travail en commun et d'une façon organisée, à l'échelle internationale, et, entre autres, de préparer une plate-forme commune. Quand je vous ai demandé quelle était l'ampleur de vos divergences avec la gauche internationale, je n'ai pas attendu de vous une réponse formelle, mais politique et révolutionnaire : « oui, nous croyons possible un travail en commun avec ces groupes, mais nous allons défendre notre position particulière dans différentes questions ».

Or, quelle est votre réponse ? Vous déclarez que vous n'entrerez pas dans le secrétariat international tant que l'on ne vous présentera pas un « document de programme ». Cela veut dire que les autres doivent, sans votre participation, élaborer ce document ; quant à vous, vous gardez le droit de contrôle et de dernier mot. Peut-on aller plus loin dans la voie de l'expectative, de l'attitude évasive et de l'isolement national ?

8. Votre refus d'accepter les statuts de la Ligue Communiste française, qui se solidarise avec les 4 premiers Congrès Internationaux est également un prétexte d'ordre purement formel. Aucun des camarades français ne pense que tout dans les décisions des 4 premiers congrès est infaillible et immuable. Il s'agit de la *ligne stratégique générale*. Si vous n'êtes pas prêts à vous appuyer sur la base qui a été posée par les 4 congrès, alors qu'est-ce qu'il vous reste en général ?

D'une part vous refusez d'accepter comme base les décisions des 4 premiers Congrès. D'autre part vous reniez ou ignorez totalement le travail idéologique et tactique de l'opposition internationale durant les dernières années. Qu'est-ce que vous opposez alors à tout cela ? Toujours la même plate-forme de 1925 ? Mais, malgré toutes ses qualités, cette plate-forme n'est qu'un document épiso-

dique, qui ne donne aujourd'hui aucune réponse aux questions actuelles.

9. La partie de votre lettre qui traite avec indignation de la « tentative » de créer en Italie une nouvelle opposition, de la « manœuvre », de la nouvelle « expérience de confusion », etc., etc... — laisse une impression particulièrement bizarre. Autant que je puisse vous comprendre il s'agit de la nouvelle scission à l'intérieur de la fraction centriste dirigeante du P. C. italien et de la tendance d'un de ces groupes à se rapprocher de la gauche internationale. Où est ici la « manœuvre » ? Où est la « confusion » ? Confusion de la part de qui ? Le fait qu'un groupe se détache de la fraction ennemie et que ce groupe cherche un rapprochement avec nous est une conquête sérieuse. Il est évident que ce rapprochement ne peut se faire que sur une base de principe, c'est-à-dire sur la base de la théorie et de la pratique de la gauche internationale. Les camarades qui appartiennent à la nouvelle opposition italienne m'ont envoyé personnellement une série de documents et de lettres. J'ai répondu en toute cordialité à toutes les questions posées par ces camarades. Je ferai de même dans l'avenir. J'ai posé à mon tour quelques questions à ces camarades. Particulièrement sur la question de leur attitude envers les bordiguistes ; ils ont répondu que, malgré les divergences existantes, ils considèrent le travail commun comme possible et indispensable. Où est alors la « manœuvre » ?

D'une part vous croyez que l'opposition internationale n'est pas digne de votre confiance à tel point que votre collaboration avec elle est impossible. D'autre part vous croyez, sans doute, que l'opposition internationale n'a pas le droit d'entrer en relation avec les communistes italiens qui se déclarent solidaires avec elle. Chers camarades, vous perdez toutes perspectives ; vous allez loin. C'est le destin habituel de tous les groupes fermés et isolés.

On peut, évidemment, regretter que les liaisons et les pourparlers avec la nouvelle opposition italienne se fassent sans votre participation. Mais c'est de votre faute. Pour pouvoir participer à ces pourparlers il faut que vous preniez une part active à tout le travail de l'opposition internationale c'est-à-dire que vous entriez dans ses rangs.

10. Au sujet d'Urbahns vous demandez à être informés sur son activité afin que vous puissiez vous prononcer définitivement. En même temps vous rappelez que dans la plate-forme de l'opposition russe on parle du « groupe Urbahns » comme d'un groupe idéologiquement proche. Je ne peux ici qu'exprimer mon regret que jusqu'à maintenant vous ne vous soyez pas fait un devoir de vous faire une opinion définitive sur une question qui, durant des mois et des mois, a inquiété toute l'opposition internationale et qui a amené à une scission dans l'opposition allemande et ensuite à la création d'une opposition de gauche unifiée qui a définitivement rompu avec Urbahns. Quel sens peut donc avoir votre remarque au sujet de la plate-forme russe ? Oui, nous avons espéré que nous arriverions à redresser la ligne politique de tout le groupe d'Urbahns. Mais l'histoire ne s'est arrêté ni en 1925, ni en 1927. Beaucoup d'événements se sont produits après la parution de la plate-

forme. Les zinovievistes ont capitulé. La direction du Léninbund a évolué dans le sens *opposé* à celui du marxisme. Comme nous ne rompons pas à la légère les relations politiques, nous avons essayé dans une série de lettres et d'articles de changer la politique du Léninbund. Cela n'a pas réussi. Une série de nouveaux événements a repoussé davantage le groupe d'Urbahns. Une partie considérable de sa propre organisation a rompu avec lui.

Le développement politique est plein de contradictions; très souvent les partisans ou les semi-partisans de la même idée s'en sont allés chacun de leur côté. Les causes de la rupture de l'opposition internationale avec le Léninbund ont été discutées publiquement dans toute la presse oppositionnelle. Moi-même, j'ai dit à ce sujet dans une brochure tout ce que j'ai pu dire. Je ne peux plus rien ajouter à ce que j'ai dit, d'autant plus qu'il s'agit des faits passés. Vous soulevez cette question non pas en liaison avec ces faits, mais en liaison avec ma lettre. Cela démontre encore une fois combien vous ignorez la véritable vie politique et théorique de l'opposition internationale.

Avec mes salutations communistes

L. TROTSKY.

VI

REPONSE DU CAMARADE TROTSKY A LA NOUVELLE OPPOSITION DU PARTI COMMUNISTE ITALIEN

Comme il a été dit, la lettre ci-dessous est une réponse à une lettre de la nouvelle opposition italienne. La nouvelle opposition accompagnait cette lettre de documents dont tous les arguments politiques sont reproduits dans l'article du camarade Blasco : Les problèmes de la révolution en Italie et nos divergences. Dans cette lettre Trotsky pose dans toute leur ampleur quelques-uns des problèmes fondamentaux pour l'avenir de la révolution prolétarienne en Italie. Elle constitue un commentaire et un développement politique indispensable de l'article même de Blasco.

14 mai 1930.

Chers camarades!

J'ai reçu votre lettre du 5 mai. Merci beaucoup pour cette étude du communisme italien en général et des différentes tendances qui y règnent en particulier. Elle m'était fort nécessaire et m'a été de

grande utilité. Il serait regrettable de conserver à votre travail, si poussé par ailleurs la signification d'une simple lettre. Avec tels ou tels autres changements ou raccourcis, cette lettre pourrait fort bien trouver place dans les pages de *La Lutte de Classes*.

Si vous le voulez bien je commencerai par une conclusion politique générale : c'est que j'estime notre collaboration mutuelle à l'avenir comme parfaitement possible et même extrêmement souhaitable. Aucun d'entre nous ne possède et ne peut posséder de formules politiques préétablies pouvant servir à toutes les éventualités dans la vie. Mais je crois que la *méthode* à l'aide de laquelle vous cherchez à déterminer les formules politiques nécessaires est la bonne.

Vous me demandez mon avis concernant toute une série de graves problèmes. Mais avant d'essayer de répondre à quelques-uns d'entre eux, je dois formuler une réserve très importante. Je n'ai jamais connu de près la vie politique italienne car je n'ai été en Italie que fort peu de temps, ne lis que fort imparfaitement l'italien et durant mon passage à l'Internationale Communiste n'ai pas eu l'occasion de pénétrer plus profondément dans l'examen des affaires italiennes.

Vous devez savoir cela fort bien vous-mêmes car, comment expliquer autrement que vous ayez entrepris un travail si détaillé pour me mettre au courant des questions pendantes?

Il résulte de ce qui précède que mes réponses, dans la majeure partie des cas ne doivent avoir qu'une valeur toute *hypothétique*. En aucun cas je ne considère les réflexions qui suivent comme définitives. Il est fort possible, et même probable qu'en examinant tel ou tel autre problème je perde de vue certaines circonstances concrètes de lieu et de temps fort importantes. J'attendrai donc vos objections, renseignements supplémentaires et correctifs. Pour autant que, comme je l'espère, notre méthode est commune, c'est ainsi que nous arriverons le mieux à la bonne solution.

1. — Vous me rappelez que j'ai critiqué en son temps la formule « *Assemblée républicaine à base de comités ouvriers et paysans* », formule lancée jadis par le parti communiste italien. Vous me dites que cette formule n'avait eu qu'une valeur toute épisodique et, qu'actuellement, on l'a abandonnée. Je veux cependant vous dire pourquoi j'estime cette formule comme étant erronée, ou du moins comme équivoque en tant que devise politique. « *L'Assemblée républicaine* » constitue de toute évidence un organisme d'Etat bourgeois. Or, que sont les « comités ouvriers et paysans » ? Il est évident que c'est en quelque sorte un équivalent des soviets ouvriers et paysans. Alors il faut le dire. Car des organismes de classe des ouvriers et paysans pauvres, que vous leur donniez le nom de Soviets ou de Comités, constituent toujours des organisations de lutte contre l'Etat bourgeois, puis deviennent des organismes de soulèvement, pour se transformer enfin, après la victoire, en organismes de dictature prolétarienne. Comment se peut-il dans ces

conditions qu'une assemblée républicaine, — organe suprême de l'Etat bourgeois, — ait comme « base » des organismes d'Etat prolétarien ?

Je tiens à vous rappeler, qu'en 1917, avant Octobre, Zinoviev et Kamenev, lorsqu'ils s'affirmaient contre un soulèvement, préconisaient d'attendre que l'Assemblée Constituante se fut réunie pour créer un « Etat combiné » moyennant une fusion de l'Assemblée Constituante avec les soviets ouvriers et paysans. En 1919 nous vîmes Hilferding proposer d'inscrire les soviets dans la Constitution de Weimar. Comme Zinoviev et Kamenev, Hilferding nommait cela « l'Etat combiné ». En tant que nouveau type de petit-bourgeois il voulait à l'endroit même du tournant historique le plus brusque, « combiner » un troisième type d'Etat en mariant sous le signe constitutionnel la dictature de la bourgeoisie à la dictature prolétarienne.

La formule italienne exposée plus haut me semble être une variante de cette tendance petite-bourgeoise. A moins que je ne l'aie comprise de travers. Mais alors elle a déjà le défaut incontestable de prêter à des malentendus dangereux. J'en profite pour corriger ici une erreur vraiment impardonnable commise par les épigones en 1924; ils avaient trouvé chez Lénine un passage disant que nous serions peut-être amenés à conjuguer l'Assemblée Constituante avec les soviets. Un passage disant la même chose peut être découvert dans mes écrits également. Mais de quoi s'agissait-il exactement ? Nous posions la question d'un soulèvement qui aurait transmis le pouvoir au prolétariat sous forme de soviets. A la question de savoir ce que nous aurions, dans ce cas, fait de l'Assemblée Constituante, nous répondions : « on verra; peut-être la combinerons-nous avec les soviets ». Nous sous-entendions le cas où l'Assemblée Constituante, convoquée sous le régime des soviets, eût donné une majorité soviétique. Comme ce ne fut pas le cas, les soviets chassèrent l'Assemblée Constituante. En d'autres termes : on s'était posé la question de savoir s'il était possible de transformer l'Assemblée Constituante et les soviets en organismes d'une seule et même classe et non pas du tout de « combiner » une Assemblée Constituante bourgeoise avec les soviets prolétariens. Dans un cas (chez Lénine) il y allait de la formation d'un Etat prolétarien, de sa structure, de sa technique. Dans l'autre, (chez Zinoviev, Kamenev, Hilferding) il s'agissait d'une combinaison constitutionnelle de deux états de classes ennemies en vue d'éviter un soulèvement prolétarien qui aurait pris le pouvoir.

2. — La question que nous venons d'examiner (celle de l'Assemblée républicaine), est intimement liée à une autre, que vous analysez dans votre lettre, à savoir : quel caractère social contractera la révolution antifasciste ? Vous niez la possibilité en Italie d'une révolution bourgeoise. Ce en quoi vous avez parfaitement raison. L'histoire ne peut tourner en arrière toute une quantité de pages dont chacune équivaut à un lustre d'années. Le comité central du Parti communiste italien avait déjà tenté précédemment d'éluder

la question en proclamant que la révolution ne serait ni bourgeoise ni prolétarienne, mais « populaire ». C'est une simple répétition de ce que disaient les populistes russes au début de ce siècle, lorsqu'on leur demandait quel caractère contractera la révolution contre le tzarisme. Et c'est encore cette même réponse que donne actuellement l'Internationale Communiste concernant la Chine et l'Inde. C'est tout simplement une variante soi-disant révolutionnaire de la théorie social-démocrate d'Otto Bauer et d'autres, selon laquelle l'Etat peut s'élever au-dessus des classes, c'est-à-dire n'être ni bourgeois ni prolétarien. Cette théorie est néfaste tant pour le prolétariat que pour la révolution. En Chine elle a transformé le prolétariat en chair à canon de la contre-révolution bourgeoise.

Toute grande révolution se trouve être *populaire* en ce sens qu'elle entraîne dans son sillon le peuple tout entier. Et la grande Révolution française et la Révolution d'Octobre furent absolument populaires. Cependant la première était bourgeoise car elle instituait la propriété individuelle, tandis que la seconde fut prolétarienne parce qu'elle abolit cette même propriété individuelle. Seuls quelques révolutionnaires petits-bourgeois, désespérément retardataires, peuvent encore rêver d'une révolution qui ne serait ni bourgeoise ni prolétarienne, mais « populaire » (c'est-à-dire petite-bourgeoise).

Or, en période impérialiste, la petite bourgeoisie est non seulement incapable de diriger une révolution, mais même d'y prendre une part déterminée. De sorte que la formule d'une « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie » constitue désormais une simple couverture d'une conception petite-bourgeoise d'une révolution de *transition* et d'un Etat de *transition*, c'est-à-dire d'une révolution et d'un Etat tels qu'il ne peut plus guère s'en produire non seulement en Italie, mais même pas dans l'Inde retardataire. Un révolutionnaire qui n'aurait pas pris une position nette et claire concernant la question de la dictature démocratique prolétarienne et paysanne, est destiné à tomber d'erreur en erreur. En ce qui concerne le problème de la révolution anti-fasciste, la question italienne est plus qu'aucune autre intimement liée aux problèmes fondamentaux du communisme mondial, c'est-à-dire à la théorie dite de la révolution permanente.

3. — A ce qui précède vient faire suite la question de la période de « transition » en Italie. Tout d'abord il faut bien clairement établir : transition de quoi à quoi ? Période de transition de révolution bourgeoise (ou « populaire ») à révolution prolétarienne, — est une chose. Période de transition de dictature fasciste à dictature prolétarienne, — est une autre chose. Si on envisage la première conception, la question de la révolution bourgeoise se pose en premier lieu et il s'agit alors d'y situer le rôle du prolétariat, après quoi seulement se posera la question de la période de transition vers une révolution prolétarienne. Si l'on envisage la seconde conception, vient alors à se poser la question d'une série de combats, perturbations, renversements de situations, tournants brusques, constituant dans l'ensemble les différentes étapes de la révolution prolétarienne. Ces étapes peuvent être nombreuses. Mais

elles ne peuvent en aucun cas contenir en leur sein une révolution bourgeoise ou son avorton mystérieux : la révolution « populaire ».

Est-ce à dire que l'Italie ne peut, pour un certain temps, redevenir un Etat parlementaire ou devenir une « république démocratique » ? J'estime, — en parfait accord avec vous, je pense, — que cette éventualité n'est pas exclue. Mais alors elle ne sera pas le fruit d'une révolution bourgeoise, mais le fœtus avant-terme d'une révolution prolétarienne insuffisamment mûrie, et prématurée. Au cas d'une crise révolutionnaire profonde et de combats de masses au cours desquels l'avant-garde prolétarienne n'aura pas été en mesure de prendre le pouvoir, il se pourra que la bourgeoisie réédifie son pouvoir sur des bases « démocratiques ». Peut-on dire, par exemple, que la république allemande actuelle constitue une conquête de la révolution bourgeoise ? Une telle affirmation serait absurde. Il y eut en Allemagne en 1918-19 une révolution prolétarienne qui, privée de direction, fut trompée, trahie et écrasée. Mais la contre-révolution bourgeoise se vit cependant dans l'obligation de s'adapter aux circonstances résultant de cet écrasement de la révolution prolétarienne, ce qui eut pour résultat la constitution d'une république d'une forme parlementaire « démocratique ». La même éventualité — ou à peu près — est-elle exclue pour l'Italie ? Non, elle n'est pas exclue. L'intronisation du fascisme fut le résultat de l'inachèvement de la révolution prolétarienne en 1920. Seule une nouvelle révolution prolétarienne peut renverser le fascisme. Si cette fois encore elle n'était pas destinée à vaincre (faiblesse du Parti communiste, manœuvres et trahisons des social-démocrates, des francs-maçons, des catholiques), l'état de « transition » que la contre-révolution bourgeoise se verrait alors forcée d'établir sur les ruines de son pouvoir à forme fasciste, ne saurait être autre qu'un Etat parlementaire et démocratique.

Car, quel est en définitive, le but de la concentration anti-fasciste ? Prévoyant la chute de l'Etat fasciste par un soulèvement du prolétariat et, en général, de toutes les masses opprimées, la concentration s'apprête à arrêter ce mouvement, à le paralyser, et à le frustrer de sa conquête *pour faire passer la victoire de la contre-révolution renouvelée pour une soi-disant victoire d'une révolution bourgeoise démocratique*. Si l'on perd un seul moment de vue cette dialectique des forces sociales vivantes, on risque de s'embrouiller irrémédiablement et de s'écarter du droit chemin. Je crois qu'il ne peut y avoir aucun malentendu entre nous à ce sujet.

4. Mais cela signifie-t-il que nous, communistes, repoussons *a priori* toute devise démocratique, tout mot d'ordre de transition ou de préparation, nous en tenant rigoureusement à l'unique *dictature prolétarienne* ? Ce serait faire montre d'un vain sectarisme doctrinaire. Nous ne croyons pas un seul moment qu'un simple saut révolutionnaire suffit à franchir ce qui sépare le régime fasciste de la dictature prolétarienne. Nous ne nions nullement la phase de transition avec ses exigences transitoires, y compris les exigences de la démocratie. Mais c'est précisément avec l'aide de ces mots d'ordre de transition d'où s'ouvre toujours la voie vers la dictature prolétarienne, que l'avant-garde communiste devra conquérir la

classe ouvrière toute entière et que cette dernière devra unifier autour d'elle toutes les masses opprimées de la nation. Et ici je n'exclus même pas l'éventualité d'une Assemblée Constituante qui, dans certaines circonstances, pourrait être imposée par la marche des événements, ou plus précisément par le processus de l'éveil révolutionnaire des masses opprimées. Certes, à l'échelle historique et dans l'ensemble de nombreuses années, les destinées de l'Italie se réduiront incontestablement à l'alternative suivante : *fascisme ou communisme*. Mais prétendre que la notion de cette alternative a pénétré dès aujourd'hui dans la conscience des classes opprimées du peuple, serait de la fantaisie pure et consisterait à considérer comme résolu déjà le problème le plus gigantesque dont la résolution demeure entière face à un parti communiste encore faible. Si la crise révolutionnaire devait éclater, par exemple, au cours des premiers mois qui vont suivre (sous la poussée de la crise économique d'une part, et sous l'influence révolutionnaire venue d'Espagne), les grandes masses laborieuses tant ouvrières que paysannes feraient certainement suivre leurs revendications économiques de mots d'ordre démocratiques (tels que la liberté de réunion, de la presse, de coalition syndicale, représentation démocratique au parlement et aux municipalités). Cela signifie-t-il que le parti communiste devra rejeter ces exigences ? Au contraire. Il devra leur imprimer l'aspect le plus audacieux et le plus catégorique possible. Car l'on ne peut imposer la dictature prolétarienne aux masses populaires. On ne peut la réaliser qu'en menant le combat, — le combat en entier, — pour toutes les revendications, exigences et besoins transitoires des masses, et à la tête même de ces masses.

Il faut rappeler ici que le bolchévisme n'est pas du tout arrivé au pouvoir à l'aide de l'abstraite devise de la dictature prolétarienne. Nous avons combattu pour l'Assemblée Constituante bien plus hardiment que tous les autres partis. Nous disions aux paysans : « Vous revendiquez la répartition égalitaire des terres ? Notre programme agraire va bien au delà. Mais personne d'autre que nous ne vous aidera, paysans, à réaliser la jouissance égalitaire des terres. Et pour cela il faut que vous souteniez les ouvriers ». En ce qui concerne la guerre nous disions encore aux paysans : « Notre but communiste est la guerre à tous les oppresseurs. Mais vous n'êtes pas mûrs pour voir aussi loin. Vous avez hâte d'échapper à la guerre impérialiste. Personne d'autre que nous, bolchéviks, ne vous aidera à y arriver ». Je n'aborde pas ici la question de savoir quels doivent être précisément les mots d'ordre centraux de l'époque de transition en Italie en cette année 1930. Pour les déterminer et pour en établir la succession opportune il faudrait connaître beaucoup mieux que je ne le puis, la vie intérieure de l'Italie et se tenir beaucoup plus près de ses masses laborieuses. Et ici, en plus d'une bonne méthode faut-il encore posséder l'art d'avoir l'oreille des masses. Je ne veux donc indiquer ici que les lieux communs des revendications transitoires dans la lutte du communisme contre le fascisme et contre la société bourgeoise en général.

5. Cependant, tout en adhérant à tel ou tel autre mot d'ordre démocratique, nous devons avoir bien soin de lutter sans merci

contre toutes les formes de charlatanisme démocratique. Là « République démocratique des travailleurs », — devise de la social-démocratie italienne, est un échantillon de ce charlatanisme de bas étage. Une république des travailleurs ne saurait être qu'un Etat de classe prolétarien. La République démocratique n'est qu'une forme masquée d'Etat bourgeois. L'alliage de l'un avec l'autre n'est qu'une illusion petite-bourgeoise des masses social-démocrates par en bas (ouvriers, paysans), et qu'un impudent mensonge des social-démocrates d'en haut (de tous ces Turati, Modigliani, et que sais-je encore). Et à cette occasion, je le répète encore, si je me suis opposé et m'oppose encore à la formule de « L'Assemblée nationale à base de comités d'ouvriers et paysans », c'est précisément parce que cette formule se rapproche trop du mot d'ordre de « République démocratique des travailleurs » des social-démocrates et pourrait nous nuire grandement dans notre lutte contre la social-démocratie.

6. L'affirmation faite par la direction officielle que la social-démocratie en Italie n'existerait soi-disant plus, n'est qu'une consolante théorie d'optimistes bureaucrates qui veulent voir des avantages acquis là où il n'est question encore que de lourdes tâches à accomplir. *Le fascisme n'a pas liquidé la social-démocratie, mais l'a au contraire conservée.* Elle ne porte pas aux yeux des masses la responsabilité du régime dont elle est, elle-même, tombée partiellement victime. C'est ainsi qu'elle s'acquiert des sympathies nouvelles et garde les anciennes. Et il arrivera un moment où la social-démocratie battrà monnaie du sang de Matteotti tout aussi bien que la Rome ancienne le fit du sang du Christ. Et il n'est donc pas exclu que dans les premiers temps de la crise révolutionnaire, la direction se trouve être principalement concentrée entre les mains de la social-démocratie. Si des masses importantes sont immédiatement entraînées dans le mouvement, et si le parti communiste tient bien le droit chemin, il se pourrait fort bien que la social-démocratie, dans un délai assez court, soit bientôt réduite à rien. Mais ce serait une tâche à accomplir et non une conquête à réaliser. Impossible de sauter par-dessus ce problème : il faut savoir le résoudre. Ici je rappelle que Zinoviev, et après lui Manouïlsky et autres Koussinen, avaient déjà déclaré à deux ou trois reprises que la social-démocratie allemande elle aussi n'existait plus en fait.

En 1925 l'Internationale Communiste dans sa déclaration écrite de la main légère de Losovsky au parti français, avait également décrété que le parti social-démocrate français avait définitivement quitté la scène. L'opposition de gauche s'est toujours énergiquement élevée contre cette légèreté de jugement. De preuves solides ou des traitres seuls peuvent vouloir faire croire à l'avant-garde prolétarienne d'Italie que la social-démocratie italienne ne pourrait plus jouer le rôle qu'avait eu la social-démocratie allemande à l'égard de la révolution de 1918.

Mais on peut affirmer que la social-démocratie ne réussira pas une nouvelle fois à trahir et à livrer le prolétariat italien à la faux, comme elle le fit déjà une fois en 1920. Finies ces illusions et ces leurreux ! Trop de fois au cours de son histoire le prolétariat se vit trompé d'abord par le libéralisme, puis par la social-démocratie.

En outre on ne peut perdre de vue que depuis 1920 il s'est écoulé 10 ans pleins, et 8 ans depuis l'avènement du fascisme. Les enfants qui avaient 10 et 12 ans en 1920/22, et qui ont vu en ces années ce qu'était l'œuvre des fascistes, constituent maintenant la nouvelle génération ouvrière et paysanne qui luttera héroïquement contre le fascisme mais qui, par contre, manquera d'expérience politique. Les communistes ne viendront en contact avec les masses véritables que durant la révolution elle-même, et, dans le meilleur des cas, il leur faudra des mois pour arriver à démolir et à renverser la social-démocratie, que le fascisme, je le répète, n'a point liquidée, mais, au contraire, conservée.

**
*

Je n'en dirai pas plus long aujourd'hui. Je viens de recevoir la riche documentation que vous m'avez envoyée et dont je n'ai pas encore pris connaissance complète. Tout ce qui précède n'est basé que sur ce que contient votre lettre. Comme convenu, je garde par devers moi le droit d'apporter des correctifs à la suite de mon exposé.

Pour finir, quelques mots concernant une importante question de fait au sujet de laquelle il ne peut y avoir deux avis différents dans notre milieu. Les communistes de gauche doivent-ils ou peuvent-ils délibérément donner leur démission des postes qu'ils occupent dans le parti, et du parti lui-même? Il ne peut même pas en être question. A de très rares exceptions près, — et qui furent des erreurs, — aucun d'entre nous ne l'a fait. Mais je ne conçois pas bien dans quelle mesure et par quel moyen les camarades italiens peuvent conserver tel ou tel autre poste au sein du parti dans les circonstances actuelles. Je ne peux rien dire de concret à ce sujet si ce n'est qu'aucun d'entre nous ne saurait admettre qu'on puisse s'accommoder d'une position politique fausse ou équivoque aux yeux du parti ou des masses en vue d'éviter l'exclusion.

Je vous serre la main

Votre L. TROTSKY.

LISTE DES LIBRAIRIES DANS LESQUELLES LA LUTTE DE
CLASSES EST EN VENTE, EN PLUS DES PRINCIPAUX KIOSQUES
DE PARIS.

PARIS :

La Vérité, 45, Boulevard de la Villette, 10^e.
Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse, 10^e.
Librairie Picart, 59, Boulevard St-Michel, 5^e.
La Lumière, 69, Boulevard St-Germain, 5^e.
Au Commerce des Idées, 26, Boulevard St-Michel, 5^e.
Librairie Matérialiste, 47, rue Monsieur-le-Prince, 5^e.

LYON :

Kiosque journaux pl. du Pont, Cours de la Liberté, quartier 87.

BELGIQUE :

L'Eglantine, 20, rue de Lenglentier, Bruxelles.
Cosmopolis, 72, rue de la Montagne, Bruxelles.
Henriquez, 41, rue de Loxum, Bruxelles.

TOUS LES COMMUNISTES DOIVENT LIRE

LES OUVRAGES
DE LEON TROTSKY

	Fr.
Nouvelle Etape	5.—
1905	25.—
Europe et Amérique	6.—
Où va l'Angleterre?	8.50
Cours nouveau	4.—
Lénine	12.—
Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme?	3.50
La défense de l'U. R. S. S. et l'Opposition	3.—
La « troisième période » d'erreurs de l'Internationale Communiste	3.—
La Révolution défigurée	15.—
Ma Vie (Tome I)	16.50
<i>En vente à la Librairie du Travail, 17, rue de Sambre et Meuse. — Paris X^e.</i>	

Le Gérant : P. NAVILLE.



Imprim. de la Soc. Nouv. d'Éditions Franco-Slaves
32, rue de Ménilmontant, 32, Paris (20)

LISEZ LES PUBLICATIONS INTERNATIONALES
DE L'OPPOSITION DE GAUCHE

Bulletin de l'Opposition (Bolcheviks-
Léninistes)

*Organe périodique de l'Opposition Communiste russe
(bolchevik-léniniste)*

entièrement en langue russe.

6, rue de Milan, Paris.

Contra la Corriente

*Bulletin bi-mensuel d'informations de
l'Opposition Communiste Espagnole*

J. Gonzalez, Sogueros, 19, 2^e derecha, Valence-Espagne.

Der Kommunist

*Organe bi-mensuel de l'Opposition de Gauche unifiée du
Parti Communiste Allemand.*

Wiesenstrasse 6. Berlin N 20. — Allemagne.

The Militant

Organe hebdomadaire de la Ligue Communiste d'Amérique (opposition).
25, Third Avenue, New-York, Etats-Unis.

Le Communiste

Organe bi-mensuel du Groupe d'Opposition du P. C. Belge.

114, rue de l'Indépendance, Molenbeek Bruxelles, Belgique.

Die Klorkejt

Bulletin mensuel de l'Opposition de gauche en langue yiddisch
45, Boulevard de La Villette, Paris 10^e.

ADRESSEZ-VOUS A « LA VÉRITÉ »,
45, Bd DE LA VILLETTE. PARIS X^e.



LIBRAIRIE DU TRAVAIL .17. R. DE SAMBRE & MEUSE PARIS (10^e)

Téléphone : Combat 08-02. R. C. 235.494. B. Chèque Postal N° 43.08. Paris.

Vient de paraître :

VICTOR-SERGE

L'an I de la Révolution Russe

Un volume in-16 jésus (14 × 19) de 448 pages.

Prix 20 fr.

Nous mettons en vente
un certain nombre de
collections des deux
premières années de

La Lutte

de Classes

16 numéros parus
394 pages sur 2 colonnes
au prix de 45 fr.

*Lisez tous les **Vendredis***

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

c'est le journal hebdomadaire des Communistes

45, Boulevard de la Villette

Paris X^e.

Le numéro : 0 fr. 50.

Abonnements : 6 mois 13 fr.

: 1^{er} an 25 fr.

Chèque postal :

P. Franck 136.855 - Paris.

En vente dans tous les kiosques

Бюллетень Оппозиции

(БОЛЬШЕВИКОВ-ЛЕНИНЦЕВ)

Bulletin de l'Opposition (bolchéviks-léninistes)

(entièrement en langue russe.)

Vient de paraître N° 12-13

Pour les abonnements et la vente, adresser la correspondance à Meichler, 6, rue de Milan. Paris.